

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA REVENDICATION

DES

MEUBLES SAISIS

(Art. 608, C. Proc. civ.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 28 octobre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

HENRY BRUMEAUX

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
WAHL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

—
1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA REVENDICATION
DES
MEUBLES SAISIS

(Art. 608, C. Proc. civ)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 28 octobre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

HENRY BRUMEAUX

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
WAHL, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA REVENDEICATION DES MEUBLES SAISIS

(Art. 608, C. Proc. Civ.).

INTRODUCTION

Tous les biens d'un débiteur forment le gage de son créancier. Ses meubles et ses immeubles sont exposés aux poursuites de ce dernier et en conséquence, susceptibles de diverses saisies qui ont chacune une application particulière : de toutes ces saisies la plus fréquente est la saisie exécution. Par elle le créancier met sous main de justice les meubles corporels de son débiteur et les vend ensuite pour se payer sur le prix. La procédure en est très simple, ainsi que nous le verrons plus loin, et très rapide, puisqu'en une dizaine de jours tout peut être terminé.

Toutefois, il est très rare qu'il en soit ainsi.

Tantôt, c'est la loi elle-même qui ralentit la marche de la procédure : tel est le cas par exemple de l'article 621 du Code de procédure civile qui oblige le créancier pour-

suivant à remplir des formalités spéciales pour la vente de certains objets mobiliers : d'où une perte de temps et un retard dans l'exécution.

Tantôt c'est le débiteur qui obtient directement de son créancier des délais pour payer ou qui est autorisé, sur sa demande, par le juge des référés, à se libérer par fractions dans un certain espace de temps, en deux mois par quart par exemple. Ou bien il soulève une difficulté : il soutient que le créancier a fait saisir des meubles déclarés insaisissables par la loi (art. 592, C. proc. civ.) ; qu'il est poursuivi pour un chiffre supérieur à celui de sa dette effective, qu'il a versé des acomptes et qu'il y a compte à faire, etc., etc.

Fréquemment, c'est un autre créancier qui forme opposition sur le prix de vente (art. 609, C. proc. civ.).

Mais le plus souvent la marche de la procédure de la saisie-exécution se trouve ralentie par le fait d'un tiers qui intervient juste au moment où les poursuites sont sur le point de se terminer par la vente des meubles saisis. Il s'oppose à leur continuation sur la totalité ou sur une partie de ceux-ci, prétendant en être le légitime propriétaire, que c'est à tort qu'ils ont été compris dans la saisie pratiquée sur le débiteur, et qu'il entend qu'ils soient distraits de cette saisie. A la suite de cette opposition, les poursuites sont immédiatement suspendues jusqu'à ce qu'il ait été statué par le Tribunal sur la demande de ce tiers.

Cet incident est connu sous le nom d'action en reven-

dication ou de demande en distraction. Ces deux expressions sont employées en pratique, surtout la première : c'est pourquoi nous l'avons choisie pour le titre de cet ouvrage de préférence à la seconde. D'ailleurs, ce n'est pas seulement une question de mots : il s'y rattache une discussion toute théorique sur la nature de cette action dont nous aurons l'occasion de parler dans notre premier chapitre. Quoi qu'il en soit, nous nous servirons de ces deux expressions comme si elles étaient synonymes pour éviter la répétition trop fréquente des mêmes termes.

L'action en revendication des meubles saisis est l'objet de cette étude.

L'article 608 du Code de procédure civile qui lui est consacré, est ainsi conçu :

« Celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis, ou de partie d'iceux, pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au gardien, et dénoncé au saisissant et au saisi, contenant assignation libellée et l'énonciation des preuves de propriété, à peine de nullité ; il y sera statué par le tribunal du lieu de la saisie, comme en matière sommaire.

« Le réclamant qui succombera sera condamné, s'il y échet, aux dommages et intérêts du saisissant. »

Alors qu'en matière de saisie immobilière, le même incident est réglé avec précision par trois articles du même Code, articles 725, 726 et 727, au milieu d'un chapitre qui indique exactement la procédure à suivre et les

conditions à remplir pour former une demande incidente à une poursuite en saisie immobilière, le texte que nous venons de transcrire, est le seul qui fasse allusion à la revendication des meubles saisis. De là une certaine incertitude sur les intentions du législateur, encore accrue par la concision même de l'article 608. Aussi ne faut-il pas s'étonner si les tribunaux ont dû maintes fois avoir recours aux principes généraux du Code pour en dissiper l'obscurité. Après de longs tâtonnements et de nombreuses fluctuations, la jurisprudence, faiblement secondée par la doctrine, est ainsi parvenue à créer toute une procédure, qui, respectant l'esprit, sinon le texte de la loi, offre le grand avantage de donner satisfaction aux besoins de la pratique. Ce long travail de la jurisprudence présente en lui-même et à lui seul un intérêt.

Nombreuses sont les difficultés que soulèvent les actions en revendication, en dehors même de la question de forme dans laquelle elles doivent être intentées. Quelques-unes résultent du défaut d'organisation de la propriété mobilière dans notre droit. Mais la plupart proviennent des conditions dans lesquelles se produisent les revendications. Dans le plus grand nombre de cas l'action en revendication est intentée par un tiers complaisant qui, d'accord avec le débiteur saisi, forme sa demande uniquement pour tenir en échec les droits du créancier saisissant. Il n'est pas nécessaire de fréquenter longtemps le Palais pour se rendre compte de la multiplicité des actions intentées dans ce but. L'ingéniosité des dé-

biteurs pour échapper aux poursuites de leurs créanciers et les divers procédés qu'ils emploient à cet effet méritent quelques indications utiles.

Enfin nous pouvons ajouter qu'à cette utilité se joint l'avantage de toute étude de procédure : faire connaître au plaideur quelle est l'étendue de son droit et quel est le meilleur moyen à sa disposition pour l'exercer.

L'examen de ces diverses questions se divisera en cinq chapitres :

Des considérations générales et théoriques sur la revendication des meubles saisis ainsi que sur le caractère de cette action rempliront à elles seules le chapitre premier.

Dans le chapitre deuxième nous étudierons la procédure prescrite par l'article 608 du Code de procédure civile.

Le chapitre suivant contiendra un examen des inconvénients de cette procédure et des remèdes que la jurisprudence a essayé d'y apporter : nous y traiterons notamment l'importante question de la compétence du juge des référés en cette matière.

La recherche des voies de recours du tiers propriétaire de meubles saisis et vendus fera l'objet du chapitre quatrième.

Enfin, le dernier chapitre sera une étude du domaine d'application de l'article 608 en dehors du cas de la saisie-exécution qu'il régit spécialement, et où nous nous bornerons à fournir quelques indications très brèves.

CHAPITRE PREMIER

DE LA REVENDICATION ET DES CONDITIONS DANS LESQUELLES ELLE SE PRODUIT.

Comme nous aurons maintes fois l'occasion de faire allusion à la procédure de la saisie-exécution, il est nécessaire d'indiquer dès à présent, au moins sommairement, les diverses formalités dont elle se compose ainsi que ses caractères principaux.

De toutes les saisies que nous avons énumérées, c'est la plus fréquente, car elle trouve son application aussi bien en matière civile que commerciale ; elle s'en distingue en outre par sa généralité, puisqu'elle frappe tous les meubles du débiteur, à l'exception de quelques-uns qui sont insaisissables ; soit à cause de leur caractère strictement personnel au débiteur, soit à cause de leur inaliénabilité totale ou partielle, soit à cause d'une clause d'insaisissabilité insérée dans le testament ou l'acte de donation en vertu desquels ils sont dans le patrimoine du débiteur, soit enfin, ceux qui ont été déclarés tels par la loi (art. 592, C. proc. civ.) pour des raisons d'intérêt général ou des considérations de décence et d'humanité. Enfin, elle peut être pratiquée partout où se trouvent des meubles appartenant au débiteur (Garsonnet,

Traité théorique et pratique de procédure, t. III, p. 595).

La procédure de cette voie d'exécution est, nous l'avons dit, très rapide ; il en était déjà ainsi sous l'ancien régime où, en vertu de l'ordonnance de 1617, dans toute la France, la Flandre exceptée, la vente pouvait se faire huit jours après la saisie.

Pour la pratiquer, il suffit à celui qui a une créance certaine, liquide et exigible, d'être muni d'un titre exécutoire. Elle débute par un commandement : c'est un exploit d'huissier en tête duquel est donnée copie du titre exécutoire au cas où il n'a pas déjà été notifié, signifié au débiteur, par lequel ce dernier reçoit l'ordre de payer la somme qu'il doit. Ce commandement doit contenir élection de domicile dans la commune du lieu où il doit être procédé à la saisie, élection de domicile dont nous verrons les effets au chapitre II de cet ouvrage. Vingt-quatre heures après, l'huissier peut se présenter au domicile du débiteur et, là, après avoir fait itératif commandement à celui-ci de payer le montant de sa dette, rédige un procès-verbal de saisie dont il laisse copie au saisi, et établit un gardien qui doit veiller à la conservation des meubles saisis et empêcher que nul ne les déplace. Puis l'huissier signifie par exploit au débiteur le jour fixé pour la vente qui ne peut avoir lieu moins de huit jours après la saisie, et la porte à la connaissance du public au moyen de placards apposés à divers endroits. Le jour de la vente il dresse un procès-verbal de récolement, c'est-à-dire de reconnaissance des meubles

saisis et procède à la vente soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un officier de justice : commissaire-priseur, greffier, notaire, suivant les usages des lieux.

Tout se passe donc de la manière la plus simple sans l'intervention d'un tribunal quelconque.

Or, les effets de la saisie sont très importants au point de vue de la situation des meubles qu'elle frappe. Le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas d'examiner ici les différents systèmes qui ont été proposés pour bien mettre en lumière ces effets et qui ont été exposés très clairement par M. Lancellin dans la thèse qu'il a soutenue en 1901 devant la Faculté de droit de Paris (*De la situation juridique des biens mis sous main de justice*). Nous plaçant sur le terrain essentiellement pratique, nous acceptons sans restriction aucune la formule adoptée par M. Garsonnet (*Op. cit.*, t. III, § 574, p. 626), pour qui la saisie rend les meubles « indisponibles et restreint même, sans toutefois le supprimer, le droit qu'a le saisi d'en jouir et d'en user en sa qualité de propriétaire », avec la réserve qu'il indique un peu plus loin : « On doit laisser le saisi jusqu'à la vente dans l'état de fait dont il jouissait antérieurement,..... car autrement, il perdrait l'exercice de son droit de propriété. »

Par rapport au tiers, la saisie a des conséquences non moins graves, car il est exposé à perdre le droit de propriété qu'il a sur les objets saisis. Les délais écoulés, — et nous avons vu combien ils étaient courts — ses meubles seront vendus aux enchères publiques tout

comme s'ils appartenait au débiteur poursuivi, et probablement adjugés à des personnes inconnues. Peu importe qu'il connaisse le nom de l'adjudicataire d'ailleurs. puisque tout recours contre lui est interdit, comme nous le verrons plus loin. Pour sauvegarder ses droits, il devra donc agir avec empressement ; sinon, il se verra dépouillé d'une manière irrévocable. Sans doute, il pourra acheter lors de la vente, mais il ne parviendra à se faire adjuger les meubles dont il est propriétaire qu'en payant aux mains de l'officier ministériel chargé de la vente le prix auquel ils ont été adjugés : c'est donc un sacrifice d'argent qu'il devra faire pour rentrer en possession de son bien.

Ce danger n'est pas le seul : un inconvénient moins grave peut-être ; mais qui se fait sentir dès la saisie, résulte de l'établissement même par l'huissier d'un gardien chargé de la surveillance des meubles saisis.

Or, le rôle de ce dernier est identique à celui d'un sequestre judiciaire (Paris, 6 mai 1890, D. 1891.1.395). En cette qualité, il a pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la disparition et la destruction des meubles saisis. Il aura en conséquence, le droit, pour couvrir sa responsabilité, de refuser au tiers la remise des objets saisis, même s'il sait pertinemment les droits de ce tiers sur eux, à moins qu'une autorisation du créancier saisissant ou de justice ne le lui permette. Ainsi donc, non seulement le tiers est sur le point de perdre ses droits sur les meubles saisis, mais encore par

suite de la mauvaise volonté du gardien, il peut être privé de leur jouissance dès la saisie. On pourrait à ce propos être tenté de croire que l'enlèvement par le tiers des biens dont il est propriétaire, tombe sous le coup de l'article 400, §§ 3 et 4 du Code pénal qui punit le détournement d'objets saisis ; il n'en est rien, cet article, en effet, ne vise que le saisi lui-même. Ajoutons en outre que les peines du vol ne lui seraient même pas applicables, car pour qu'il y ait vol, il faut la soustraction de la chose d'autrui ; or nous venons de voir que la saisie ne supprime pas le droit de propriété.

Il était donc de toute nécessité de venir au secours de ce tiers dont le bien était ainsi frappé, et de lui permettre ainsi de le faire échapper aux conséquences de la saisie.

SECTION I. — De l'action en revendication dans l'Ancien Droit.

Dans l'Ancien Droit, celui qui se prétendait propriétaire se bornait à former opposition sauf à déduire en temps et lieux. Cette opposition était connue sous le nom de demande de *recréance* » ou « d'opposition à fin de *recréance* ». Son but était la distraction de la saisie des meubles revendiqués et la restitution à leur propriétaire, et son effet était qu'il ne pût être passé outre à la vente de l'objet réclamé jusqu'à ce qu'il y fut statué. Or, c'était au saïssant à assigner s'il voulait continuer les poursuites :

de là des abus de toutes sortes qui obligeaient les créanciers à faire sans cesse de nouveaux procès, les oppositions succédant aux oppositions. C'était à l'opposant bien entendu à faire la preuve de sa propriété : « Notre coutume d'Orléans (art. 456), dit Pothier (*Œuvres*, par Bugnet, tome X, p. 219), veut que l'« opposant qui demande la recreance d'une chose qu'il soutient lui appartenir, en soit cru sur serment, et à celui du saisi, pourvu que le saisi et lui soient capables de porter témoignage l'un pour l'autre, qu'ils ne soient parents, ni alliés, serviteurs, ni domestiques l'un de l'autre ».

« Si l'opposant à fin de recreance est tel que le saisi ne puisse porter témoignage pour lui ou que sans être tel, il ne puisse faire comparoir le débiteur pour affirmer avec lui, en l'un et l'autre cas, cet opposant, pour réussir en son opposition doit justifier par témoins ou autrement, que la chose lui appartient, la reconnaissance qu'il en fait faire par témoins est à ses dépens, sauf à les répéter contre le saisi. »

Cette preuve était facilitée dans plusieurs coutumes, notamment dans celles du Perche (Tit. XI, art. 3) ; Epinal (Tit. IX, art. 18) ; Boulonnais (Tit. XIII, art. 28) ; Boulenois (art. 14) ; Bretagne (art. 233) ; Berry (Tit. IX, art. 29 et 30). Dans le ressort des « Coutumes générales du bailliage d'Epinal » le serment de l'opposant suffisait à lui seul, « Titre IX, article XVIII. En gagière, arrest, saisie ou aultres exploits faits sur biens moeubles d'un débiteur, celui peult estre receu opposant, qui vérifie les

dits meubles lui appartenir, sans dol, fraude, intelligence ou collusion, soit par temoing ou son serment ; sera néanmoins le créancier préférable à faire preuve du contraire ». (*Coutume de la Ville d'Epinal et du Barr*, publiée par Ch. Ferry, 1892.)

SECTION II. — Des conditions requises pour intenter
l'action en revendication.

Aujourd'hui la procédure que le législateur met à la disposition du revendiquant a un caractère formaliste, comme nous le verrons au chapitre suivant : par exploit d'huissier il faut faire défense au gardien d'avoir à se dessaisir des meubles dont la garde lui a été confiée, et par un autre exploit dénoncer cette défense au débiteur saisi et au créancier saisissant et les assigner tous deux devant le tribunal pour voir ordonner la distraction à son profit des meubles saisis. Bien entendu la preuve de ses droits sur eux lui incombe, et même il est obligé dès le début de l'instance, dans son assignation, « d'énoncer ses preuves de propriété ».

La première question qui se pose est celle de savoir qui peut intenter une action en revendication.

Il est facile d'y répondre : pour agir en revendication, il suffit de remplir les quatre conditions classiques requises pour ester en justice en qualité de demandeur savoir :

1^o Avoir un intérêt ;

2° Avoir la qualité ;

3° Avoir la capacité ;

4° Avoir un droit muni d'action.

Les explications que nous venons de donner et les termes de l'article 608 nous dispensent de nous occuper de la première et de la dernière de ces conditions. Quant aux deux autres, elles ne nous retiendront pas longtemps.

La qualité, c'est le titre auquel on figure dans un procès. De la règle qui nous vient de l'Ancien Droit, « Nul ne plaide par procureur », il nous faut conclure que le tiers propriétaire des meubles saisis aura seul le droit d'intenter l'action en distraction. Non seulement un simple particulier ne pourra agir à sa place, mais encore le saisi lui-même qui serait « sans droit et sans qualité pour réclamer » (Note de M. Coffinières, *Journal des Avoués*, t. XIX, p. 451, § 79). Dans le même sens s'est prononcée la jurisprudence (Trib. Dijon, 29 novembre 1899, *Journal des Huissiers*, t. LXXXI, p. 119 ; Trib. Roanne, 14 décembre 1904, *Moniteur des Huissiers*, 1905, II, p. 143).

En ce qui concerne la capacité, nous ne trouvons ici aucune raison de déroger aux règles générales. Toute personne étant en principe capable d'agir en son nom, il nous suffit de nous demander quelles sont les personnes qui ne peuvent spécialement plaider en notre matière.

La doctrine distingue deux sortes d'incapables :

D'un côté ceux qui ne peuvent agir en justice que représentés par leurs mandataires légaux : par exemple le

mineur non émancipé, et l'interdit représentés par leur tuteur, la femme mariée représentée par son mari, quand l'action est relative à ses biens, et qu'elle est commune en biens, dotale ou mariée sous le régime exclusif de communauté ;

De l'autre ceux qui ont besoin de l'assistance ou de l'autorisation d'une tierce personne, par exemple, le mineur émancipé qui a besoin de l'assistance de son curateur dans certains cas, le pourvu de conseil judiciaire qui a besoin de l'assistance de ce conseil, la femme mariée qui a besoin de l'autorisation de son mari ou de justice.

Il n'y a aucune particularité à signaler à propos de ces incapables, si ce n'est à propos du mineur émancipé auquel nous reconnaissons le droit d'intenter l'action en revendication de l'article 608 sans l'assistance de son curateur. En effet, les cas où l'assistance de ce dernier est requise sont formulés par la loi. Or, qu'y lisons-nous ? Article 482 du Code civil :

« Il (le mineur émancipé) ne pourra intenter aucune action immobilière, ni y défendre..... sans l'assistance de son curateur.

Nulle mention n'est faite des actions mobilières ; aussi la doctrine, conformément d'ailleurs à la tradition, a établi à ce point de vue une antithèse entre l'action mobilière et l'action immobilière et a admis le droit pour le mineur d'intenter sans l'assistance de son curateur l'action en revendication. La Cour de Paris dans un arrêt du 28 décembre 1891 (*Journal des Huissiers*, t. LXXIII, p. 98) a ap-

pliqué ce principe en reconnaissant à une mineure émancipée le droit, sans avoir besoin de l'assistance de son curateur, de demander en référé la discontinuation des poursuites exercées contre elle, et d'interjeter appel de l'ordonnance rendue par le juge des référés, car « il s'agit en la cause d'une mesure conservatoire et urgente qui n'excède pas les pouvoirs de la mineure émancipée. »

Mais en dehors de ces quatre conditions qu'il est nécessaire de remplir pour agir en justice, nous devons nous demander quels sont les droits que le revendiquant doit avoir sur les meubles saisis pour intenter utilement son action.

Si l'on s'en tenait aux termes mêmes de l'article 608 on serait porté à croire que le propriétaire des meubles saisis est seul admis à demander leur distraction. Cet article, en effet, commence ainsi : « Celui qui se prétendra propriétaire de tout ou partie des objets saisis... », et rien dans le texte ne laisse entendre qu'une personne ayant sur les meubles saisis un droit autre que le droit de propriété aurait la faculté d'agir en revendication. Comme c'est un point sur lequel, nous reviendrons plus loin, nous nous bornons à retenir de l'article 608 que le propriétaire des meubles saisis a le droit d'intenter l'action en revendication.

SECTION III. — Des circonstances dans lesquelles se produit l'action en revendication.

On pourrait penser au premier abord que la saisie de meubles appartenant à une autre personne qu'au débiteur poursuivi, soit une chose excessivement rare. Chacun n'est-il pas en effet généralement propriétaire des meubles qui garnissent l'immeuble ou l'appartement qu'il occupe ? Ce serait une erreur. Il arrive, au contraire, souvent, que des meubles appartenant à une personne se trouvent dans les mains d'une autre et sont ainsi frappés d'une saisie pratiquée sur cette dernière. Cela se produit dans un grand nombre de circonstances que nous allons examiner ici, et c'est la conséquence de la facilité de déplacement qui est la caractéristique des meubles.

Les différentes hypothèses où un pareil cas se présente, peuvent être divisées en deux grandes catégories : dans la première, nous passerons en revue les divers contrats spéciaux en vertu duquel un ou plusieurs meubles et objets mobiliers se trouvent pour un temps plus ou moins long en la possession d'une personne autre que celle à qui ils appartiennent ; et dans la seconde, nous étudierons les différents cas où, sans qu'un contrat particulier relatif à ces meubles soit intervenu, par suite de l'existence en commun de plusieurs individus au même domicile (que cette vie commune résulte du mariage, de la liation, du concubinage, etc., peu importe) est pratiquée

une saisie dans les conditions rappelées ci-dessus sur un ou plusieurs meubles appartenant à l'un de ces individus et servant à l'usage de tous.

Le contrat de prêt expose à ce danger. A l'occasion d'un dîner, d'une fête, une personne se dessaisit momentanément au profit d'un de ses amis de linge de table, d'un service de vaisselle, de pièces d'argenterie, qui lui seront rendus le lendemain. De ce cas, il faut rapprocher le cas du dépôt. Pour une raison quelconque, par exemple au moment de partir en voyage, ou bien par une mesure de sécurité, une personne est amenée à confier à un tiers pour le temps de son absence ou la durée de ses craintes un meuble précieux, une œuvre d'art de grand prix (tableau, statue, etc.), une caisse d'argenterie, ou d'orfèvrerie, etc. (C. Douai, 11 août 1887, *Gaz. Pal.*, 1887.2.623). Il en est de même du cas de dépôt de marchandises (Trib. Marseille, 14 décembre 1863, *Journ. Avoués*, t. LXXXIX, p. 513). Toutefois il est bon de remarquer qu'il est très rare qu'une saisie soit pratiquée à la requête d'un créancier de l'emprunteur, du dépositaire sur les meubles prêtés, déposés, à cause du peu de temps où les objets en question restent entre les mains du tiers.

Il en est tout différemment au cas de location où l'espace de temps pendant lequel le propriétaire n'a plus la possession des meubles qu'il a loués, est beaucoup plus long.

Quoique le Code civil ne fasse qu'une fois allusion au contrat de louage de meubles, dans l'article 1757, et que

les commentateurs soient très brefs à son sujet, ce contrat reçoit des applications multiples qui deviennent de plus en plus nombreuses.

Dans maintes occasions les commerçants y ont recours. Pour transporter d'une ville dans une autre des denrées telles que des liquides (vins, huiles végétales et minérales), des graines, des farines, des primeurs, de la volaille, etc., ils ont besoin d'un grand nombre de récipients ou d'enveloppes ; ils n'en ont pas chez eux une quantité suffisante pour répondre aux exigences de leurs affaires à une époque déterminée de l'année, et alors, ils louent des futailles, des tonneaux, des sacs, des caisses, des paniers, des cages, etc... Ou, encore, afin de mettre leurs marchandises à l'abri des intempéries, soit pendant la durée de leur transport sur les plates-formes des trains ou les chariots, soit pendant celle de leur dépôt sur les quais des gares ou des ports, ils louent des bâches.

Dans les campagnes, les fermiers et les petits propriétaires louent pour l'exploitation de leur domaine des machines agricoles.

Il en est encore ainsi dans les villes, où les grands hôtels, les grands restaurants, les cercles sont presque toujours seulement locataires du linge qu'ils mettent à la disposition des voyageurs et des consommateurs.

Le motif qui pousse les commerçants et les cultivateurs à agir de cette manière est double : tantôt c'est le prix d'achat de tel objet mobilier qui est beaucoup trop

élevé par rapport aux ressources de celui qui en a besoin, tantôt c'est le peu de temps dont il aura à s'en servir, qui le détourne de faire un pareil achat.

D'ailleurs, les simples particuliers eux-mêmes ont souvent recours au contrat de location : on loue pour un repas de cérémonie de la vaisselle, des cristaux, de l'argenterie ; pour une soirée, des masques, des dominos et des habits ; pour une promenade, des voitures attelées, des chevaux de selle ; pour ses besoins ou pour ses plaisirs, des livres, des partitions, des poêles, des machines à coudre, des machines à écrire, des pianos ; pour garnir un appartement, des meubles, des tentures, des tapis, etc... On loue même des appartements tout meublés.

Le contrat de louage de meubles semble donc jouer de nos jours dans la vie économique un rôle excessivement important, que ne pouvaient prévoir les rédacteurs du Code civil : il a fait l'objet d'une étude très intéressante au point de vue juridique de M. J. Valery, avocat à la Cour d'Appel de Montpellier, professeur agrégé à la Faculté de droit, publié en 1895 dans les *Annales de droit commercial*.

Il ne faudrait pas s'imaginer que l'huissier agissant à la requête du créancier pratiquera toujours la saisie des meubles loués, malgré la protestation du saisi. Sur les meubles loués en effet, sont tracés certains signes, lettres ou chiffres qui indiquent que ces objets ne sont pas la propriété de celui chez qui ils se trouvent. Par exemple, à l'intérieur de la couverture d'un livre provenant de la

bibliothèque d'un cabinet de lecture est généralement collée une feuille sur laquelle est imprimée une notice contenant le nom du cabinet de lecture, le numéro d'ordre du livre, les conditions de la location de ce livre, etc... Cf. *Gaz. Pal.*, année 1888, p. 155. Il en est de même pour le linge qui, au lieu de porter les initiales en broderie de l'occupant, est marqué à l'encre aux initiales de la maison qui en est propriétaire. Mais il n'en est pas toujours ainsi, soit que ces indications manquent, soit que le débiteur soit absent lors de la saisie, ou n'attire pas l'attention de l'huissier sur ces particularités. Le tiers propriétaire se verra donc obligé d'avoir recours à la procédure déterminée par l'article 608 du Code de procédure civile : il établira le bien-fondé de sa demande à l'aide de ses livres de commerce, de son acte de location, de la correspondance échangée, etc., et fera même valoir à l'appui de ses prétentions des motifs moraux : l'habitude qu'il a de louer dans ces conditions et qui rentre dans l'exercice de sa profession (tapissier, marchand de meubles, garde-meubles, etc.), l'honorabilité des parties en cause ; durée du séjour du saisi ; situation pécuniaire de ce dernier lors de la location rendant probable le contrat invoqué, etc.

Au cas de contrat de location dont nous venons de parler, il n'y a aucune difficulté relativement à la question de savoir quel est le propriétaire des meubles loués.

Il en est différemment quand on se trouve en présence non pas de ce simple contrat de louage, mais de cette

convention à caractère indéterminé qui est connue sous le nom de location-vente.

Par ce contrat, une personne, généralement un commerçant, livre à une autre, des meubles ou des marchandises, contre le paiement d'une redevance hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, et après le versement d'un nombre de redevances déterminé à l'acte intervenu, la propriété de ces meubles ou de ces marchandises est acquise à celle qui a payé régulièrement ces redevances. A l'aide de ce contrat un individu n'ayant pas la somme suffisante pour acheter un ou plusieurs objets mobiliers d'une certaine valeur, en prend possession dès à présent, et par fractions se libère, en un temps fixé d'avance, envers son fournisseur : aussi ce contrat est-il d'un usage assez fréquent dans les classes peu aisées, telles que celles des ouvriers, des employés, des petits fonctionnaires, qui ne touchant jamais que des sommes de peu d'importance sous forme de salaires, traitements, etc..., à la fin de la semaine, du mois, ne peuvent consacrer entièrement ces sommes à l'achat d'objets dont ils ont besoin, mais de prix relativement élevé, en disproportion avec leurs ressources, sans se priver de l'argent qui leur assure la vie quotidienne. C'est ainsi qu'ils achètent du mobilier, des machines à coudre, des bicyclettes, des instruments de musique (piano, violon, etc.).

Quel est au juste le caractère d'un contrat de ce genre ? Les auteurs ne sont pas d'accord. Pour certains, ce contrat est double, et se décompose en une location, et en

une vente. Dès qu'il est conclu, celui qui prend possession des meubles agit en qualité de locataire, et de plus, à la condition qu'il verse régulièrement les annuités convenues, il en est acquéreur, sous condition suspensive. La preuve en est dans ce fait que la somme versée chaque semaine, chaque mois, ou chaque année, se divise en deux parties : l'une représentant le prix de la location hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, l'autre une fraction du prix de vente. Il semble en être ainsi si l'on se reporte aux pièces que les parties signent généralement lors de la rédaction de contrat de ce genre.

Voici, par exemple, la « formule adoptée par la Chambre syndicale des pianos et orgues ». Elle s'intitule : « Bail avec promesse de vente ».

Après l'indication des noms des parties, comme dans tout contrat, se trouve la formule de location par laquelle le marchand de pianos loue un piano portant le numéro X à M. Y... Puis, cette pièce mentionne la durée du bail, le prix de vente, et aussitôt cette clause :

« La location mensuelle payable d'avance, à Paris, le... de chaque mois, est fixée à francs.... et les mensualités payables aux mêmes échéances, pour la constitution de la somme de francs....., prix du dit piano, est de francs..... Ensemble francs..... par mois. »

Cette manière de voir a été vivement combattue par M. Guillouard, dans ses *Traité de la vente et de l'échange*, 2^e édition, p. 76 : « Le but de la convention, dit-il, est en effet de rendre le cessionnaire propriétaire de l'objet

qui lui a été livré, sous la condition du paiement des annuités : il n'est pas locataire d'abord pour devenir ensuite acquéreur ; il est immédiatement acquéreur ».

L'année suivante dans un *Traité du contrat de louage*, p. 22, il examinait de nouveau cette question et après avoir rappelé l'analyse de ce contrat que faisaient des auteurs et que nous avons indiqué, il déclarait : « que cette analyse était erronée, et que ce contrat est une vente sans aucun mélange de louage, et cela même si l'annuité pécuniaire avait été qualifiée de redevance ou de loyer. La seule différence qu'il y ait entre ce contrat et une vente ordinaire, c'est que le prix est payé par fractions au lieu d'être payé en bloc. Mais cette différence dans le mode de paiement ne change pas la nature juridique du contrat : la convention est un contrat de vente, translatif de propriété, et non un bail ».

Quel intérêt y a-t-il à prendre parti ? C'est au point de vue pénal que la question est intéressante, car suivant le caractère que l'on reconnaîtra au contrat, au cas où l'acheteur aurait disposé des meubles qui lui ont été ainsi mis en sa possession, il y aura ou il n'y aura pas abus de confiance, et par conséquent pourront ou ne pourront pas être prononcées les peines de l'article 408 du Code pénal. Et même on serait tenté de croire que cette question a une certaine importance au point de vue de la revendication : n'avons-nous pas vu qu'aux termes de l'article 608 pourra s'opposer à la vente celui qui se prétend propriétaire, et c'est du pro-

priétaire seul que cet acte fait mention. La conséquence en est que, si le contrat dont nous parlons est une location et une vente, le vendeur aura la faculté d'agir conformément à l'article 608 en sa qualité de propriétaire ; si au contraire ce contrat est une vente, n'ayant plus la qualité de propriétaire, il n'aura pas le droit d'intervenir. Mais comme nous le verrons plus loin, il n'y a pas que le propriétaire qui ait le droit de s'opposer à la vente : quel que soit le caractère que nous reconnaissons au contrat, le vendeur aura le droit d'agir en revendication. D'ailleurs il nous faut remarquer que cette convention indique généralement à quelle époque la propriété sera transmise à l'acquéreur. La formule adoptée par la Chambre syndicale des pianos et orgues contient cette clause : « A la fin du bail si le preneur a régulièrement payé toutes les échéances stipulées, tant pour la location que pour l'amortissement, il deviendra de plein droit propriétaire du piano à lui présentement loué, jusqu'à cette époque. » Toutefois, il ne faut pas oublier que le tribunal n'est pas lié par les termes employés par les parties : il aura le droit de rechercher quelle a été leur véritable intention et par suite de considérer la convention intervenue comme une vente ou un bail.

Quant à la jurisprudence, elle est incertaine Cass., 16 juin 1885, D. 86.1.237 ; Req., 17 juillet 1895, D. 96.1.57 ; Trib. Seine, 13 mars 1896, *Le Droit*, 16 mai 1896 ; C. Paris, 3 avril 1903, D. 1903. V. 778.779 ; Cass., 19 juin 1903, D. 1905.1.486...).

Auront aussi le droit d'agir en revendication : l'acquéreur d'objets mobiliers bien qu'il n'en ait pas pris possession, contre le créancier qui les a fait saisir entre les mains du vendeur (Cass. req., 25 juin 1845, D. 45.1.309 ; Alger, 19 mars 1884, D. 85.2.134) ; le débiteur qui aura donné en gage à son créancier quelque objet mobilier qui aurait depuis été saisi par un créancier de ce dernier, etc., etc.).

La vie en commun donne lieu à des méprises encore plus fréquentes, et pour ainsi dire inévitables. Qu'arrive-t-il en effet, lorsque plusieurs personnes habitent soit dans la même maison, soit dans le même appartement ? Il se produit fatalement une confusion entre les meubles dont chacune de ces personnes est propriétaire. Considérons par exemple, la vie de famille. Sous le même toit vivent le père, la mère et les enfants, au milieu des meubles qui garnissent les différentes pièces qu'ils occupent. Or, de ces meubles, les uns ont été achetés par le père avant son mariage ; les autres ont été apportés en dot par la mère : le mobilier du salon, de la salle à manger, des chambres à coucher ont été acquis à l'occasion du mariage ; les meubles qui ornent le fumoir ont été donnés à l'un des fils, etc., etc. Qu'un huissier à la requête d'un créancier du père se présente et saisisse comme il en a le droit, tous les meubles, il sera souvent difficile au véritable propriétaire, — le fils, par exemple, — d'établir son droit de propriété sur les meubles du fumoir. De là, des questions souvent très délicates à résoudre.

Le mariage est une des causes principales des erreurs de ce genre.

En ce qui concerne les meubles saisis au domicile commun des époux, il faut partir de ce principe que tout le mobilier qui le garnit est présumé appartenir plutôt au mari qu'à la femme, et que pour détruire cette présomption, l'allégation contraire de la femme ne peut suffire uniquement (C. Lyon, 14 avril 1897, *Le Droit*, 2 septembre 1897). Les créanciers du mari pourront donc toujours saisir au domicile commun, et la femme aura le droit de revendiquer si son contrat de mariage lui donne cette faculté.

Il est donc nécessaire de passer rapidement en revue les différents régimes sous lesquels peuvent vivre les époux.

Sous le régime de la communauté légale, il existe une présomption de propriété du mobilier qui garnit le domicile des époux au profit de la communauté. Par conséquent sous ce régime les créanciers du mari peuvent saisir tout le mobilier qui s'y trouve, et, si la femme veut revendiquer comme étant un de ses propres, tel ou tel meuble, elle devra prouver qu'elle en est propriétaire à l'aide d'un inventaire ou d'un autre acte équivalent : il n'y a aucun doute possible sur ce point.

En vertu de l'article 1499 du Code civil est réputé comme acquêt le mobilier non inventorié ou constaté par état : en conséquence sous le régime de communauté réduite aux acquêts, la femme ne pourra revendiquer

utilement que si elle justifie de sa propriété dans ces conditions. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 19 juin 1855 rapporté dans Sirey (55. 1.506) confirmant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 21 janvier 1853, et contrairement à un arrêt de la Cour de Paris du 23 février 1835 (S. 35.2.68).

Sous le régime exclusif de communauté, les dettes de chaque époux sont à sa charge personnelle puisque chaque époux conserve propre tout son patrimoine. Le créancier de chaque époux ne peut donc saisir que les biens de son débiteur, et non ceux de son conjoint. Si un créancier de l'un d'eux a fait procéder à la saisie de tout le mobilier trouvé au domicile commun, l'autre époux aura le droit d'agir en revendication. Dans un cas, toutefois, les créanciers de la femme auront le droit de s'attaquer aux biens du mari : c'est lorsque les deux mobiliers se trouveront confondus par suite du défaut d'inventaire établissant la consistance du mobilier appartenant à la femme (C. Agen, 1^{er} juin 1889, S. 92.2.78).

La même unanimité approuvant les solutions données ci-dessus ne se rencontre plus en matière de séparation de biens, ou les biens étant séparés, les dettes le sont également. Aucune difficulté ne se présente s'il existe un inventaire ou un état en bonne forme ; il suffira de produire l'une ou l'autre de ces pièces, et la distraction sera prononcée. Mais à leur défaut à qui sera réputé appartenir le mobilier ? Ici la doctrine est partagée entre deux systèmes. Pour certains auteurs, comme M. Laurent, il faut appli-

quer l'article 1510 du Code civil et en conséquence obliger le créancier saisissant à prouver que le mobilier appartient bien à son débiteur. Pour les autres, et c'est la majorité, comme MM. Aubry et Rau, Guillouard, etc., c'est au revendiquant à justifier de sa propriété.

La jurisprudence ne s'est ralliée à aucun de ces systèmes beaucoup trop exclusifs et semble, dit-on, se prononcer pour un troisième. Elle distingue deux hypothèses.

Celle où le mari est propriétaire des lieux où les époux sont domiciliés ou tout au moins en est locataire. Dans cette hypothèse, si un créancier du mari saisit, la femme devra prouver sa propriété sur les meubles qu'elle revendique ; si c'est un créancier de la femme, c'est à ce dernier à prouver que sa débitrice est propriétaire des meubles saisis. Il y aurait donc une présomption de propriété en faveur du mari (C. Besançon, 22 décembre 1854, D. 54.2.233 ; Trib. Mayenne, 26 février 1896, *La Loi*, 1896, p. 514 ; Trib. Seine, 20 novembre 1896, *Le Droit*, 16 décembre 1896).

....et celle où la femme est propriétaire ou locataire en son nom : elle serait alors présumée propriétaire du mobilier (Caen, 15 janvier 1894, S. 94.2.425).

Pour nous, le système de la jurisprudence est encore incertain. La preuve en est dans un arrêt de la Cour de Douai du 25 janvier 1900 (D. 1900.2.484) duquel il résulte qu'après la séparation de biens judiciairement prononcée, le mobilier garnissant le domicile conjugal n'est

pas présumé appartenir plutôt à l'un qu'à l'autre des époux.

Cela n'a rien d'étonnant d'ailleurs, car souvent des circonstances de fait, en l'absence de preuves écrites, décident de l'opinion du tribunal dans un sens ou dans l'autre ; et même comme des ententes frauduleuses peuvent s'établir pour permettre à l'un des époux d'échapper aux poursuites de ses créanciers, il est difficile de formuler ici, une règle générale. La seule conclusion qui résulte de la jurisprudence, c'est que l'article 1510 doit être écarté. Pour revendiquer, la femme devra donc produire un état ou un inventaire établissant son droit de propriété ou tout au moins apporter des preuves indiscutables de sa propriété, car le mari, dans la grande majorité des cas, peut être présumé propriétaire du mobilier. Des circonstances de fait non douteuses pourraient seules atténuer la rigueur de ce principe. En ce sens : C. Paris, 9 décembre 1896, *Journ. Avoués*, t. CXXII, p. 101 ; Trib. Versailles, 13 décembre 1893, *Id.*, t. CXIX, p. 57 et surtout l'arrêt de la Cour de Cassation du 22 mars 1882 dont nous parlons plus loin, à propos du régime dotal.

Quant aux preuves que doit fournir la femme de sa propriété, il ne suffit pas qu'elle invoque seulement une clause de son contrat de mariage, dans le genre de celle-ci : « tous les meubles garnissant le domicile des époux appartiendront à la future épouse », car, comme l'a remarqué la Cour de Paris dans un arrêt du 29 janvier 1897 (D. 97.2.152) « cette clause vise le règlement d'une li-

quidation plutôt qu'elle met obstacle à l'exercice des droits des créanciers ».

Sous le régime dotal, une partie du mobilier pourra être la propriété personnelle du mari ; l'autre partie aura été apportée par la femme. Ce mobilier apporté par la femme sera ou dotal ou paraphernal. S'il est dotal, il pourra être la propriété du mari s'il a été estimé, car estimation vaut vente (art. 1551) ; ou celle de la femme s'il n'a pas été estimé ou si son estimation ne vaut pas vente (art. 1531-1564). S'il est paraphernal, il est encore la propriété de la femme. Il n'y a rien de particulier à dire au sujet de la revendication, si ce n'est à rappeler que sous ce régime, les créanciers de la femme peuvent saisir ses meubles paraphernaux, mais non ses meubles dotaux. Si une séparation de biens est prononcée, le mari est présumé propriétaire du mobilier se trouvant au domicile commun, mais cette présomption peut être combattue « soit par la preuve contraire, soit par toutes les présomptions de fait qui sont abandonnées aux lumières et à la prudence des magistrats ». C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, le 22 mars 1881, confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 28 février 1880 (D. 81.1.337).

Il s'agissait d'une revendication intentée par la princesse de Sagan du mobilier qui garnissait son hôtel de la rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 131, et qui avait été saisi par les créanciers de son mari qu'elle avait épousé sous le régime dotal et dont elle avait été depuis séparée de biens. Cet hôtel lui avait été légué par préci-

put par le baron Seillière son père, avec tous les meubles, objets mobiliers, tableaux, objets d'art, curiosités, et généralement tout ce qui s'y trouvait au jour de son décès, et lui avait été attribué par la liquidation. Lors de la liquidation de ses reprises consécutives de la séparation de biens prononcée par le tribunal de la Seine, cet hôtel lui avait été attribué dans les mêmes conditions, avec l'approbation du prince de Sagan, son mari et du conseil judiciaire de ce dernier. De ces attributions successives, il résultait incontestablement une présomption de propriété du mobilier que la Cour reconnut suffisante pour annuler celle résultant en faveur du mari, d'autant plus qu'il était inadmissible que pendant les deux années écoulées entre les deux liquidations, le prince de Sagan ait eu le temps de substituer à celui provenant de la succession du baron Seillière un mobilier d'une richesse et d'un goût équivalents, et qu'enfin le prince de Sagan depuis le mois de juin 1875 n'habitait plus l'hôtel de la rue Saint-Dominique-Saint-Germain.

Une question semblable se pose pour les personnes qui, sans être mariées, ont une vie commune pendant un temps plus ou moins long. Ici, pas de contrat établissant l'apport de chacun, ni de présomption de propriété des meubles en faveur de l'un ou de l'autre. En principe, il est vraisemblable que celui au nom de qui le bail est fait, est propriétaire des meubles trouvés dans les lieux ; ce sera donc à l'autre à justifier de son droit de propriété sur eux, pour agir en revendication, s'il y a

lieu. Cette justification ne sera pas toujours possible à moins qu'elle n'établisse qu'avant de venir habiter dans les lieux elle en était propriétaire, ou qu'elle l'a acquis depuis, de ses deniers personnels, ou qu'elle en a hérité de ses parents, etc., etc. Quant aux meubles acquis depuis le jour où leur vie est commune, il sera souvent difficile d'en reconnaître la propriété plutôt à l'un qu'à l'autre. Des détails, en apparence insignifiants, peuvent du reste fournir des indications utiles à ce sujet.

Ou bien encore, c'est en raison des bonnes relations de parenté, qu'une personne en reçoit une autre chez elle, pour lui permettre, soit de faire un séjour plus ou moins long dans une ville, soit de vivre d'une manière plus confortable que sa situation pécuniaire actuelle ne le lui permet.

Une question équivalente se pose à propos des enfants qui habitent soit au domicile de leurs parents, soit chez leur tuteur. Les vêtements qu'ils portent, les objets qui servent à leurs jeux ou à leurs besoins, sont exposés à être saisis par un créancier des parents : y aura-t-il lieu à revendication ? Tout dépend comment on considère le geste des parents qui fournissent à leurs enfants de quoi s'habiller, etc., est-ce un prêt, est-ce une donation ? Pour nous, les effets que les parents remettent à leurs enfants leur sont donnés et non prêtés, les créanciers des parents ne peuvent donc les saisir, à supposer bien entendu qu'un sentiment d'humanité ne les ait pas arrêtés dans ce projet, à moins que le luxe de ces effets ne

démontre une fraude (C. Caen, 13 mars 1851, D. 52. 2.183).

Des difficultés du même genre se rencontrent à l'occasion de la tutelle (Cass., 31 janvier 1900, D. 1900. 1.281).

Il en est de même pour les vêtements et les meubles des domestiques qui habitent chez leurs maîtres, etc., etc.

Conformément aux termes de l'article 608, nous n'avons jusqu'ici reconnu le droit d'exercer l'action en distraction qu'au propriétaire du ou plusieurs des meubles saisis, mais déjà à propos d'un contrat de location vente, nous avons laissé entendre que cette qualité de propriétaire n'était pas indispensable pour agir de cette façon. Est-il nécessaire d'être propriétaire ou suffit-il d'avoir un intérêt légitime pour s'opposer à la vente ?

Une difficulté se présente à propos du co-propriétaire : peut-il être assimilé au propriétaire et a-t-il en conséquence le droit de s'opposer à la vente des meubles indivis saisis ?

L'article 608 est muet sur ce point, et pourtant dans le projet primitif de la loi, il était fait mention du co-propriétaire. A ce que rapporte Locré (*Législat. civ., comm. et crim. comparée*, n° 22), la section du Tribunat aurait proposé un article additionnel pour ordonner que les meubles indivis ne pourraient être vendus par les créanciers de l'un des co-propriétaires sans avoir été préalablement partagés. Elle fondait sa proposition sur les principes établis par le Code civil pour des cas analo-

gués à celui-ci. La section du Conseil d'Etat n'a pas cru devoir admettre cette proposition et ne l'a pas présentée au Conseil. Il est à croire que la suppression de cet article additionnel est imputable à son inutilité.

La question a été souvent posée aux tribunaux, et toujours ceux-ci ont exigé que le créancier attende le partage des meubles indivis ou le provoque au besoin afin de faire mettre en vente ceux de ces biens qui seront attribués à son débiteur (C. Bordeaux, 29 mars 1870, sous Cass., 23 mars 1881, D. 81.1.417 ; même Cour, 20 mars 1879, S. 81.2.251). Toutefois un jugement en sens opposé fut rendu le 6 février 1884 par le tribunal de Corte qui ordonna de « passer outre à la vente des objets saisis qui appartenaient par moitié à la débitrice et au demandeur en distraction, et que le produit de la vente serait partagé en deux portions égales, dont l'une serait affectée au paiement des causes de la saisie, et l'autre remise aux mains du demandeur en distraction. » La Cour de Bastia ayant confirmé sur appel, l'affaire fut portée devant la Cour de cassation et M. Manau fut chargé du rapport devant la Chambre civile. Il y remarquait que l'article 608 ne fait pas de « distinction entre le propriétaire et le co-propriétaire et il n'y a en effet aucune raison pour que le droit du co-propriétaire ne soit pas respecté au même titre que celui du propriétaire d'un ou de plusieurs objets déterminés ». Puis, il continuait : « Tout communiste a le droit de faire cesser l'indivision, à l'effet de prendre sa part en nature des objets jusque-là indivis, et il est

censé avoir toujours été propriétaire indivis de ce qui lui est échu dans le partage. Il faut donc que sa part soit déterminée, avant qu'un créancier puisse agir sur les objets communs. L'article 608 n'exige pas que le demandeur en distraction soit propriétaire exclusif comme paraît le croire l'arrêt attaqué. Où est le principe en vertu duquel on pourrait saisir la totalité des objets indivis et transformer le droit du co-propriétaire en une créance sur le prix de vente ? Le droit sur le prix appartient aux créanciers du saisi et il ne peut s'exercer que là-dessus ; aussi l'article 609 déclare-t-il expressément qu'ils ne peuvent que former opposition sur le prix et non sur les objets saisis eux-mêmes et cette disposition fait ressortir la véritable portée de l'article 608 » et il terminait son rapport en citant les nombreux auteurs dont l'opinion était identique à la sienne. Et le 29 mars 1887 la Cour de cassation (D 87.1.454) proclamait le droit du copropriétaire de s'opposer à la vente, attendu que « dans cette situation le partage préalable doit nécessairement avoir lieu, soit sur les poursuites de l'un des co-propriétaires, soit sur celle du créancier saisissant lui-même exerçant les droits de son débiteur et ce dans le délai que le juge doit impartir en prononçant le sursis à la vente ».

Ainsi donc, le copropriétaire a le droit de s'opposer à la vente, mais là se borne son droit : il ne pourrait pas invoquer l'article 2205 pour s'opposer à la saisie, cet article ne visant que les immeubles indivis et contenant une disposition exceptionnelle qui ne pourrait être générali-

sée (Cass., 23 mars 1881, D. 81.1.417 ; Trib. Perpignan, 19 novembre 1891, *Loi* du 2 décembre 1891, p. 1150). En plus des arrêts cités par M. Manau dans son rapport, on pourra consulter (Trib. Villefranche, 11 février 1847, *Journ. Huiss.*, t. XXVIII, p. 139 ; C. Bordeaux, 30 mars 1852, *Journ. Huiss.*, t. XXXIII, p. 246 ; C. Bordeaux, 3 mai 1865, *Journ. Avoués*, t. XCI, p. 309 ; Alger, 23 novembre 1902, *Rec. Alger*, 1904, p. 313).

Ce point acquis, que répondrons-nous à la question que nous posions tout à l'heure ? Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'article 608 est beaucoup trop étroit et que le droit d'agir en distraction ne peut être refusé à toute personne qui a un droit réel sur la chose, par exemple à l'usufruitier (Pigeau, *Commentaires*, t. II, p. 197 ; Chauveau sur Carré, *Lois de procédure civ.*, t. IV, p. 744, Question 2068 *ter*). Certains auteurs, notamment M. Garsonnet (*Traité théorique et pratique de procédure*, t. IV, § 1369, p. 293 et 294), reconnaissent le même droit à celui qui n'a qu'un droit de créance sur la chose, mais qui voudrait la conserver pendant la durée de son contrat et permettent d'agir en revendication « à toute personne qui, sans être propriétaire, fait valoir un intérêt légitime à empêcher la saisie ».

C'est dans ce sens large que les tribunaux interprètent l'article 608 et dans lequel il convient de l'entendre. Si cet article ne fait mention que du propriétaire, il est évident que ce n'est qu'à titre d'exemple et comme il n'y

a aucun motif de limiter d'une manière quelconque sans arbitraire son champ d'application, nous admettons que puisse s'opposer à la vente quiconque a un intérêt légitime à s'y opposer. C'est ainsi que le locataire de meubles aura le droit de s'opposer à la vente des objets qui auront été saisis par le créancier de son bailleur.

Il est enfin une personne à qui nous accorderons le droit d'agir conformément à l'article 608 du Code de procédure civile : c'est au vendeur d'objets mobiliers qui n'ont pas été payés et qui ont été saisis sur l'acheteur. Il a en effet la faculté, aux termes de l'article 2102-4°, alinéa 2 du Code civil : « lorsque la vente a été faite sans termes, de revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la vente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite ». Il a donc le droit de reprendre sa chose absolument comme s'il ne l'avait jamais livrée, et cela à quatre conditions : 1° que la vente ait été faite au comptant ; 2° que la chose ne soit pas changée ; 3° qu'elle soit restée en la possession de l'acheteur ; 4° que l'action en revendication soit exercée dans la huitaine de la livraison.

Les mêmes conditions se trouvent encore remplies si une saisie a été faite par un autre créancier de l'acheteur que le vendeur, car la saisie, ainsi que nous l'avons dit, ne fait pas perdre la propriété au débiteur saisi. Ainsi que le disent très bien MM. Aubry et Rau (*Cours*

de *droit civil*, t. IV, § 356, p. 406), en renvoyant en note à l'article 608 du Code de procédure civile, « la simple saisie de l'objet vendu faite par les créanciers de l'acheteur ne forme pas obstacle à l'exercice de cette faculté qui, en pareille matière, se réalise au moyen d'une action en distraction ». Ce n'est d'ailleurs que l'application du principe de l'article 177 de la Coutume de Paris tel qu'il a été rédigé lors de la réformation de 1580 : « Encore qu'il eût donné terme, si la chose se trouve saisie sur le débiteur par un autre créancier, il peut empêcher la vente... » Telle est aussi l'opinion de M. Vigié, dans son *Cours élémentaire de droit civil français*, t. III, n° 1305, p. 674.

Mais il nous faut remarquer que pour conserver son privilège, il devra, la défense au gardien une fois signifiée, assigner en revendication. « Il est nécessaire que, soit....., soit par une action en justice, la revendication soit faite », comme le dit l'article 2102 et si le mobilier vendu était saisi par un autre créancier et que le vendeur se bornât à faire opposition à cette saisie, il annoncerait bien par là son intention de revendiquer, mais il ne revendiquerait pas et n'échapperait pas à la déchéance indiquée dans notre article (Guillouard, *Traité des privilèges et hypothèques*, t. I, n° 418, p. 461. — En ce sens, Douai, 18 décembre 1868, D. 69.2.96).

SECTION IV. — Des revendications intentées par
des tiers de mauvaise foi.

S'il suffisait au revendiquant de seulement se prétendre propriétaire (puisque telle est l'hypothèse la plus fréquente et qu'elle est spécialement visée par le Code de procédure civile, nous supposerons désormais, pour la simplification du langage, qu'il s'agit de la revendication d'un propriétaire) pas une saisie ne serait pratiquée sans qu'elle soit suivie immédiatement d'une action en revendication. Il n'en est heureusement pas ainsi : pour que le revendiquant obtienne la distraction à son profit des meubles saisis et en même temps la discontinuation des poursuites sur eux, il lui faut établir la preuve de son droit, et encore dans des conditions particulièrement rigoureuses. De plus, au cas où sa demande serait repoussée, il est exposé à s'entendre condamner à des dommages et intérêts envers le saisissant. Malgré toutes ces précautions prises par le législateur pour éviter la suspension trop fréquente des poursuites, le nombre des revendications est relativement très grand par rapport au nombre des poursuites exercées.

Nous avons supposé jusqu'ici que l'action en revendication était intentée par un tiers de bonne foi, c'est-à-dire ayant effectivement sur les objets saisis le droit qu'il invoque pour obtenir la discontinuation des poursuites sur eux. Mais le plus souvent, elle ne l'est qu'à la suite

d'un concert frauduleux organisé entre un tiers et le saisi.

L'action en revendication est en effet la dernière ressource du débiteur sur le point d'être vendu. Tous les moyens pour retarder le plus possible le moment de payer (jugement de condamnation par défaut, opposition, appel, incompétence, et même plainte pour un motif futile contre l'huissier chargé des poursuites) ont été employés, et pourtant le débiteur n'a pas trouvé encore le moyen de trouver somme suffisante pour payer ou verser tout au moins un acompte ; mais l'action en revendication est là, et une fois qu'elle est intentée, les poursuites sont suspendues jusqu'à ce que la question ainsi soulevée soit tranchée par le tribunal. Souvent même le créancier, découragé par les obstacles qu'il a dû surmonter pour arriver jusque-là et lassé de voir toujours reculer le moment où il pourra enfin être payé, accorde un nouveau délai à son débiteur, à condition que le tiers renonce à sa revendication, et même il est fréquent que dans l'incertitude où il est sur la question de savoir si le tribunal accueillera oui ou non la demande du revendiquant, il propose une transaction à son débiteur de manière à éviter de nouveaux frais, des ennuis de toutes sortes et des pertes de temps.

Pour parvenir à ce but, il suffit au saisi d'avoir recours à l'obligeance d'un ami complaisant. Ce dernier n'a du reste à s'occuper de rien ; le saisi fait lui-même l'avance des frais, fait les démarches nécessaires et produit les pièces indispensables pour établir la demande. Cet ami

ne doit remplir qu'une condition (et encore n'est-elle pas absolument indispensable si le débiteur n'a besoin que de quelques jours de répit) : avoir une situation de fortune qui rende vraisemblable son droit de propriété sur les meubles saisis. Si un homme sans ressources revendiquait un mobilier d'une trentaine de mille francs, la supercherie serait vite découverte par le tribunal, le tiers débouté de sa demande et condamné à des dommages-intérêts envers le saisissant.

Cette facilité d'agir explique le grand nombre de revendications qui viennent obliger les créanciers à suspendre momentanément les poursuites contre leur débiteur.

Ces revendications intentées à la hâte, sans production de pièces ayant un caractère quelconque de sérieux ne permettent au débiteur que de gagner du temps, jusqu'à ce que la juridiction compétente autorise la continuation des poursuites.

Mais là n'est pas la véritable fin à laquelle veut arriver le débiteur : son but, c'est d'échapper aux poursuites de ses créanciers en les empêchant de vendre les meubles saisis. Pendant longtemps les débiteurs cherchaient à éviter la saisie en faisant disparaître la plus grande partie de leur mobilier avant la visite de l'huissier chargé de procéder à sa mise sous main de justice. Aujourd'hui, ils laissent faire la saisie, mais quelques jours avant la vente, ils font intenter une action en revendication par un tiers qui vient dire : « Je m'oppose à ce que les meubles

qui ont été saisis sur M. X... (le débiteur) soient vendus, car j'en suis le propriétaire, et la preuve, la voici..... » De telle sorte qu'ils peuvent vivre dans l'aisance au milieu de meubles de prix, avec la même tranquillité que s'ils occupaient un banal appartement meublé où, acte de location, et livres de police en mains, ils peuvent impunément se rire des poursuites dont ils sont l'objet.

Généralement les débiteurs de mauvaise foi prennent leurs précautions longtemps à l'avance et lorsqu'ils sont poursuivis par leurs créanciers, par l'intermédiaire d'un ami complaisant, ils demandent la discontinuation des poursuites dont ils sont l'objet, en s'appuyant sur des pièces de longue date et complètement en règle.

Ils ont recours, pour cela, aux divers contrats dont nous avons parlé précédemment. Dès qu'un individu se rend compte que l'un de ses créanciers, las de lui accorder à l'amiable de nouveaux délais pour se libérer de sa dette envers lui, se dispose à prendre jugement contre lui, il vend à un tiers, par acte sous seing privé, qu'il a bien soin de faire enregistrer dans les délais légaux, la totalité de son mobilier, pour un prix déterminé, et par un autre acte il loue à ce tiers le mobilier en question, moyennant une redevance mensuelle. Tous les achats qu'il fait postérieurement, il les fait toujours au nom de ce tiers, de manière qu'en cas de poursuites il puisse produire les factures de ce qu'il a acquis récemment, comme si ces diverses acquisitions avaient été faites par ce tiers. Les polices d'assurances du mobilier en question

sont aussi souscrites par ce dernier. Et même s'il se trouve dans le cas de déménager pour une raison ou une autre, il ne manque pas de passer l'acte de location au nom du tiers. Cette dernière manœuvre présente d'ailleurs un grave inconvénient. Depuis longtemps les commerçants, lorsqu'ils ont à faire une livraison un peu importante qui ne leur sera pas payée immédiatement, ont pris l'habitude de procéder par l'intermédiaire de leurs employés ou par celui d'une agence de renseignements, à une petite enquête sur la solvabilité de la personne qui leur a fait la commande, et presque toujours les renseignements sont donnés par le concierge de l'immeuble où elle habite. Or, si le bail est au nom d'un tiers, l'attention du fournisseur est éveillée ; il sent un piège et refuse de livrer, tandis que si l'acte en question est au nom de celui qui a commandé et s'il s'arrange pour payer régulièrement son terme, les renseignements les meilleurs sont fournis sur son compte, et aucune atteinte ne sera portée à son crédit.

Si le débiteur est marié, il lui est très facile de se mettre à l'abri : il n'a qu'à se faire intenter par sa femme une demande en séparation de biens. Dans l'état liquidatif qui est dressé par le notaire, est mentionné comme propriété personnelle de la femme tout le mobilier qui garnit le domicile des époux ; le bail est au nom de la femme et tous les achats sont faits également en son nom, de telle sorte que si celle-ci a une certaine fortune, le mari en jouit sans avoir jamais à payer un seul de ses créanciers.

L'un des procédés employés le plus fréquemment est le suivant : un débiteur est l'objet de nombreuses poursuites et, comprenant que malgré tous les acomptes qu'il pourra verser, il n'échappera pas tôt ou tard à la vente, il se laisse vendre un beau jour par un de ses créanciers ; ses meubles sont dispersés aux enchères publiques et quelques jours après, à une autre adresse, le débiteur se trouve au milieu de son précédent mobilier, dont il ne manque aucune pièce. Que s'est-il passé ? Un ami complaisant a loué en son nom propre un appartement dans un immeuble autre que celui d'où sont partis les meubles pour l'Hôtel des Ventes, et le jour de la vente il s'est porté acquéreur de tous les meubles ayant appartenu au vendu, et les a fait transporter dans l'appartement qu'il a loué, que vient bientôt occuper le débiteur vendu. Celui-ci est désormais à l'abri des poursuites de ses créanciers. Que l'un d'eux ait recours au ministère d'un huissier pour pratiquer une nouvelle saisie ; vite l'ami complaisant apparaît, et, au moment où cet officier ministériel va procéder à son opération, il déclare à l'huissier qu'il s'oppose énergiquement à ce qu'elle ait lieu, l'appartement où est entré l'huissier étant le sien propre et non celui du débiteur, et à l'appui de sa prétention, il met sous les yeux de l'huissier le bail enregistré, les quittances de loyer, qui portent son nom ; qu'en outre, tous les meubles qui garnissent cet appartement sont sa propriété personnelle et non celle du débiteur poursuivi : la preuve en est dans : 1° le bordereau d'adjudication qui lui a été

délivré par le commissaire-priseur chargé de la vente et qui relate, un par un, tous les meubles qui se trouvent dans les différentes pièces ; 2° un bordereau du service particulier des commissionnaires pour le transport des meubles achetés dans les conditions rapportées ci-dessus qui ont été transportés dans cet appartement ; 3° une police d'assurances de ce mobilier contre l'incendie ; 4° diverses quittances de la Compagnie du gaz, etc. ; 5° les feuilles de contributions, le tout en son nom. Presque toujours l'huissier dans ce cas dresse un procès-verbal de carence et se retire, à moins qu'il ne saisisse les effets personnels du débiteur qui se composent souvent de vieux vêtements sans valeur. S'il passe outre, une action en revendication est régulièrement intentée et la discontinuation des poursuites est fatalement ordonnée. Sans doute la fraude est évidente, mais comme il est impossible de la prouver, les pièces fournies ne peuvent être suspectées. Ce moyen est très simple, ainsi qu'on a pu s'en apercevoir et permet à une foule de gens de vivre tranquillement sans craindre les poursuites de leurs créanciers.

Il arrive même que le rôle du tiers est quelquefois joué par un créancier. Avant toutes poursuites le débiteur s'entend avec un de ses créanciers, et par un acte sous seing privé, enregistré, il lui vend son mobilier pour une somme de tant à valoir sur sa créance : ils établissent avec soin la liste des meubles en question dans cet acte, et y insèrent la clause suivante dont le texte nous

est fourni par un arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 1845 (D. 45.1.309).

« Au moyen de la présente vente, la délivrance des dits meubles et effets mobiliers a été faite immédiatement à M. B... (le créancier complice) qui s'en reconnaît saisi, et en exécution de la présente vente, ce dernier déclare donner à loyer au débiteur qui l'accepte les meubles et objets mobiliers dont le détail précède, pour en jouir pendant six mois, à compter du..... à raison de.... francs par mois..... »

A l'aide de ce sous-seing, le débiteur est en possession de son mobilier et n'a même plus à s'occuper du bail qui se continue par la tacite reconduction. Si un autre créancier saisit, aussitôt ce sous-seing lui est signifié avec sommation de donner mainlevée de la saisie dans les vingt-quatre heures. Que les prix de vente et de location soient vraisemblables, et voilà le débiteur désormais soustrait aux poursuites de ses créanciers, à moins que l'un d'entre eux, plus tenace, puisse faire annuler ces actes de vente et de location comme concertés entre le débiteur et un tiers.

Des accords de ce genre s'établissent souvent avec la complicité des marchands de meubles peu scrupuleux : un acte de location fictif est ainsi passé et permet, en cas de saisie, d'intenter une revendication. Le caractère frauduleux de la revendication dans ces conditions est établi presque toujours par la production des livres de commerce du marchand de meubles qui ne portent

aucune trace de cette location, et où ne figure pas la liste des différents meubles loués. Une enquête rapide sur la question de savoir à quelle époque le mobilier a été livré révèle souvent aussi la mauvaise foi du revendeur. Si le contrat de location sert maintes fois de fondement à une demande en distraction, il n'est pas le seul : le dépôt, le gage, la vente à réméré, la société, permettent d'arriver au même résultat. Parmi ces contrats, celui auquel les débiteurs ont aujourd'hui le plus souvent recours, est celui de société. Comprenant qu'un jour ou l'autre, ses créanciers lui intenteront des poursuites judiciaires contre lui, le débiteur, s'il est au courant des affaires, constitue une société en commandite simple (les formalités en sont peu compliquées et peu coûteuses) et dans son apport il comprend tout son mobilier, en même temps que ses connaissances spéciales, son droit en bail, etc., etc. L'acte est enregistré, publié et, que l'huissier d'un créancier personnel du débiteur se présente pour pratiquer une saisie, pièces en mains, le débiteur établit que dans les lieux où il se trouve, rien ne lui appartient personnellement, car le mobilier qui les garnit, est la propriété de telle société constituée à telle époque conformément à la loi, enregistrée et publiée. Si l'huissier passe outre, à la requête de cette société une action en revendication est intentée. Ici encore la fraude est démasquée facilement : rarement sont tenus les livres de la société ; les inventaires ne sont pas dressés, la comptabilité n'existe pas, preuves évidentes de l'existence fictive de cette société.

Quel que soit le genre de contrat qui soit intervenu entre le débiteur et le revendeur lorsque les pièces sur lesquelles s'appuie ce dernier sont régulières (date certaine, publicité, s'il y a lieu, etc.) et que l'identité des objets saisis avec ceux qui sont mentionnés dans les dites pièces est hors de doute, il semblerait que dans ce cas, le tribunal ne pût faire autrement que d'en ordonner la distraction au profit d'un tiers. Et pourtant, il en est rarement ainsi. Ces actes, en effet, portent souvent en eux-mêmes la preuve du concert frauduleux organisé par le débiteur.

La date à elle seule sert d'indication : l'acte a été passé à une époque relativement éloignée avant le commencement des poursuites, mais il n'a été enregistré que dès que celles-ci ont été intentées. Il est évident que l'acte n'a été fait qu'au moment de l'enregistrement et que la date de l'acte est une date fausse.

Le prix de la vente, de la location est intéressant à examiner : pour éviter des droits d'enregistrement trop élevés, les parties ont fixé ce prix à une valeur de beaucoup inférieure à leur valeur réelle.

Mais c'est principalement dans les circonstances mêmes qui ont entouré la rédaction de ces actes ou dans la situation actuelle des parties en cause que peut se trouver la preuve de la mauvaise foi du revendeur.

Voici par exemple, un riche mobilier dont la distraction est demandée par un tiers en sa qualité de proprié-

taire, alors qu'il est en réalité absolument dénué de ressources quelconques.

Dans d'autres cas, l'attention du tribunal est éveillée par ce fait qu'il est incompréhensible qu'un pareil acte ait été passé, aucun motif plausible à cet effet n'étant fourni.

C'est ainsi qu'un jour un matériel de négociant en vins a été revendiqué par un professeur d'escrime (C. Toulouse, 15 novembre 1887, *La Loi*, 7 janvier 1888, p. 17).

Ou bien encore pour admettre la bonne foi du revendeur, le tribunal serait obligé de ne pas tenir compte des lois et règlements qui régissent certaines professions. Un pharmacien, par exemple, pour exercer doit être muni de certains diplômes et être propriétaire de son officine, la revendication du mobilier qui la garnit est donc contraire aux prescriptions qui régissent l'exercice de cette profession (Alger, le 19 février 1875, S. 75.2.332). Il en est de même pour l'herboriste (Trib. Seine, 21 juillet 1883, *Gaz. Pal.*, 83.2.249, 2^e partie).

D'autres considérations contribuent à permettre au tribunal de se former une opinion, notamment l'honorabilité du revendeur, la profession qu'il exerce, etc., de telle sorte qu'une foule d'éléments divers révèlent d'une manière plus ou moins nette la bonne ou mauvaise foi du revendeur. Aussi n'insisterons-nous pas davantage sur ces points, le tribunal ayant à résoudre une question de fait qui par suite de l'ingéniosité des débiteurs se présente chaque fois sous un nouvel aspect.

Ce que nous venons de dire permet dès à présent de comprendre le grand nombre de revendications qui sont intentées chaque année. Dès que des poursuites sont commencées, dès la signification du jugement, l'huissier poursuivant reçoit la visite du débiteur qui vient lui dire d'informer le créancier qu'il n'a rien à lui personnellement, que tout le mobilier qui se trouve dans l'appartement qu'il occupe appartient à sa femme ou à telle personne, que le bail n'est pas non plus en son nom, et que par conséquent, par des poursuites, le créancier n'arrivera à aucun résultat, si ce n'est à augmenter encore le chiffre des frais qui resteront à sa charge. Comme aucune pièce n'est fournie, l'huissier passe toujours outre, et pratique la saisie.

Tant que la contrainte par corps existait, les revendications étaient plus rares, car le débiteur préférait payer que de laisser l'huissier dresser un procès-verbal de carence, en informer son client qui n'hésitait pas à faire les avances nécessaires pour arriver à l'emprisonnement de son débiteur. Aujourd'hui les débiteurs se rient impunément des réclamations de leurs créanciers, n'ayant rien à craindre de la part de qui que ce soit.

Il existe toutefois une catégorie de débiteurs qui n'ont aucun intérêt à laisser dresser contre eux un procès-verbal de carence à la suite de la revendication de leur mobilier par un tiers : ce sont les commerçants, car, ce procès-verbal en main, s'armant de cette pièce pour prouver l'insolvabilité notoire de son débiteur, le créancier le ferait immédiatement assigner en faillite.

SECTION V. — De la nature de l'action de l'article 608
du Code de procédure civile.

Avant de passer à l'étude de la procédure de l'article 608, nous devons nous demander quelle est au juste la nature de l'action du tiers, propriétaire de l'objet saisi.

Au premier abord, il semble étrange qu'une pareille question puisse se poser : ne s'agit-il point ici d'une action intentée par le demandeur, en sa qualité de propriétaire des meubles saisis sur une autre personne, c'est-à-dire d'une revendication au sens propre du mot ? « L'action en revendication, dit M. Planiol (*Traité élémentaire de droit civil*, 3^e édit., t. I, n^o 2445), est l'action exercée par une personne qui réclame la restitution d'une chose en se prétendant propriétaire. »

Telle fut longtemps l'opinion des auteurs au sujet de notre action, notamment, celle de MM. Boitard, Colmet Daage et Glasson, et celle de M. Garsonnet (*Traité théorique et pratique de procédure*, 2^e édit., t. IV, p. 295).

Elle fut combattue par MM. Aubry et Rau (*Cours de droit civil*, t. II, p. 117, § 183, note 32) qui s'exprimaient ainsi : « L'action en distraction, ouverte, à cet effet par l'article 608 du Code de procédure civile n'est pas, ainsi qu'on l'a supposé (*C. pr. Destraix, Dissertation*, p. 53 et suiv., § 8) une véritable action en revendication, admise par exception au principe posé par le premier alinéa de l'article 2279 du Code civil, mais une simple action en

délivrance ou restitution, susceptible d'être exercée contre les créanciers du saisi, tout aussi bien que contre ce dernier. La saisie, en effet, ne confère pas aux créanciers saisissants, en ce qui concerne la propriété des objets saisis, un droit propre et distinct de celui de leur débiteur, dont ils ne sont sous ce rapport que les ayants cause. Il en résulte que toutes les actions à l'aide desquelles un tiers aurait pu réclamer les objets mobiliers qu'ils ont frappés de saisie, peuvent également être exercées contre eux, sauf, bien entendu, le droit dont ils jouissent *nomine proprio* de repousser comme ne pouvant leur être opposés les actes simulés ou frauduleux posés par leur débiteur pour prévenir la saisie ou pour en paralyser les effets » (Req. rej., 6 juillet 1841, S. 42.1.33).

Cette opinion de MM. Aubry et Rau n'est pas restée isolée. M. Bouchon (*Des saisies conservatoires*, p. 247 et 248) se rangeait à cette manière de voir, car l'action de l'article 608 « ne tend pas nécessairement au recouvrement de la possession et tend simplement à ce que la chose distraite de la saisie, ne soit pas comprise dans la vente ». M. Ledieu dans sa thèse de 1897, après avoir constaté l'existence permanente d'un rapport personnel entre le demandeur et le saisi, en arrivait aux mêmes conclusions.

Bien plus, cette tendance de la doctrine s'affirme dans le langage de la pratique où l'emploi des mots « action en revendication » paraît aujourd'hui un peu délaissé, tandis que l'usage de l'expression « demande en distraction » devient plus fréquent qu'autrefois.

Serait-il donc exact que l'action de l'article 608 ne serait pas autre chose qu'une simple action personnelle en restitution? A cette question dont l'intérêt, hâtons-nous de le dire, est tout théorique, puisqu'en matière mobilière les actions réelles et les actions personnelles sont assujetties aux mêmes règles, nous répondons que l'action de l'article 608 est purement et simplement une action en revendication.

Il suffit pour s'en convaincre de se rendre compte de la portée exacte du premier alinéa de l'article 2279 : « En fait de meubles, possession vaut titre ».

Il est très exact que l'action dont nous nous occupons ne s'exerce pas dans les mêmes conditions qu'au cas où la revendication d'un meuble a lieu entre les mains d'un tiers, au cas de perte ou de vol. Cela ne fait aucun doute et c'est le point particulier mis en lumière par MM. Aubry et Rau. Mais il ne faut pas en conclure que nous ne nous trouvons pas ici en présence d'une action en revendication. C'est en vain que l'on objectera que la revendication en matière mobilière n'est admise que dans des cas exceptionnels spécialement déterminés par la loi, car il n'y a qu'à se rappeler les conditions d'application de l'article 2279 pour que cette objection tombe.

La disposition de cet article n'est, en effet, applicable que si le possesseur est de bonne foi, que si sa possession est réelle et effective, paisible, publique et a été acquise à titre de propriétaire. Or, ici le débiteur qui, à la suite d'un contrat quelconque, a en sa possession des

meubles appartenant à un tiers, pourra-t-il dire qu'il possède à titre de propriétaire ? En aucune façon. Sans doute le propriétaire n'a pas la possession ; mais de son côté le débiteur n'a qu'une possession qui, bien que réelle, n'est pas de nature à engendrer la propriété. S'il a les meubles entre ses mains, il n'en est qu'un simple détenteur précaire : il n'est pas un possesseur au sens juridique du mot, puisque celui-ci doit non seulement avoir matériellement la chose à sa disposition, mais aussi avoir l'intention de posséder pour son compte : il a le *corpus*, mais il n'a pas l'*animus*. Il n'est donc pas autorisé à invoquer à son profit la disposition de l'article 2279, alinéa 1. La conclusion qui s'impose est qu'il n'y a aucun obstacle à reconnaître le caractère d'action réelle à l'action de l'article 608. Bien loin d'être une dérogation au principe de l'article 2279, alinéa 1, elle n'en est qu'une confirmation. Le droit du tiers propriétaire de meubles saisis n'est pas limité à l'action personnelle qui lui appartient en sa qualité de créancier en vertu d'un contrat de louage, de dépôt... ; il lui permettra encore de se faire restituer la chose même qu'il a louée, déposée, etc... ; et qui se trouve dans le patrimoine du débiteur saisi, et du même coup de ne pas la laisser comprendre dans le gage des créanciers de ce dernier.

CHAPITRE II

PROCÉDURE DE L'ARTICLE 608 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

SECTION I. — De la défense à gardien.

Le revendiquant fait opposition à la vente par exploit d'huissier, signifié au gardien qui a été établi par ce dernier au moment de la saisie pour veiller à la conservation des objets saisis et empêcher leur détournement. Cet exploit, connu en pratique sous le nom de « défense à gardien », est soumis aux formalités générales des actes du ministère de l'huissier et en renferme les énonciations ordinaires (date, désignation du requérant et de son domicile ; celle de l'huissier et de son domicile ou immatricule ; celle du destinataire ; objet de l'exploit ou libellé ; indication du lieu où il a été remis ; formalités du « parlant à », coût de l'acte, mention de la remise, sous enveloppe fermée s'il y a lieu ; signature de l'huissier, mention d'enregistrement, etc.).

Dans le libellé, l'huissier déclare au gardien que « son requérant est opposant et s'oppose de la façon la plus formelle à ce qu'il soit procédé au récolement, à l'enlèvement et à la vente des (ou de tels) meubles et objets mobiliers, décrits au procès-verbal de saisie de M^e X....

en date du....., apparu en copie au domicile du dit gardien, attendu qu'ils sont (par exemple) la propriété personnelle du requérant et non celle de la partie sur laquelle ils ont été saisis, ainsi du reste qu'il se réserve de l'établir en temps et lieu par titres et pièces, déclarant au sus-nommé que, faute par lui d'avoir égard à la présente défense, son requérant entend le rendre responsable du préjudice causé et de toutes pertes, dépens et dommages-intérêts ».

Cette opposition à la vente ne peut être signifiée qu'au gardien des meubles saisis. Il n'en était pas de même avant le Code de procédure civile, sous l'empire de la législation intermédiaire où « une opposition formée entre les mains de l'huissier saisissant à la vente d'un objet trouvé dans les objets saisis était valable » (Trib. d'appel Bruxelles, 8 thermidor an IX, *Journ. des Avoués*, t. XIV, p. 543). La Cour de Rouen, dans un arrêt du 9 février 1857 (*Journ. des Avoués*, t. LXXXII, p. 647) a même considéré comme nulle et ne pouvant empêcher de procéder à la vente l'opposition faite entre les mains de l'huissier saisissant, au moment de la vente avec assignation en référé. Nous devons faire ici toutes réserves au sujet des circonstances mêmes dans lesquelles cette opposition avait été faite : aussi nous ne signalons cet arrêt que pour bien mettre en lumière le principe que c'est entre les mains seules du gardien que cette opposition doit être signifiée, à moins de circonstances exceptionnelles.

La défense à gardien produit un effet très important : elle suffit à elle seule pour arrêter les poursuites. Il en était ainsi dans l'ancien droit : l'opposition formée par celui qui se prétend propriétaire de quelques-uns des effets saisis empêche qu'il ne puisse être passé outre à la vente de l'effet réclamé jusqu'à ce qu'il y soit statué » (Pothier, *Traité de la procédure civile*, t. X de ses Œuvres, par Bugnet, 1848, p. 219).

Tel n'est pas pourtant l'avis de Pigeau dans son *Traité de la procédure civile des tribunaux de France* (t. II, 5^e édit., p. 105). Pour lui l'opposition non suivie de demande n'empêchait pas la vente, car l'assignation est exigée par l'article 608 à peine de nullité. « Il n'est pas juste en effet, dit-il, que la simple opposition sur le procès-verbal de saisie dépende, et que le saisissant soit obligé d'aller chercher le réclamant ; c'est à celui-ci, qui doit être prêt, à se présenter. Tel est l'esprit du Code qui dans toutes les circonstances où une personne réclame et s'oppose à une opération quelconque, oblige le réclamant à poursuivre sa prétention devant le juge, sans attendre qu'on aille le chercher pour la faire décider », et il donne trois exemples tirés des articles 162, 456 et 565 du Code de procédure civile. Nous ne suivrons pas Pigeau dans le développement des analogies qui n'ont rien à voir en notre matière, d'autant plus que des motifs autrement décisifs nous font adopter l'opinion opposée. Nous ne pouvons en effet trouver une utilité quelconque à la défense à gardien dans le système de Pigeau :

ce ne serait qu'une vaine formalité imposée par le législateur sans raison aucune. Or, quelle a été l'intention du législateur ? Aucun doute n'est possible : c'est de rendre facile la revendication en permettant au revendiquant d'agir pour ainsi dire presque jusqu'au moment de la vente : la formalité qui précède immédiatement la vente est le procès-verbal de récolement qui est dressé par l'huissier sur place ; le gardien qui aura en main la copie de l'opposition qui lui a été délivrée, au lieu de remettre les meubles qui ont été confiés à sa garde, n'aura donc qu'à produire cette copie pour que l'huissier du saisissant en prenne connaissance et soit à même de suspendre sur l'heure les poursuites. Nous devons en outre remarquer que la dénonciation de la défense à gardien et l'assignation comme le veut Pigeau n'est pas toujours possible immédiatement, le domicile du débiteur et celui du saisissant (il est vrai que la jurisprudence a une tendance à reconnaître la validité de l'assignation signifiée au domicile élu par le saisissant dans le commandement, ainsi que nous le verrons plus loin) peuvent être éloignés l'un de l'autre, et maintes fois le court intervalle de temps qui séparerait le moment de la signification de la défense à gardien et celui de la vente rendrait impossible la dénonciation et l'assignation en temps utile, de telle sorte que dans cette hypothèse l'huissier poursuivant aurait toujours le droit de faire procéder à la vente. Si au moins dans le Code était déterminé un délai pour dénoncer et assigner, et pendant lequel par consé-

quent, toute poursuite serait suspendue ? Il n'en est rien. Et même si ce délaiait exsist, nous aurions encore la même opinion, car les parties en notre matière comme partout ailleurs n'ont aucune qualité pour se faire juge de la qualité des oppositions (Il n'y a que deux exceptions à cette règle prévues dans les articles 161 et 607). Aussi approuvons-nous entièrement un arrêt de la Cour de Nîmes du 22 juin 1883 (D. 84.2.117) qui a reconnu la nullité d'une vente faite malgré la simple opposition signifiée au gardien. Le gardien et le créancier poursuivant peuvent donc encourir de ce chef une lourde responsabilité. Bien entendu pour que le saisissant (ou son huissier) puisse être inquiété de ce chef, il est indispensable qu'il ait été prévenu de cette opposition. Si par exemple le gardien ne porte pas à la connaissance de l'huissier chargé des poursuites, au plus tard au moment de récolement, l'opposition qui lui a été signifiée, le saisissant (ou son huissier) n'encourt aucune responsabilité ; le gardien ne peut être considéré comme le mandataire du saisissant et la signification qui lui a été faite n'oblige pas ce dernier par cela même (Trib. Seine, 17 décembre 1895, *Le Droit*, 4 mars 1896). Mais si l'huissier poursuivant est instruit par le gardien de l'opposition, la responsabilité de cet officier ministériel et celle du gardien sont entières au cas où ils passent outre, malgré la défense à gardien. A Paris, l'huissier poursuivant est avisé bien souvent qu'une revendication va être intentée. L'huissier chargé de signifier la défense à gardien et les

actes de procédure suivants en prévient aussitôt son confrère pour lui éviter de prendre ses dispositions pour la vente. Et même quand il n'en est pas renseigné de cette manière officieuse, l'huissier est dans bien des cas informé de la défense à gardien dès qu'elle est signifiée : il est d'usage en effet depuis longtemps que l'huissier établisse comme gardien, au cas où la partie saisie ou un voisin refuse de remplir cette fonction, un des recors qui l'accompagnent. Ceux-ci, qui sont des clercs de son étude, sont domiciliés par lui à l'adresse même de celle-ci, si bien que c'est chez l'huissier saisissant lui-même que la défense à gardien est signifiée.

Dans quel délai le revendiquant peut-il agir conformément aux prescriptions de l'art. 608 ? Cette question est double : nous devons nous demander d'abord à partir de quel moment peut être signifiée la défense à gardien, puis jusqu'à quel autre moment ?

A la première de ces questions, il est facile de répondre ; il est évident que le revendiquant ne pourra agir de cette façon qu'après que la saisie aura été effectuée. Jusque-là, en effet, la défense à gardien ne peut être signifiée puisque c'est à la suite de la saisie que le gardien est établi : nous avons donc seulement à nous demander si le tiers propriétaire de meubles sur le point d'être saisis a à sa disposition un moyen quelconque de s'opposer à cette saisie ; c'est un point que nous examinerons plus loin, au chapitre IV.

A la seconde, la doctrine et la jurisprudence répon-

dent : la demande en revendication n'étant enfermée dans aucun délai fixe, la défense à gardien peut être signifiée jusqu'à la vente (Bioche, V^o *Saisie-exécution*, n^o 252 ; Chauveau sur Carré, quest. 2068 *quater* ; Dustine, *Formulaire des Huissiers*, t. II, p. 544, note 2 ; Garsonnet et César-Bru, t. IV, § 1371, p. 299. — Besançon, 30 avril 1814, *Journ. Avoués*, t. XIXV, V^o *Saisie-exécution*, p. 452 ; Grenoble, 21 février 1832, D. 32.2.143).

Cette réponse est juste au fond, mais elle n'est pas assez précise. La vente en effet a lieu en dehors de la présence du gardien, elle est souvent précédée de diverses formalités (transport sur la place du marché ou à l'hôtel des ventes, exposition quelquefois), qui sont effectuées sans son concours, après que le procès-verbal du récolement et enlèvement a été dressé. Or, pendant le laps de temps qui s'écoule entre ce procès-verbal et la vente, — bien souvent très court, — les meubles ne sont plus sous la surveillance du gardien qui a remis les meubles saisis à des déménageurs qui opèrent sur les ordres de l'huissier saisissant et sous sa responsabilité : la défense à gardien qui lui serait signifiée à partir de l'instant où les objets saisis échappent à sa surveillance, lui parviendrait trop tard et ne pourrait empêcher la vente.

Aussi trouvons-nous qu'il est plus exact de dire que l'opposition peut être signifiée au gardien des objets saisis tant que celui-ci est préposé à leur surveillance, c'est-à-dire jusqu'à ce que le procès-verbal de récolement

et enlèvement ait été dressé. Ce procès-verbal équivaut en effet à une décharge.

A partir de ce moment il n'est plus tenu de veiller à la conservation des meubles saisis, et d'empêcher le détournement ; c'est à l'huissier poursuivant qu'incombe ce soin. Aussi serait-ce entre les mains de cet officier ministériel que devrait être signifiée l'opposition du revendiquant, contrairement à ce qu'a décidé l'arrêt de la Cour de Rouen dont nous avons parlé au début de ce chapitre. Sans doute, rien ne l'empêche de procéder à la vente ; mais s'il le fait, il engage sa responsabilité. Aussi la prudence l'engage-t-elle à surseoir à la vente et à s'adresser sur l'heure au juge des référés pour voir prononcer la main-levée de cette opposition et pour dégager sa responsabilité. Le cas serait le même pour le commissaire-priseur à qui serait signifiée une opposition de ce genre au moment de commencer la vente. Cette procédure n'est pas régulière et n'est nullement conforme à l'article 608 ; mais que la vente ait lieu et que le revendiquant intente un procès en responsabilité au créancier saisissant et à l'huissier son mandataire, et qu'il prouve qu'il n'a pas procédé conformément aux prescriptions de l'article 608, parce qu'il était dans l'impossibilité de le faire, des dommages-intérêts lui seront sans doute accordés par le tribunal qui reprochera au saisissant et à l'huissier d'avoir continué les poursuites à la légère, d'autant plus qu'il n'y avait pas péril en la demeure.

SECTION II. — De la dénonciation de la défense à gardien et de l'assignation au saisi et au saisissant.

La défense à gardien doit être dénoncée au créancier saisissant et au saisi, c'est-à-dire qu'il doit leur en être donné copie par exploit d'huissier. Aucun délai n'a été imparté par la loi, pour faire cette dénonciation. Alors qu'au cas de la saisie-arrêt, par exemple, le Code de procédure fixe un délai relativement court pour dénoncer l'opposition au saisi, aucune déchéance n'est encourue par le revendiquant qui ne se hâte pas de dénoncer la défense à gardien. Ce dernier aura le droit de notifier celle-ci quand il lui plaira, même après la vente s'il y a été procédé malgré la défense à gardien (C. Nîmes, 22 juin 1883, D. 84.2.117). La Cour de Grenoble a reconnu une autre conséquence de cette absence de délai pour cette dénonciation, en validant dans un arrêt du 21 février 1832 (D. 32.2.143) la dénonciation faite au saisi postérieurement à celle faite au saisissant, mais avant le jugement rendu sur l'opposition.

Mais, dira-t-on, le saisissant sera obligé d'attendre le bon vouloir du revendiquant? Nullement, car il aura toujours le droit de s'adresser à justice pour faire lever l'opposition formée par celui-ci sans dénonciation et continuer les poursuites.

Il y a toutefois un cas spécial où un délai est établi pour agir, et non pas seulement pour signifier la défense

à gardien, mais encore pour dénoncer celle-ci et assigner dans les conditions que nous allons indiquer. Nous voulons parler de la revendication intentée par le vendeur de meubles non payé, dont le droit de revendication est subordonné à l'exercice de l'action dans la huitaine de la livraison ; il doit donc faire défense à gardien, dénoncer celle-ci et assigner dans ce délai (C. Douai, 18 décembre 1869, D. 69.2.96).

Dans tous les autres cas, il n'y a pas de délai pour dénoncer et assigner (Trib. Seine, 17 décembre 1895, *Le Droit*, 4 mars 1896).

En même temps que la dénonciation de la défense à gardien, est signifiée une assignation en revendication à comparaître devant le tribunal. Mais qui doit être ainsi assigné à la requête du revendiquant ?

La concision du premier alinéa de l'article 608 du Code de procédure civile ne permet pas de répondre sans hésiter à cette question, le mot « assignation » paraissant s'y rapporter aussi bien au saisi seul qu'à la fois au gardien, au saisi et au saisissant. Mais de bonne heure l'assignation au gardien a été considérée comme inutile, car il est formellement stipulé dans l'article 29 du Tarif des Frais et dépens (Décret du 16 février 1807) que « le gardien ne pourra être assigné ». Aussi le doute qui s'élevait sur ce point a-t-il été dissipé rapidement et dès 1819 la Cour de Metz (9 juin 1819, S. 20.2.31) se prononçait nettement dans le sens de l'inutilité de la mise

en cause du gardien qui, comme l'a dit Pigeau, n'a pas d'intérêt.

Le revendiquant devra-t-il donc assigner et le saisi et le saisissant ? Par un raisonnement contraire, nous pourrions de suite conclure de l'article 29 dont nous venons de parler, qu'une réponse affirmative doit être faite à cette question. Mais pour nous pénétrer d'une manière plus juridique de la nécessité de la mise en cause du saisi et du saisissant, il suffit de nous rendre compte des raisons qui ont poussé le législateur à vouloir leur rendre commune la procédure de l'action en revendication. D'après Pigeau, c'est que « tous deux ont intérêt à ne pas laisser diminuer le nombre des meubles saisis ». Cet argument ne nous paraît pas décisif. En réalité deux motifs principaux ont déterminé le législateur.

D'abord, il est impossible en l'absence du saisi d'adjuger au revendiquant la propriété du mobilier mis sous main de justice et par conséquent indispensable de sauvegarder ses droits en lui permettant de les défendre à chaque moment de l'instance.

Puis il est nécessaire qu'une seule décision intervienne, pour éviter que se produise une contrariété de jugements, l'un établissant le droit de propriété du revendiquant sur le mobilier saisi, l'autre niant tout droit au revendiquant sur le mobilier en question et par suite établissant d'une manière indirecte le droit de propriété du saisi sur lui, ce qui aurait lieu certainement si deux procès étaient suivis séparément contre le saisissant et contre la partie saisie.

Il est, en outre, un autre point de vue auquel il est utile de se placer pour rendre nécessaire la mise en cause immédiate du saisissant : c'est au point de vue des dommages-intérêts auxquels celui-ci peut être condamné envers le revendiquant pour poursuites vexatoires, de manière à résoudre dans un débat unique toutes les questions relatives à la revendication et pour que le litige reçoive une solution définitive à l'égard de toutes les parties.

C'est pourquoi la doctrine est unanime à exiger la mise en cause du saisi et du saisissant (Garsonnet, *Cours de procédure*, t. IV, p. 296, § 1371 ; Dutruc, *Formulaire annoté*, t. II, p. 546, note 1 ; Rodière, *Traité de procédure civile*, t. II, p. 220-222, etc.).

La jurisprudence de son côté s'est également prononcée dans le même sens, chaque fois que la question lui a été posée. La Cour d'Agen, dans un arrêt du 22 mars 1829 (D. 29. 2.245) (1), avait exigé la mise en cause du saisi et du saisissant, quand la quatrième chambre de la Cour de Paris fut appelée à se prononcer sur cette question : elle rendit presque coup sur coup quatre arrêts (31 mai et 9 août 1863 ; 16 mai 1863, D. 63.5.334 ; 20 août 1864, D. 66.5.420), dans lesquels elle déclarait de la façon la plus formelle que la partie saisie devait être mise en

(1) Il s'agissait d'une revendication de meubles saisis-brandonnés : nous verrons dans le dernier chapitre de cet ouvrage que la saisie-brandonn n'est qu'une variété de la saisie-exécution et que ce sont les mêmes principes qui régissent ces deux voies d'exécution.

cause, soit en première instance, soit en appel, sinon la demande en revendication devait être déclarée non recevable. Cette jurisprudence a été consacrée par un arrêt de la Chambre des requêtes du 13 août 1878 (D. 79.1.359) dont les attendus méritent d'être reproduits ici :

« Attendu, en droit, que d'après l'article 608 en matière de saisie-exécution, la revendication des meubles par un tiers qui s'en prétend propriétaire, malgré la présomption de l'article 2279 du Code civil, doit être dirigée non seulement contre le saisissant, dont la loi reconnaît le droit éventuel à des dommages-intérêts, mais encore et principalement contre le saisi, propriétaire apparent et contradicteur nécessaire ; que le texte de l'article 608, pas plus que celui de l'article 725, qui règle la même situation en matière immobilière, n'établit aucune exception pour le cas où le revendiquant est demandeur en appel ;

« Attendu que, obligé dès le début d'énoncer les preuves de sa propriété et ensuite d'en poursuivre la vérification, le tiers doit pourvoir en première instance et en appel à ce que la procédure soit toujours régularisée par la mise en cause du saisi ; que cette obligation seule peut garantir l'exercice des droits de poursuite autorisés par la loi au profit des créanciers munis de titres exécutoires contre une collusion entre le saisi et le tiers et contre les effets de leur inaction calculée ;

« Attendu en fait que.... etc. »

Et depuis, la jurisprudence est constante (C. Paris,

19 août 1882, *Journ. Huiss.*, t. LXIV, p. 186 ; C. Rennes, 28 mars 1901, D. 01.2.436 ; Trib. Lille, 6 mars 1905, *Le Droit*, 16 mai 1905).

La Cour de Chambéry, dans un arrêt du 29 avril 1872 (S. 73.2.46), a fait une application logique de cette obligation de la mise en cause du saisi en exigeant que la défense à gardien soit dénoncée avec assignation au saisi « en sa qualité de saisi », même au cas où la revendication serait formée par la femme de celui-ci avec son autorisation.

De cette mise en cause nécessaire du saisi et du saisissant résulte un certain nombre de conséquences :

1° En cas de non-comparution de la partie saisie, le revendiquant doit prendre contre elle un jugement de défaut profit joint et la réassigner ensuite (C. Paris, 24 août 1871, D. 71.2.224).

2° En cas de jugement par défaut faute de comparaître contre le saisi et le saisissant, l'opposition formée par ce dernier n'est recevable que s'il met en cause dans le nouveau débat la partie saisie (Trib. Seine, 4 février 1903, *Monit. Huiss.*, 1903, 2° partie, p. 136).

3° En cas d'appel, ce n'est pas seulement le revendiquant appelant qui doit mettre en cause toutes les parties, mais encore le saisissant appelant (C. Paris, 8 décembre 1893, D. 94.2.367).

4° Dans le cas où il y a plusieurs parties saisies, il ne suffit pas, pour la validité de la demande en revendication, qu'une seule de ces parties soit mise en cause (C.

Paris, 24 décembre 1872, *Journ. Huiss.*, t. LIV, p. 102).

Supposons maintenant qu'un oubli ait été commis et que le saisissant n'ait pas été mis en cause. Cette omission constitue une nullité absolue, tenant à l'ordre public, comme l'a reconnu la Cour de Chambéry dans son arrêt du 29 avril 1872 (S. 73.2.46). « La présence du saisi est une condition substantielle de la validité de la procédure de revendication.... d'où il suit que les jugements rendus sans que le saisi y ait été partie ou dûment appelé sont entachés d'une nullité absolue, laquelle tient à l'ordre public (C. Rennes, 28 mars 1901 déjà cité). Nous devons en conclure que :

a) Cette nullité doit être relevée même d'office par le juge ;

b) Elle ne peut pas être couverte ; elle peut être invoquée en tout état de cause, par conséquent même en cause d'appel (Paris, 24 décembre 1872, *Journ. Avoués*, t. XCVIII, p. 117).

Remarquons d'ailleurs que si le saisi n'a pas été mis en cause, il a certainement le droit d'intervenir dans l'instance : son intervention n'a rien de nuisible pour les parties en cause ; en agissant ainsi il ne fait que défendre ses intérêts, et en même temps par la part qu'il prend aux débats, il économise des frais (C. Chambéry, 22 mars 1887, D. 88.2.191 ; C. Paris, 20 août 1875, *Journ. Huiss.*, t. LVII, p. 10).

Cette assignation est soumise aux formalités ordinaires que doivent remplir les ajournements : constitution

d'avoué, délai de comparution (à huitaine ou à trois jours francs avec autorisation du président) ; libellé, etc., désignation du tribunal devant lequel devront comparaître par ministère d'avoué constitué le saisi et le saisissant. Nous devons noter à ce sujet qu'en notre matière l'article 608 déroge au droit commun. Aux termes de cet article le tribunal compétent pour statuer sur la revendication est, non pas le tribunal qui a rendu le jugement dont le créancier poursuit l'exécution et auquel est attribué en principe l'examen des difficultés relatives à son exécution, mais le tribunal du lieu de la saisie, et cela dans un but de célérité qui constitue le caractère de la procédure instituée par l'article 608 (C. Orléans, 17 février 1847, *Journ. Huiss.*, t. XXVIII, p. 307 ; Trib. Marseille, 16 février 1865, D. 66.3.76).

L'assignation est en outre soumise à une formalité d'un caractère tout spécial : elle doit être libellée et contenir énonciation des preuves de propriété du revendiquant. Par le mot « libellée » il faut entendre que l'exploit doit être motivé, ce qui ne soulève aucune difficulté : il n'en est pas de même des termes « énonciation des preuves de propriété ». Quel sens devons-nous donner à ces mots ?

Avant d'examiner ce qu'il faut entendre par là, il nous est nécessaire de rechercher pourquoi le législateur a imposé au revendiquant cette obligation de fournir dans son assignation les preuves de sa propriété sur les meubles revendiqués. M. Garsonnet, au t. III, p. 656 de son

important ouvrage « *Traité théorique et pratique de procédure* », en donne la raison : les abus des anciennes oppositions « pour moyens à déduire en temps et lieu » et la fréquence des demandes en distraction formées sans motif, de connivence avec le saisi afin de retarder la vente, justifient cette présomption.

Cette réponse est très juste, mais elle n'est pas suffisamment claire. Pour bien la comprendre, en effet, il faut se rappeler qu'autrefois c'était au créancier saisissant décidé à continuer les poursuites malgré l'opposition du revendiquant, à assigner ce dernier en mainlevée de son opposition, et que l'opposant n'ayant pas besoin de fournir, dès le début de l'instance, une preuve quelconque à l'appui de sa revendication, le créancier restait dans l'incertitude sur la valeur de la revendication intentée jusqu'au jour où, sur son assignation, l'affaire venait devant le tribunal, et où enfin le revendiquant était bien obligé de produire ses preuves. De là des abus sans fin, dont se plaignaient les créanciers obligés d'intenter un procès pour faire lever une opposition même faite sans motif sérieux. C'est pourquoi le législateur a tenu à ce que le revendiquant fournisse dès le début ses preuves de propriété pour que le poursuivant puisse agir en connaissance de cause. Si les preuves ne sont pas suspectes et semblent irréfutables, le créancier renoncera immédiatement à continuer les poursuites, si bien que le tribunal ne sera même pas saisi de la revendication, son intervention devenant inutile par suite de l'a-

bandon des poursuites. Si au contraire les preuves du revendiquant sont sans valeur, alors le saisissant constituera avoué et conclura devant le tribunal à ce que le revendiquant soit débouté de sa demande. En un mot l'énonciation des preuves de propriété a été dictée dans l'intérêt du saisissant pour ne pas l'exposer à une surprise dans l'exercice de ses droits.

Un incident qui s'est produit lors de la rédaction du Code de procédure civile nous aide à mieux comprendre la signification des termes employés par le législateur. Le texte du projet qui était alors l'article 631 portait : « et l'énonciation des titres de propriété ». La section du Tribunal fit observer qu'il se pouvait qu'au moment de l'assignation le revendiquant n'ait pas ses titres de propriété, et que, cependant, il fut en état de prouver celle-ci par témoins, ou autrement, et substitua le mot « preuves » comme plus général.

Qu'a donc voulu dire le législateur ? La Cour de Besançon, dans un arrêt du 22 décembre 1854 (D. 55.2.233), s'est exprimée très nettement à ce sujet, et nous ne pouvons mieux faire que d'employer son langage : « La loi prescrit seulement, dit-elle, l'énonciation des preuves que le revendiquant invoque, c'est-à-dire des faits de possession, des qualités ou des droits qui rendent vraisemblable ou justifient la propriété qu'on allègue et dont on doit être admis à prouver l'existence » (Cf. Trib. Villefranche, 1^{er} décembre 1886, *La Loi*, 7 janvier 1888 et C. Limoges, 17 décembre 1839, D. 40.2.155).

Par conséquent, comme dit M. Garsonnet (*op. cit.*, § 583, C. proc., 656), le revendiquant satisfait pleinement à la loi s'il énonce soit son titre de propriété, soit les circonstances de nature à faire présumer jusqu'à preuve du contraire qu'il est propriétaire, ou qu'il se trouve dans une quelconque des situations pouvant justifier une demande en distraction (*Sic*, Chauveau, *Lois de procédure*, *Quest.* 2071 *bis*).

Le revendiquant ne sera donc pas tenu d'établir sa propriété à l'aide d'un acte authentique, ni même d'un acte écrit (C. Douai, 30 mai 1892, D. 93.2.262; Trib. Lyon, 20 mars 1896, *Le Droit*, 19 août 1896).

S'il a un titre il ne sera pas tenu d'en donner copie; il lui suffira d'indiquer ce titre sur lequel il appuie sa demande. Il satisfera aux prescriptions de la loi, par exemple s'il indique que c'est à titre de dépôt (C. Douai, 11 août 1887, *Gaz. Pal.*, 87.2.623).

Mais il n'est pas suffisant d'affirmer « que le revendiquant est propriétaire des objets saisis ainsi qu'il en justifiera lors des plaidoiries de la cause » (C. Bordeaux, 4 décembre 1903, *Journ. Huiss.*, t. LXXXV, p. 249); qu'il a loué ou acheté le mobilier sans énoncer le bail ou les quittances de loyer et les pièces justifiant l'achat de ce mobilier (Trib. Seine, 12 février 1895, *Le Droit*, 5 avril 1895).

Il nous paraît intéressant de reproduire les termes de ce jugement à titre d'exemple :

« Attendu que dans l'exploit du 4 janvier 1894, Brumpt

(le revendiquant), pour répondre à la prescription de la loi, et comme énonciation des preuves de sa propriété, a allégué :

1° « Que les époux Rameaux, débiteurs saisis, étaient dans le dénuement, qu'il subvenait à leurs besoins ;

2° « Qu'il avait loué à son nom, le 10 octobre 1891, l'appartement où la saisie avait été opérée ; qu'il en payait les loyers ;

3° « Qu'il était propriétaire des meubles le garnissant comme les ayant achetés et payés de ses deniers ;

« Attendu que ces énonciations ne sont en rien complétées par les déclarations faites par Brumpt, lors de la défense à gardien, du 30 décembre 1893, que cette défense est muette sur les preuves à fournir par le dit Brumpt ;

Attendu que la simple affirmation de la part d'un revendiquant ne saurait suppléer à l'énonciation d'une preuve ; que la simple énonciation de la location et d'un achat de mobilier sans énonciation du bail, ou des quittances de loyer, de justification d'achat de mobilier, ne saurait satisfaire aux prescriptions de l'article 608 du Code de procédure civile ; que l'exploit du 4 janvier 1894 est donc nul ; etc..., etc... (Cf. Trib. Marseille, 14 décembre 1863, *Journ. Huiss.*, t. XLV, p. 118 ; C. Paris, 2 mars 1896, *Gaz. Pal.*, 96.1.733 ; Alger, 5 juillet 1897, *Journ. Huiss.*, t. LXXIX, p. 69).

Cette énonciation des preuves de propriété est exigée sous peine de nullité. Nous nous trouvons en présence

d'une nullité d'exploit ou d'acte de procédure. Or, aux termes de l'article 173 du Code de procédure civile, il ne peut s'agir ici que d'une nullité relative, c'est-à-dire qui doit être excipée *in limine litis* et qui est couverte si elle n'est proposée avant toute défense au fond. La jurisprudence ne pouvait être que d'accord avec la doctrine sur ce point (Cass., 23 mars 1881, *Journ. Huiss.*, t. LXIII, p. 16 ; Caen, 21 décembre 1892, même journ., t. LXXIV, p. 187 ; C. Lyon, 18 juin 1897, *Monit. jud. Lyon*, 2 septembre 1897 ; Alger, 5 juillet 1897, cité ci-dessus).

Nous devons faire remarquer cependant qu'il ne faut pas entendre d'une manière trop étroite l'obligation pour le revendiquant de fournir dès le début les preuves de sa propriété : il aura le droit de compléter les énonciations contenues dans son assignation, soit avec les indications fournies préalablement, soit dans le procès-verbal de saisie (Chambéry, 22 mars 1887, D. 88.2.190), soit dans la défense à gardien, dont copie est donnée en tête de l'assignation (C. Douai, 3 juillet 1885, *Gaz. Pal.*, 85.2.250), car, dans ces deux hypothèses, le saisissant pourra suffisamment se rendre compte des preuves que produira plus tard le revendiquant.

Au sujet de l'assignation, il nous reste un point à traiter, qui a été et est encore l'objet de nombreuses discussions : c'est celui de savoir où les copies doivent être délivrées. Pour le saisi, il n'y a pas de difficulté : l'assignation doit lui être signifiée à personne ou à domicile

ainsi que le prescrit l'article 62 du Code de procédure civile.

Mais il n'en est pas de même pour le créancier saisissant ; celui-ci, en effet, n'a pas que son domicile réel ; dans le commandement tendant à la saisie-exécution il a fait élection de domicile pour se conformer, soit à l'usage suivant lequel le créancier élit domicile dans cet acte, en l'étude de l'huissier qu'il a chargé des poursuites (C. Orléans, 25 janvier 1849, *Journ. Avoués*, t. XXX, p. 293), soit aux prescriptions de l'article 584 du Code de procédure civile en vertu duquel le commandement doit contenir élection de domicile jusqu'à la fin des poursuites dans la commune où doit se faire l'exécution si le créancier n'y demeure. Or la question s'est posée de savoir si la copie de l'assignation destinée au saisissant est valablement délivrée au domicile par lui élu.

Il y a de très grands avantages à admettre la validité de l'assignation délivrée dans ces conditions : le premier c'est de simplifier la procédure. En effet, si le créancier a un domicile éloigné du lieu de la saisie, le revendiquant sera obligé de l'assigner non pas à huitaine franche, mais en y ajoutant des délais de distance quelquefois très longs, puisqu'il sera contraint de faire signifier son assignation au domicile réel du saisissant. De là en outre la nécessité d'avoir recours à deux huissiers qui dresseront chacun un exploit pour signifier l'assignation, l'un au saisi, l'autre au saisissant. La conséquence en sera donc d'abord une perte de temps, puis une augmentation des

frais. Il y a un second avantage ; la copie délivrée au domicile élu, c'est-à-dire en l'étude de l'huissier qui dirige les poursuites, avertit ce dernier de la demande en revendication s'il n'a pas encore été prévenu par le gardien et l'oblige ainsi à arrêter immédiatement la procédure d'exécution qu'il est en train de suivre. Bien plus, comme l'huissier poursuivant est par ses connaissances juridiques et la pratique des affaires, bien meilleur juge du bien-fondé et de la validité d'une revendication que son client, il est préférable que ce soit entre les mains de celui-là que la copie d'assignation soit délivrée, d'autant plus qu'il n'y a aucun inconvénient pratique à procéder ainsi.

Néanmoins, la doctrine s'est généralement prononcée dans le sens opposé et n'a pas admis la validité de l'assignation signifiée au domicile élu. Pour soutenir cette opinion elle s'appuie sur les termes de l'article 534 du Code de procédure civile qui est ainsi conçu :

« Il (le commandement) contiendra élection de domicile jusqu'à la fin de la poursuite, dans la commune où doit se faire l'exécution, si le créancier n'y demeure et le débiteur pourra faire à ce domicile élu toute signification, même d'offres réelles et d'appel. »

Le plus grand nombre des auteurs (Pigeau, *De la procédure civile des tribunaux de France*, t. II, p. 105 ; Rousseau et Laisney, *op. cit.*, V^o *Saisie-exécution*, p. 575, n^o 184 ; Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, V^o *Saisie-exécution*, n^o 68 ; Garsonnet, *op. cit.*,

t. III, p. 655) ont conclu de cet article que ne peuvent être faites au domicile élu, que les significations à la requête du saisi, de telle sorte que cet article renfermant une disposition de ce genre ne peut être invoqué que par celui en faveur de qui elle a été faite. Or l'article 584 ne fait mention que du débiteur saisi ; par conséquent lui seul a le droit de profiter de la faveur que lui accorde cet article (Coffinières, *Journ. Avoués*, t. XIX, p. 49).

D'autres auteurs ont très justement fait remarquer que cette interprétation de l'article 584 était beaucoup trop étroite. Sans doute, disent-ils, l'article 584 ne parle que du débiteur saisi ; mais il peut être hasardeux d'en tirer immédiatement la conséquence que la disposition qu'il contient doit être entendue dans un sens restrictif, et que l'avantage qu'il accorde au débiteur ne puisse être étendu à un tiers.

Il est d'abord admis que ce ne sont pas seulement des simples significations, telles que des significations d'offres et d'appel qui peuvent être faites au domicile élu par le saisissant, à la requête du saisi : la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour reconnaître la validité de toute autre demande qui est signifiée à la même requête, par exemple en main-levée de saisie, ce qui prouve bien qu'il faut entendre le mot signification dans un sens large.

En outre, il est permis de se demander si l'interprétation qui a été donnée ci-dessus de l'article 584 est la seule possible. Ne pourrait-on pas lire d'une tout autre manière cet article et l'interpréter d'une façon qui

soit, bien entendu, en accord avec l'esprit de la loi. C'est ce qu'ont compris quelques auteurs qui se sont rendu compte que l'article 584 contenait deux dispositions : l'une qui prescrit d'une manière générale que le créancier élise domicile dans le lieu de la saisie ; l'autre qui autorise le débiteur saisi à y faire toute signification. Or cette deuxième disposition n'est nullement limitative de la première ; bien au contraire ce n'en est qu'une application. S'il n'y est parlé que du débiteur saisi, ce n'est qu'à titre d'exemple. La première régit donc non seulement les significations du saisi, mais encore celles que l'article 608 autorise le revendiquant à faire au saisissant.

Ce qui nous confirme dans cette interprétation de l'article 584, c'est l'intention même du législateur qui a été, en exigeant l'élection de domicile au lieu de saisie aussi bien qu'en attribuant juridiction au juge de ce lieu, « de tout concentrer et de tout terminer et sur place dans le plus bref délai possible » (C. Chambéry, 18 juin 1878, sous Cass., 23 mars 1881, D. 81.1.419) ; il y a donc même motif que pour le saisi de faciliter au revendiquant son opposition et de ne pas l'obliger à la signifier au saisissant à un domicile éloigné et incertain, ce qui serait contraire à l'esprit de rapidité qui caractérise la procédure de la saisie-exécution en général.

Il y a encore une autre raison qui milite en faveur de la validité de l'assignation signifiée au domicile élu. Si le législateur a exigé cette élection de domicile au lieu de la saisie, ce n'est pas tant pour la rapidité de la pro-

cédure de la saisie-exécution que pour faciliter au débiteur l'exercice de ses droits contre le créancier. Or le revendiquant à ce point de vue nous paraît beaucoup plus intéressant encore que le débiteur saisi et il nous semble peu logique de rendre moins aisée la situation d'un tiers, présumé de bonne foi jusqu'à preuve du contraire, d'autant plus qu'il n'y a aucune raison de reconnaître au revendiquant moins de facilité pour faire valoir ses droits en justice et obtenir satisfaction s'il y a lieu qu'au débiteur saisi.

Pour nous, la validité de l'assignation signifiée au saisissant au domicile par lui élu nous paraît absolument certaine (Dans ce sens : Merlin, *Répertoire*, V° *Domicile élu*, p. 21 ; Thomine-Desmazures, *Commentaires*, n° 94 et suiv. ; Chauveau sur Carré, t. IV, n° 2009).

La jurisprudence est également divisée sur ce point. Les premiers arrêts se prononcèrent pour la nullité de l'assignation donnée au domicile élu par le saisissant (C. Paris, 26 juin 1811, D. *Jurispr. Gén.*, V° *Domicile élu*, n° 30-1° ; Cass., 3 juin 1812, *op. cit.*, V° *eod.*, n° 21 ; Trib. Langres, 21 août 1884 ; Trib. Lombez, 4 décembre 1884, *Gaz. Pal.*, 84.2.466 et 85.1.206). Mais dès 1830 la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 8 mai (*P. Chron.*), admit la validité d'une assignation délivrée dans ces conditions et les Cours de Dijon le 27 juin 1864 (S. 64.2.183) et de Marseille le 18 juin 1878 (D. 81.1.419) se prononcèrent dans le même sens. En 1881 la chambre civile de la Cour de cassation eut l'occasion de juger une se-

conde fois cette question, mais ne la trancha pas ; toutefois des termes vagues employés dans l'arrêt rendu par elle le 23 mars 1881 (D. 81.1.147), il est permis tout au moins de conclure que la Cour de cassation n'était pas opposée d'une manière catégorique à la validité de l'assignation signifiée au domicile élu :

« Attendu qu'en supposant que la disposition finale de l'article 584 du Code de procédure civile, aux termes de laquelle le débiteur saisi est autorisé à faire toutes significations au domicile élu par le créancier dans le commandement, soit limitative en ce sens que l'élection de domicile soit prescrite en faveur du saisi exclusivement, il est constant, etc., etc. ».

Depuis, le tribunal de Chambéry, le 28 août 1882 (*Journ. Huiss.*, t. LXIV, p. 127) et surtout le tribunal de Bayonne, le 11 août 1902 (*Gaz. Trib.*, 20 septembre 1902), ont admis d'une façon formelle la validité de l'assignation au domicile élu. Les termes de cette dernière sentence méritent d'être cités :

« Attendu que dans l'ancien droit les oppositions à la vente et l'assignation en distraction, signifiées au domicile élu dans le commandement, étaient valables ; que les créanciers et surtout les tiers dont les meubles ont été saisis à tort, sont tout aussi dignes d'intérêt que le débiteur saisi ; que les divers litiges soulevés par le débiteur et les tiers à l'occasion de la saisie-exécution sont portés devant le tribunal du lieu de la saisie ; que c'est au domicile élu dans le commandement et surtout dans

le procès-verbal de saisie, que doivent être portées toutes les significations qui concernent les meubles ; que c'est d'ailleurs dans ce sens qu'après des hésitations, la jurisprudence paraît se fixer, etc., etc. ».

Ce mouvement en faveur de la validité qui s'accroît de plus en plus, nous autorise à penser que la jurisprudence sera bientôt unanime à se prononcer dans ce sens.

A supposer que l'assignation signifiée de cette façon ne soit pas valable, il faut nous demander de quel genre de nullité elle serait atteinte ? La réponse ne fait pas de doute ; il ne peut s'agir ici que de celle dont il est parlé dans l'article 173 du Code de procédure civile, c'est-à-dire d'une nullité relative.

Cette nullité sera donc couverte si elle n'est pas invoquée par le saisissant *in limine litis*, avant de conclure au fond, et dès lors, elle ne peut être proposée pour la première fois en appel (Arrêts : C. cass., 23 mars 1881 ; C. Chambéry, 22 mars 1887 déjà cités).

SECTION III. — De la procédure devant le tribunal.

Sur cette assignation l'audience est suivie par le revendiquant contre le saisissant et le saisi comme dans toute instance. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Lorsque la revendication est le résultat d'un concert frauduleux dolosivement organisé par le saisi et le tiers, ce dernier ne suit généralement pas l'audience sur son assi-

gnation, et le saisi ne constitue pas avoué. Isaure Toulouse (*Traité formulaire de procédure pratique*, p. 691) indique le rôle du saisissant dans cette hypothèse : « Il doit porter lui-même l'affaire à l'audience de la manière suivante : son avoué fait d'abord sommation par acte du Palais à celui du revendiquant de lui faire connaître dans les vingt-quatre heures si le saisi a constitué avoué, et, à défaut de cette constitution, s'il a pris défaut profit joint contre le saisi. Si cette formalité n'a pas été remplie (ce qui arrive souvent : le revendiquant conserve ainsi un rôle passif afin de gagner du temps et d'éviter l'avance des frais nécessaire pour porter l'affaire à l'audience), l'avoué du saisissant signifie à celui du revendiquant des conclusions dans lesquelles il demande, faute par ce dernier d'avoir pris défaut profit joint contre le saisi, la nullité de la procédure et la non-recevabilité, en la forme, de la revendication. Selon une jurisprudence constante à cet égard, il intervient un jugement qui déboute le revendiquant en la forme et autorise la continuation des poursuites. Si au contraire la partie saisie a constitué avoué ou s'il y a défaut profit joint contre elle, l'instance suit son cours sur le fonds. »

L'affaire une fois placée, il y est statué par le tribunal « comme en matière sommaire », c'est-à-dire conformément aux dispositions particulières du Code de procédure civile relatives aux matières sommaires (art. 404 et suiv.). Nous considérerons donc, d'accord avec la doctrine et la jurisprudence, que la formule « comme en ma-

tière sommaire » est synonyme de celle « d'affaire sommaire ». Tel était d'ailleurs le système admis dans l'ancienne jurisprudence (Denisart, *Collection des décisions nouvelles*, V^o *Matières sommaires*, n^o 1; Sallé, *L'esprit des ordonnances de Louis XIV*, t. I, p. 181). Un argument décisif à ce sujet se tire de l'ordonnance de 1667, où nous lisons au titre XVII consacré aux matières sommaires :

ART. 4. — « Répétons encore pour matières sommaires les oppositions et levées de scellés, les confections et clôtures d'inventaires, et les oppositions formées à la levée de scellé, aux inventaires et clôtures, en ce qui concerne la procédure seulement, les oppositions faites aux saisies-exécutions, ventes de meubles, les préférences et privilèges sur le prix en provenant, pourvu qu'il n'y ait que trois opposants, et que leurs prétentions n'excèdent la somme de 1.000 livres, sans y comprendre les cas de contributions au marc la livre. »

ART. 5. — « Les demandes à fin d'élargissement et provision des personnes emprisonnées, celles à fin de mainlevée des effets mobilières saisis ou exécutés, les établissements ou décharges de gardiens, commissaires, dépositaires ou séquestres..... » etc., etc., « et tout ce qui requiert célérité et où il peut y avoir du péril en la demeure, seront aussi réputées matières sommaires, pourvu qu'elles n'excèdent la somme ou valeur de mille livres » (Isambert, *Recueil général des Anciennes lois françaises*, t. XVIII).

C'est une procédure plus rapide et moins coûteuse que la procédure ordinaire dont elle se distingue par diverses particularités. En principe, il faut admettre l'observation des règles générales de la procédure ordinaire, à moins de dérogation expresse.

Voici les principales de ces dérogations :

L'affaire est jugée à l'audience sur un simple acte, sans autres procédures ni formalités (art. 405) ; quoique un seul avenir soit ainsi autorisé, les avoués ont pris l'habitude de présenter et de signer des conclusions, et même de s'en signifier l'un à l'autre.

Les demandes incidentes et les interventions seront formées par requête d'avoué, qui ne pourra contenir que des conclusions motivées (art. 406).

S'il y a lieu à enquête (et cela se produit en matière de revendication de meubles saisis) le jugement qui l'ordonnera contiendra les faits sans qu'il soit besoin de les articuler préalablement, et fixera les jour et heure où les témoins seront entendus à l'audience (art. 407). Ainsi donc ce n'est pas devant un juge commis par le tribunal qu'il sera procédé à l'enquête, mais c'est en présence du tribunal tout entier, etc., etc.

Il semblerait que, dans tous les cas, la procédure sommaire doive être suivie ; les termes de l'article 608 sont généraux et formels, et ne laissent aucun doute à ce sujet. Et pourtant certaines décisions judiciaires ont admis que néanmoins devait ici recevoir son application l'article 404 du Code civil qui est ainsi conçu :

« Seront réputés comme matières sommaires et instruits comme tels :

Les appels de juges de paix.

Les demandes purement personnelles, à quelque somme qu'elles puissent monter, quand il y a titre, pourvu qu'il ne soit pas contesté, etc. ;

Et n'ont reconnu un caractère sommaire à la demande en revendication qu'autant que le titre n'était pas contesté : il faut entendre ici par le mot titre le fond du droit et l'écrit qui le constate.

C'est ainsi que ne sera pas instruite sommairement la demande en revendication de meubles saisis quand la question de propriété soulève des difficultés (C. Chambéry, 12 mars 1883, D. 84.2.103 ; Cass. civ. rej., 30 octobre 1888, D. 89.1.61).

Le 22 février 1905 la Cour de cassation (D. 05.1.382) s'est prononcée dans le même sens que la Cour de Chambéry.

Pour la jurisprudence, l'article 404 contient les principes qui doivent régir les matières sommaires : son domaine s'étend donc à des cas en dehors de ceux qu'il prévoit et notamment à l'hypothèse prévue dans l'article 608 du Code de procédure civile. Nous ne pouvons qu'approuver cette jurisprudence, quoiqu'elle nous paraisse s'écarter de l'intention du législateur dont le but était de simplifier les formalités de la procédure pour permettre au tribunal de rendre le plus vite possible son jugement.

Comme en matière ordinaire, les exceptions que l'une des parties pourrait invoquer, doivent être proposées dès le début de l'instance, avant toute défense au fond. Il en est ainsi au cas où le revendiquant est un étranger auquel par conséquent le saisissant est en droit de demander de fournir la caution *judicatum solvi* (art. 166, C. proc. civ.). Le but du législateur en permettant au défendeur français d'exiger de l'étranger cette caution, a été de garantir celui-là contre les conséquences d'une demande intentée témérairement par celui-ci contre lequel il n'aurait aucun moyen de recouvrer les frais du procès et de faire payer les dommages-intérêts auxquels l'étranger pourrait être condamné. Toutefois, certains auteurs ont prétendu que le revendiquant ici joue non pas le rôle de demandeur, mais celui de défendeur, et que par suite il ne pouvait être astreint à fournir la caution *judicatum solvi* : il serait inquiété dans sa propriété, et en intentant son action, il ne ferait qu'user d'un moyen de défense. Le Tribunal civil de la Seine dans un jugement du 27 juillet 1879 (S. 80.2.269) a réfuté cet argument que la demande en revendication n'est qu'une demande incidente et nullement une demande principale, et que le revendiquant était un véritable défendeur dont la tranquillité avait été troublée par le saisissant, et qu'il serait obligé de former sa demande en revendication pour combattre les actes d'hostilité pratiqués contre lui sous forme d'exécution. Il formule très clairement que l'action en revendication est au contraire un véritable acte d'hos-

tilité contre le saisissant, que le fait de possession par le débiteur suffit à légitimer les poursuites du saisissant ; que le demandeur en revendication doit s'imputer de s'être dessaisi de la possession de son mobilier en faveur du saisi ; que la preuve de la propriété est rigoureusement à la charge du demandeur, etc. (*Sic*, C. Paris, 3 mars 1854, S. 54.2.400).

Ce caractère de demande principale, distincte de l'action en revendication (dont nous trouverons une conséquence plus loin, à propos de l'appel des jugements en matière de revendication), a été mis en lumière par un arrêt de la Cour de Nancy du 22 juin 1889 (S. 89.2.222).

« En droit, attendu que si la défense est de droit naturel, ce n'est pas toutefois le cas d'appliquer la règle : *actor voluntarie agit, reus autem ex necessitate se defendit* ; qu'en réclamant la propriété d'objets saisis non sur lui, mais sur des tiers, Kalusky s'est constitué demandeur principal ; que la contestation par lui soulevée a créé le procès et ouvert l'instance ; que l'article 608 du Code de procédure et la règle : *onus probandi incumbit actori* lui font une obligation de prouver le droit de propriété sur lequel il fonde sa réclamation ; attendu qu'on ne peut nier dans ces circonstances qu'il doive la caution demandée, sa qualité d'étranger n'étant pas contestée, etc. » (*Adde* dans le même sens, Trochon, *Les étrangers devant la justice française*, p. 230).

Ainsi que l'indique l'arrêt, il n'en serait pas de même au cas où l'étranger demanderait la nullité de la saisie

pratiquée sur lui, car ici son action ne serait qu'un simple moyen de défense. Et pourtant certaines décisions judiciaires ont été rendues en sens contraire (C. Nancy, 9 mars 1872, D. 72.2.238). Le lecteur pourra aussi se reporter utilement aux jugements et arrêts suivants (C. Nancy, 6 décembre 1889, *Rev. pratiq. de droit internal. privé*, 1890, p. 69 ; C. Bordeaux, 3 mars, 1880, *Journ. Arr. Bordeaux*, 1880, p. 78 ; Trib. Seine, 29 juillet 1896, *Journ. Avoués*, t. 105, p. 96).

Pour trancher la question qui lui est soumise, le tribunal a pleins pouvoirs d'appréciation (C. Besançon, 22 décembre 1854, D. 55.2.223) : il pourra admettre tous les moyens de preuves, aussi bien les écrits que l'aveu, le serment, le témoignage, l'expertise, les indices et les présomptions. Tous ces genres de preuves seront souverainement appréciés par lui qui en pèsera la valeur et la sincérité. Tel est l'avis de la doctrine (Garsonnet, *Traité théorique et pratique de proc.*, t. III, p. 583) et celui de la jurisprudence (C. Agen, 1^{er} juin 1889, D. 91.2.262 ; C. Douai, 30 mai 1892, D. 93.2.338 ; C. Lyon, 20 mars 1896, *Le Droit*, 30 août 1896, et 26 octobre 1906 (*Monit. Huiss.*, 1907.2.5), etc.

Lorsque le tribunal a les éléments nécessaires pour se prononcer, il rend un jugement par lequel il admet ou repousse la revendication du tiers.

Supposons d'abord qu'il reconnaisse le bien-fondé du revendiquant. Que contiendra sa décision ? Elle fera défense de procéder à la vente des objets revendiqués,

soit d'une manière définitive, soit avant l'écoulement d'un certain délai de temps (Bioche, *Dict. de proc.*, V^o *Saisie-exécution*, n^o 263). Il se peut en effet que le revendiquant n'ait qu'un droit temporaire sur les meubles saisis : un usufruit par exemple : le tribunal en ordonnant au saisissant d'attendre l'expiration de l'usufruit pour procéder à la vente des biens revendiqués ne nuit à aucune des parties en cause dont tous les droits sont respectés, et n'oblige pas ainsi le saisissant à faire de nouveaux frais pour réaliser son gage. Elle pourra contenir en outre condamnation à des dommages-intérêts soit du saisissant, soit de son huissier, dans les conditions que nous indiquerons au chapitre quatrième de cet ouvrage.

Quant aux dépens, ils seront mis à la charge de la partie qui a succombé, en l'espèce le saisissant, à moins qu'une faute ait été commise par le revendiquant (Trib. Bordeaux, 16 novembre 1903, *Gaz. Trib.*, 5 janvier 1904). Certains auteurs (Bioche, Garsonnet, Chauveau) vont même jusqu'à dire que, si la demande en distraction n'est formée qu'après l'apposition des placards, le revendiquant doit être condamné à payer les frais d'affiches, qui ont été faits inutilement à cause de son peu de vigilance et qu'il devrait même être condamné à des dommages-intérêts à l'égard du saisi en laissant porter la vente à la connaissance du public. Cette opinion nous paraît fortement exagérée.

Si, au contraire, la demande en revendication est repoussée, le jugement prononcera la nullité de l'opposi-

tion formée à la requête du tiers, puis (s'il y a lieu) la condamnation du revendiquant à l'égard du saisissant à des dommages-intérêts suivant la disposition de l'alinéa 2 de l'article 608 du Code de procédure civile.

« Le réclamant qui succombera sera condamné s'il y échet aux dommages-intérêts du saisissant. »

Il peut être condamné à payer les frais de garde qui sont accordés au gardien, et ce depuis le jour où il lui a signifié son opposition (C. Toulouse, 15 novembre 1887, *La Loi*, 7 janvier 1888).

SECTION IV. — De l'appel en matière de revendication.

Le jugement qui statue sur une demande en revendication est susceptible des voies de recours ordinaires et extraordinaires et dans les mêmes conditions qu'un jugement rendu en toute autre matière. L'une des parties en cause pourra donc le frapper d'opposition, ou interjeter appel dans les termes du droit commun. Il n'y a en effet, aucune raison pour déroger ici à la règle générale contenue dans l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 qui est ainsi conçu :

« Les tribunaux civils de première instance connaîtront, en dernier ressort, des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs de principal. »

Mais ici, l'application de ce principe donne lieu à une

difficulté spéciale : à quoi devons-nous nous attacher, pour savoir si l'intérêt légitime est supérieur ou inférieur à 1.500 francs ? Prenons un exemple : Une saisie a été pratiquée pour une créance de mille francs sur des meubles d'une valeur de trois mille francs. Ces meubles sont l'objet d'une revendication ; un jugement a été rendu déboutant par exemple, le revendiquant de sa demande ; ce jugement sera-t-il susceptible d'appel ?

Que faut-il que nous considérions pour répondre à cette question. Est-ce le chiffre de la créance pour laquelle il a été procédé à la saisie, ou bien est-ce au contraire à la valeur des objets revendiqués ?

On serait tenté de croire que c'est la somme pour laquelle la saisie a été pratiquée, qui détermine le ressort du jugement en notre matière. Il en est en effet ainsi du jugement rendu à la suite d'une demande en nullité de la saisie intentée par le saisi pour vice de forme ou autre. Ainsi que l'a reconnu la jurisprudence, « une demande en nullité de poursuites n'est qu'un simple incident, un accessoire de l'action originaire et principale qui doit nécessairement en suivre le sort » pour employer le langage très net d'un arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 décembre 1843 (S. 44.2.571) se prononçant d'ailleurs dans le même sens que les Cours de Toulouse (26 janvier et 13 mars 1827, S. 28.2.8 et 9) ; Limoges (25 janvier 1828, S. 28.2.280) ; Bordeaux (25 janvier 1839, S. 39.2.345) ; Bourges (29 mai 1840, S. 40.2.490) et approuvé depuis par la Cour de Toulouse (7 mars 1890, D. 91.2.168). Sans

hésitation aucune, la doctrine admet le principe (Cf. Bioche et Goujet, *Dictionnaire de proc.*, V^o *Dernier ressort*, n^o 123 et suiv. ; Benech, *Traité des Tribunaux civils de première instance*, p. 164 ; Rodière, *Procédure civile*, t. II, p. 58-59). De ce caractère accessoire de l'action en nullité intentée par le saisi, il résulte évidemment que pour savoir s'il échet appel d'un jugement qui a statué sur la validité d'une saisie mobilière, et qui a été rendu entre le saisissant et le saisi, il faut avoir uniquement égard à la quotité de la créance pour laquelle la saisie a été pratiquée.

Mais en est-il de même en matière d'action en revendication intentée par un tiers ? Autrement dit l'action en revendication n'est-elle qu'un accessoire en comparaison de l'instance entre le saisissant et le saisi ?

Ce que nous avons dit précédemment à propos de la question de la caution *judicatum solvi* nous permet de répondre immédiatement qu'en ce qui concerne l'appel, aucune assimilation n'est possible entre l'action en nullité intentée par le saisi et l'action en revendication intentée par un tiers. Ici, nous nous trouvons en présence non pas d'une difficulté entre le saisi et le saisissant sur le fond même du droit, mais d'une action entièrement indépendante de l'action exercée par le créancier contre son débiteur, sous la forme de poursuites complètement distinctes des contestations soulevées par le débiteur. La créance n'est pas le fond même du litige ; la seule

question qui se pose est celle de savoir à qui appartiennent les meubles saisis et elle seule intéresse le revendiquant. Par suite de l'intervention de ce dernier, entre en jeu un nouvel intérêt qui efface tous les autres. L'action qu'il intente a donc un caractère principal. Or, comme la nature de l'action au point de vue du degré de juridiction est déterminée par les conclusions du demandeur, c'est donc la valeur seule des objets revendiqués qui doit être prise en considération pour résoudre le problème de savoir si le jugement rendu l'a été en premier ou en dernier ressort. La Cour de Limoges dans un arrêt du 9 janvier 1840 (D. 40.2.191) a exprimé d'une manière originale cette différence qui existe entre l'action en nullité intentée par le saisi et l'action en revendication intentée par un tiers. « S'il est de principe, dit-elle, que c'est la somme qui a déterminé la saisie, et non la valeur des objets saisis qui fixe le taux du premier ou du dernier ressort, ce principe n'est vrai que pour la partie saisie qui tout en offrant de désintéresser le saisissant, peut arrêter les effets de la saisie, il n'en est pas de même des tiers qui revendiquent pour leur appartenir une partie des meubles saisis, parce que ces tiers ne peuvent pour anéantir la saisie, être obligés d'acquitter la créance du saisissant duquel ils ne sont pas débiteurs. »

En conséquence, est susceptible d'appel tout jugement rendu en matière de revendication, lorsque la valeur des objets revendiqués excède 1.500 francs, peu importe que les causes de la saisie soient inférieures ou supérieures au taux de l'appel.

C'est une opinion aujourd'hui admise par la doctrine (Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, V^o *Saisie-exécution*, p. 575, n^o 187 ; Dutruc, *Formulaire annoté à l'usage des huissiers*, t. II, *eod. verb.*, p. 548, note 6).

Et ce point est solidement établi en jurisprudence (Cass., 28 prairial an XII, *Journ. Avoués*, t. XIX, p. 104 ; C. Orléans, 16 janvier 1818, *op. cit.*, t. XIX, p. 205 ; C. Toulouse, 5 juin 1827, D. 28.2.19 ; C. Douai, 5 juin 1856, D. 57.5.104 ; C. Paris, 9 décembre 1896, *Journ. Huiss.*, t. LXXVIII, p. 93).

Il y a encore un autre cas où l'appel sera encore possible ; c'est lorsque la valeur des objets revendiqués est indéterminée, c'est-à-dire n'aura pas été fixée par le demandeur dans les conclusions prises par lui (assignation, etc.). En effet, dans cette hypothèse, conformément aux règles générales qui régissent les conditions de l'appel (art. 5 de la loi du 25 mai 1838) ; tout jugement rendu sur une demande indéterminée est rendu en premier ressort, le tribunal ne pouvant pas fixer cette valeur pas plus que réduire ou augmenter celle indiquée par le demandeur. S'il avait la faculté d'agir autrement, le tribunal se heurterait à des difficultés formidables, obligé qu'il serait de peser tous les éléments qui permettent de déterminer cette valeur. Or, parmi ces éléments, à côté de la valeur marchande des meubles revendiqués, se trouvent des intérêts moraux (affections, souvenirs, etc.) dont l'appréciation est impossible, sans parler non

plus des caprices de la mode et des besoins de l'époque, de telle sorte que cette estimation faite par des juges aurait forcément un caractère arbitraire. La jurisprudence est d'ailleurs constante en ce sens (Cass., 11 janvier 1845, D. 45.1.115 et 23 janvier 1865, S. 65.1.116). Aucun motif n'existe en notre matière pour déroger à ce principe.

Toutefois, nous devons faire remarquer que cette règle de l'appel au cas de demande indéterminée a ici une application très fréquente. Que veut le revendiquant en formant sa demande ? Il réclame uniquement les objets saisis. Peu lui importe leur valeur ; ce sont les objets eux-mêmes dont il demande la distraction de la saisie, et non pas leur valeur. Aussi néglige-t-il le plus souvent de déterminer cette dernière. Il en résulte que la plupart des jugements statuant sur des demandes en revendication de meubles saisis sont rendus en premier ressort.

Cette interdiction qui est faite au tribunal de déterminer la valeur des objets revendiqués lorsque le demandeur ne l'a point fixée, ou de la réduire lorsqu'il l'a exagérée, a un gros inconvénient en pratique : elle permet au revendiquant de faire attendre plus longtemps la solution du procès, et par là même de faire suspendre pendant le même laps de temps les poursuites, puisqu'à sa guise le revendiquant peut obtenir du tribunal un jugement en premier ou en dernier ressort.

Pour faire traîner le procès en longueur, il lui suffit de ne pas indiquer la valeur des objets revendiqués.

Aussi les tribunaux ont-ils essayé quelquefois d'éviter les inconvénients de l'indétermination de la demande en s'arrogeant le droit de fixer cette valeur, contrairement au principe qui interdit aux juges de se rendre eux-mêmes les arbitres de leur compétence.

Une saisie de bestiaux (onze moutons, dix brebis, une vache, une truie, et ses marcassins) avait été pratiquée à la requête d'un sieur Hubert sur un sieur Prunier. Une action en revendication avait été intentée par les sieurs Lasseronet et Biré qui prétendaient avoir baillé à cheptel les dits bestiaux à Prunier. Le tribunal de Niort, par un jugement du 2 mars 1835, avait admis la réclamation des revendiquants sur ces bestiaux dont la valeur n'était pas indiquée par les demandeurs. L'appel interjeté par Hubert (le saisissant) avait été déclaré non recevable par un arrêt de la Cour de Poitiers du 14 juillet 1835, « la valeur des animaux revendiqués ne pouvant s'élever au taux du dernier ressort ». Hubert se pourvut alors en cassation pour violation de l'article 5 de la loi du 24 août 1790 qui déterminait alors les conditions de l'appel, le tribunal n'ayant pas la faculté de fixer aucune valeur à défaut d'estimation faite par les parties. Les défendeurs répondirent : Sans doute, cette valeur n'est pas déterminée : mais il est très facile de faire cette évaluation, et cela au moyen de pièces officielles : consultez les mercuriales et après avoir jeté un coup d'œil sur elles

vous connaîtrez la valeur exacte des animaux revendiqués ». La chambre civile de la Cour de cassation, le 22 juillet 1839, cassa l'arrêt de la Cour de Poitiers, déclarant qu'une pareille évaluation n'était pas possible et que le jugement du tribunal de Niort avait été rendu en premier ressort (D. 39.1.286).

Cette opinion de la Cour de cassation ne fut pas admise sans résistance. C'est ainsi que la Cour d'Alger se prononça nettement dans le sens opposé le 6 avril 1852 (D. 55.2.272) et se reconnut le droit d'estimer en argent les objets revendiqués (en l'espèce des mulets), se basant sur ce fait que le prix d'achat de l'un de ces animaux lui était connu par les pièces versées aux débats et que leur valeur n'avait pas augmenté depuis lors, et sur des considérations théoriques sur les règles du premier et du dernier ressort, qui étant d'ordre public, étaient d'après elle, du domaine exclusif des tribunaux.

La question fut maintes fois portée devant les Cours d'appel, et la jurisprudence s'est prononcée fermement dans le sens de l'arrêt de la Cour de cassation du 22 juillet 1839, et il est admis que « les tribunaux ne peuvent suppléer à la détermination de la valeur des objets revendiqués par une évaluation qu'ils feraient eux-mêmes » (C. Toulouse, 3 juin 1868, D. 68.2.108).

C'est en application de ce principe qu'il a été jugé que cette détermination de la valeur des objets en litige est interdite aux juges, alors même qu'ils connaîtraient :

1° Le prix d'achat des meubles revendiqués au moyen

des pièces produites (C. Bourges, 14 mars 1853, D. 55.2.7);

2° Leur valeur par leur estimation annexée à la donation faite au saisi (C. Metz, 17 mars 1858, S. 58.2.667);

3° Leur valeur par une estimation faite dans un acte public (C. Toulouse, 4 décembre 1829, D. 1831.2.195);

4° Leur valeur par un acte de dation en paiement passé par le tiers et le saisi (C. Bastia, 26 mai 1834, D. 34.2.213);

La conclusion de ce qui précède est donc que l'appel sera possible :

a) Quand la valeur des objets revendiqués sera supérieure à quinze cents francs, que le chiffre de la créance en vertu de laquelle la saisie a été pratiquée, soit supérieur ou inférieur à ce chiffre, peu importe.

b) Quand leur valeur sera indéterminée.

Ajoutons enfin, qu'en appel, l'affaire sera instruite sommairement comme en première instance (Cass., 18 janvier 1830, Dalloz, *J. G.*, V^o *Matières sommaires*, n^o 50).

CHAPITRE III

DES INCONVÉNIENTS DE CETTE PROCÉDURE ET DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DES RÉFÉRÉS.

Maintenant que nous connaissons la procédure prescrite par l'article 608 du Code de procédure civile, il nous est permis d'exprimer notre opinion sur elle et de l'apprécier principalement au point de vue de ses résultats.

SECTION I. — **Avantages et inconvénients de la procédure de l'article 608 du Code de procédure civile.**

Il est de toute évidence qu'elle présente un caractère de rapidité incontestable, en comparaison des autres procédures. Cela résulte d'abord de ce que la demande en revendication est instruite sommairement, — et nous en avons vu au chapitre précédent les avantages — ; en outre de ce que la compétence de cette demande est attribuée au tribunal du lieu de la saisie ; par là encore bien des lenteurs se trouvent évitées. Tous ces avantages ne peuvent être niés. Néanmoins, au point de vue pratique, nous sommes obligés de dire qu'ils sont insuffisants.

Tout d'abord, cette procédure est coûteuse : elle exige l'intervention d'un avoué et d'un avocat dont les frais

sont sans doute payés par celui qui perd son procès, mais dont les honoraires, quelle que soit l'issue de ce procès, sont à la charge de leur propre client. Le créancier se verra donc contraint, s'il persévère dans son intention de recouvrer sa créance, d'exposer de nouveaux frais qui pourront très bien ne pas être payés par le débiteur au cas où la revendication serait admise par le tribunal, si même il n'est pas condamné à des dommages-intérêts pour avoir fait saisir les meubles appartenant à un tiers, comme nous le verrons plus loin. Et même s'il gagne son procès, il se trouvera quand même dans la nécessité de payer tous les frais qui ont été faits à sa requête, par suite de l'insolvabilité du revendiquant, de telle sorte que pour des petites créances, le risque couru par le créancier est fréquemment beaucoup plus grand que l'intérêt en jeu.

Ensuite, cette procédure a une durée qui n'est pas en rapport avec les nécessités de la pratique. Par le seul fait de la signification de la défense à gardien, les poursuites se trouvent suspendues ; l'incident soulevé par le revendiquant doit être tranché par le tribunal ; et, malgré la diligence que les juges ont l'habitude d'apporter à rendre leurs jugements, la solution de l'affaire qui leur est soumise se fait attendre. L'encombrement des rôles est tel dans certains tribunaux, principalement à Paris, qu'il est impossible de savoir à quelle époque leur sentence sera rendue. Or, à qui nuit cette lenteur ? Surtout au créancier poursuivant qui, depuis longtemps déjà,

attend avec impatience le paiement des sommes qui lui sont dues, sommes dont il peut avoir actuellement un pressant besoin et sur le recouvrement desquelles il a pu compter, se croyant sur le point de réaliser son gage. Elle est nuisible au tiers revendiquant qui se trouve pendant ce temps dans l'impossibilité de disposer librement des meubles dont il est propriétaire, et qui, par suite, subit quelquefois un grave préjudice de ce chef.

Par contre, cette lenteur est très favorable au débiteur, qui peut profiter de la situation de diverses manières. Pendant la suspension des poursuites, il gagnera du temps pendant lequel il se procurera des capitaux pour désintéresser son créancier, solution certainement satisfaisante pour tout le monde, mais qui se produira exceptionnellement. Généralement, il proposera à son créancier une transaction en lui faisant entendre que, s'il refuse de transiger, il sera obligé d'attendre une année ou deux avant de toucher une somme quelconque ; que dans l'hypothèse où la revendication sera admise, ce que le débiteur présentera comme une certitude, son créancier ne recevra pas un centime de sa créance, et que peut-être même tous les frais exposés lui incomberont, et que si la revendication est repoussée, les frais absorberont le montant des sommes obtenues par la réalisation de son gage, à supposer qu'ils ne les dépasseront pas, auquel cas le créancier aurait perdu, en plus du montant de sa créance, le montant des frais avancés.

Aussi le créancier, à moins qu'il n'ait la preuve cer-

taine du concert frauduleux existant entre le débiteur saisi et le tiers revendiquant, hésite bien des fois à suivre sur la procédure en revendication intentée par le tiers, incertain de l'issue du procès engagé et las d'exposer de nouveaux frais, et, pour en finir, renonce à une partie de sa créance, pour le plus grand profit de son débiteur.

Remarquons en outre que les inconvénients de la procédure de l'article 608 du Code de procédure civile sont les mêmes, que le tiers revendique la totalité ou une partie seulement des objets saisis, à ce point qu'il suffira que quelqu'un s'oppose à la vente d'un meuble quelconque de peu de valeur, pour qu'aussitôt les poursuites soient suspendues.

SECTION II. — Tentatives faites pour atténuer ces inconvénients.

Pour remédier à ces inconvénients, divers efforts ont été tentés. La tâche était pourtant difficile en présence de l'article 608 qui est conçu en des termes tellement exclusifs qu'il oblige à croire que le mode de procéder qu'il établit, doit être observé à peine de nullité, que la procédure qu'il détermine a un caractère absolu et qu'elle est la seule voie de recours qu'ait un tiers à sa disposition en cette matière. Aussi ne devons-nous pas nous étonner qu'un auteur anonyme ait essayé de supprimer les inconvénients de la procédure de l'article 608, tout

simplement en lui donnant une interprétation différente de celle qui est communément admise.

Frappé surtout de l'inconvénient qu'il y avait à attendre qu'un jugement ait été rendu sur la demande en revendication pour vendre les meubles saisis, il se demanda (*Journ. encyclopédique des Huiss.*, par Max Deffaux, t. II, 1844), si la demande en revendication n'avait pas pour effet d'empêcher la vente des seuls objets revendiqués. Il remarquait en effet que « si aucune disposition du Code de procédure au titre des saisies-exécutions, ne démontre l'intention du législateur de permettre qu'en cas de revendication deux ventes aient lieu, l'une des objets non réclamés, l'autre des objets réclamés, si le revendiquant succombe, aucune disposition du même titre n'interdit les deux ventes successives ». Il résolvait ainsi la question par analogie avec le cas de la saisie immobilière. L'article 727 du Code de procédure civile est en effet ainsi conçu : « Si la distraction demandée n'est que d'une partie des objets saisis, il sera passé outre, nonobstant cette demande, à l'adjudication du surplus des objets saisis. Pourront néanmoins les juges, sur la demande des parties intéressées, ordonner le sursis pour le tout. » Le reste est sans intérêt. Puis il montrait les avantages de son système dans les termes suivants : « Le saisissant, disait-il, a intérêt, 1^o à se décharger promptement d'une partie de la responsabilité du gardien commis par lui à la saisie ; 2^o à terminer la procédure le plus tôt possible afin de recevoir le paiement

de ce qui lui est dû ; 3^o à ne pas s'exposer aux chances d'un procès en revendication qui peut lui être indifférent. En effet la réclamation d'une partie des objets saisis n'intéressera jamais le saisissant, si la valeur des effets non réclamés est suffisante pour assurer le paiement des causes de la saisie et des oppositions, puisque, d'après l'article 622 du Code de procédure, la vente des objets saisis doit en tous cas être arrêtée, dès que son produit suffit à éteindre ses causes. Le saisi a également intérêt à se libérer dans le plus bref délai, à se débarrasser de la présence pénible du gardien, et, enfin, à ne pas laisser consommer une partie de son avoir en frais de revendication inutile. Il n'y a donc aucun inconvénient à appliquer l'article 727 du Code, au contraire le saisissant et le saisi y trouveront chacun une mesure salutaire. » Et il continuait en indiquant la procédure à suivre : requête au tribunal afin d'être autorisé à vendre les objets non revendiqués ; signification de l'ordonnance rendue et vente.

Ce système, malgré ses avantages certains, ne trouva cependant aucun écho, ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence. C'est pourquoi nous ne nous y arrêtons pas. Cette interprétation originale de l'article 608 n'avait aucune raison d'être admise. Nul texte en effet du titre des saisies-exécutions n'autorise à penser que telle ait été l'intention du législateur. En outre, il est difficile d'appliquer les règles de la saisie immobilière dont les différentes phases se déroulent constamment sous la sur-

veillance du tribunal, à la saisie-exécution qui a lieu sans aucune intervention d'un magistrat : ce sont deux procédures complètement distinctes, ayant chacune leurs principes propres, malgré les quelques ressemblances qu'elles ont résultant de leur caractère commun de voie d'exécution. Aucune assimilation n'est donc possible entre ces deux procédures que régissent des règles spéciales. D'ailleurs une autre raison enlève tout caractère pratique à la solution proposée. Les frais de vente sont élevés (tout le monde est d'accord, sur ce point), de telle sorte qu'il arrive souvent que le produit de la vente est insuffisant pour les payer. Or, s'il y a deux ventes, ces frais seront doublés et rarement le créancier touchera avec ce système la totalité ou même une partie de sa créance. Il n'en est pas du tout de même en matière de saisie immobilière où la valeur des immeubles mis en vente est généralement très considérable et où par conséquent les frais de la double vente apparaissent infimes à côté du produit de la vente lui-même.

Ainsi donc l'interprétation de l'article 608 que nous avons donnée est la seule possible. Dans ces conditions, l'unique moyen d'échapper à ses inconvénients est de ne pas se conformer à toutes ses prescriptions et d'agir si possible suivant une autre voie. Les revendiquants eux-mêmes devaient être amenés à prendre cette initiative, d'autant plus que pour ceux de mauvaise foi une disposition de cet article est gênante : c'est celle qui oblige le tiers à fournir dans l'assignation au saisi et au saisissant

« l'énonciation des preuves de propriété ». Cette exigence de la loi dont nous avons donné les motifs précédemment, ils se sont efforcés de ne pas y satisfaire et d'échapper à l'obligation dans laquelle ils se trouvent de fournir dans leur assignation, les indications sur lesquelles ils appuient leur revendication. Malheureusement pour eux, la doctrine et la jurisprudence sont ici d'accord pour reconnaître que le revendiquant est tenu, sous peine de nullité, de suivre la procédure de l'article 608, et que toute autre voie, notamment la voie de l'action en nullité de saisie, leur était fermée. L'article 608 du Code de procédure civile est général et absolu, et les termes dans lesquels il est conçu, clairs et précis, ne laissent aucun doute à ce sujet : tout autre moyen d'action est donc exclu. Consult. Dalloz, *J. G.*, V° *Saisie-exécution*, n^{os} 275 à 278 ; *Supplém.*, n^o 20 ; Carré s. Chauveau, *Lois de la procédure*, Quest. 2075, t. IV ; Boitard, Colmet Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. II, p. 285, n^o 862 ; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. III, § 583, p. 652. — (Cf. C. Nîmes, 16 mai 1829, D. 29.2.230 ; Trib. Villefranche, 11 février 1847, *Journ. Avoués*, t. LXXII, p. 169 ; Trib. Mayenne, 4 juin 1874, *Journ. Avoués*, t. XCIX, p. 472 ; C. Orléans, 10 décembre 1896, *Le Droit*, 16 avril 1897 ; C. Rouen, 14 mars 1903, *Le Droit*, 6 août 1903).

Une application très caractéristique de ce principe, en vertu duquel la procédure civile établie par l'article 608, doit être employée à l'exclusion de toute autre, a été faite par la Cour de Poitiers. Une opposition avait été

faite à la vente des meubles saisis par un tiers revendeur : l'affaire avait été portée devant le tribunal de Chatellerault qui avait annulé l'opposition comme irrégulière, mais avait retenu la cause entre le créancier saisissant et le débiteur saisi qui soutenait que les meubles saisis n'étaient pas du tout sa propriété. Elle était pendante quand le revendiquant signifia une requête d'intervention à l'effet d'établir, comme lors de sa demande en revendication, qu'il était propriétaire des objets saisis. Le tribunal déclara le revendiquant non recevable en son intervention, « la marche à suivre par celui qui se prétend propriétaire d'objets saisis étant réglée par l'article 608 », jugement confirmé en appel par la Cour de Poitiers le 21 août 1832 (S. 32.2.444).

Toutefois, il est un cas où la jurisprudence semble considérer, comme valable, la procédure de l'action en nullité : cette exception au principe paraît avoir été admise pour la première fois par arrêt de la Cour de Bordeaux du 31 août 1831 (D. 31.2.264).

Une saisie avait été pratiquée à la requête d'un sieur Vincent Martin, sur les meubles garnissant une maison qu'il croyait habitée par son débiteur Saint-Blancat. Or, les lieux n'étaient plus occupés par ce dernier. Lors de la saisie, la dame Riveaux, belle-sœur de Saint-Blancat, avait déclaré que son beau-frère n'y habitait plus et que tous les effets qui s'y trouvaient, étaient la propriété de Riveaux, son mari, mais l'huissier avait passé outre. Aussitôt les époux Riveaux assignèrent en nullité, en fondant

leur demande sur un acte sous seings privés antérieur, établissant qu'ils avaient acquis de Saint-Blancat, tous les objets garnissant les lieux. Le tribunal donna gain de cause à Martin. Les époux Riveaux interjetèrent alors appel, et devant la Cour l'intimé de répondre : Votre demande n'est pas recevable, vous deviez agir non pas en nullité de la saisie, voie qui est réservée au saisi, mais vous opposer à la vente par exploit signifié au gardien, et dénoncé au saisi et au saisissant.

Sur cet appel la Cour rendit un arrêt dont les attendus méritent d'être reproduits ici :

LA COUR :

Attendu que le mode de procéder prescrit par l'article 608 du Code de procédure semble devoir principalement s'appliquer à ceux qui, se prétendant propriétaires d'objets saisis sur la tête d'un tiers, n'ont pas vu opérer dans leur propre maison ou domicile la saisie de ces mêmes objets ; que tel n'est pas le cas où se sont trouvés les époux Riveaux lors de la saisie-exécution pratiquée par le sieur Vincent Martin au préjudice du sieur Saint-Blancat, puisqu'ils habitaient la maison même dans laquelle la saisie a eu lieu.

Attendu qu'alors même que l'article précité pourrait être applicable indistinctement à tout prétendant quelconque à la propriété d'effets saisis, il ne s'en suivrait pas pour cela qu'il y eut obligation de n'employer que le mode de procédure indiqué au dit article, puisqu'il est vrai que ce mode est prescrit en termes purement facul-

tatifs dans la loi invoquée ; qu'en effet, le texte de cette loi porte que celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis, ou partie d'iceux, « pourra » s'opposer à la vente par exploit, etc..., d'où il suit évidemment que le prétendu propriétaire n'est pas tenu d'intenter son action dans la forme ci-dessus indiquée, et qu'il peut tout aussi bien introduire contre le saisissant une action en nullité de la saisie, etc., etc. », le reste est sans intérêt.

Ainsi donc, pour la Cour de Bordeaux, « le tiers propriétaire d'objets saisis peut exercer contre le saisissant une action en nullité de saisie, surtout quand cette saisie est pratiquée dans les lieux où est domicilié le revendeur quant.

Cette dérogation à l'article 608 a reçu sa consécration le 31 janvier 1900 où la Cour de cassation rendit un arrêt dans une cause à peu près identique dont les circonstances sont exposées dans les termes suivants :

LA COUR :

Sur le moyen unique du pourvoi, vu l'article 2279 du Code civil :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Gilbert, créancier des enfants mineurs Vincent, a fait procéder à la saisie-exécution des meubles se trouvant dans le château de la Roche-Daim, propriété de la dame Veuve Vincent, mère et tutrice des dits mineurs ; Que la dame Veuve Vincent est domiciliée en cette demeure et y habite, et que ses enfants y ont aussi leur domicile et habitent avec elle ; que l'arrêt déclare que le mobilier

existant ainsi dans l'immeuble où résident les mineurs Vincent, doit être légalement réputé la propriété de ceux-ci, et que leur mère qui se prétend propriétaire de ce mobilier ne peut former une demande en nullité de la saisie ; qu'elle peut seulement faire opposition à la vente et revendiquer les objets ; attendu que l'arrêt a ainsi admis une présomption qui ne résulte d'aucun texte de loi ; que le propriétaire d'un immeuble, y demeurant, est au contraire présumé propriétaire du mobilier qui le garnit et dont il a la possession, qu'il ne peut par conséquent, si ce mobilier est saisi par le créancier d'un tiers, être soumis à une procédure qui compliquerait pour lui l'obligation d'établir son droit de propriété, alors que cette preuve est réputée faite aux termes de l'article 2279 du Code civil, d'où il résulte que l'arrêt attaqué a violé l'article sus-visé.

Par ces motifs :

Casse et renvoie devant la Cour de Bourges (D. 1900. 1.281).

La haute juridiction qui a rendu cet arrêt et la netteté des termes dans lesquels il est conçu, disposerait certainement la jurisprudence à admettre le caractère relatif de la procédure de l'article 608. La preuve en est dans un jugement rendu tout récemment dans le même sens par le tribunal de Toulouse (3 décembre 1906, *Gaz. Trib. Midi*, 13 janvier 1907). C'est pourquoi avant de prendre parti dans ce débat, il est indispensable de peser avec soin les arguments qui ont décidé la Cour de Bordeaux et

la Cour de cassation à se prononcer dans ce sens et à reconnaître la validité de l'action en nullité de la saisie intentée par le tiers quand la saisie a été pratiquée au domicile de ce dernier.

L'arrêt de Bordeaux invoque deux motifs qui lui semblent décisifs.

Le premier, qui a été repris par la Cour de cassation dont les membres ont été certainement impressionnés par l'arrêt de 1831, est qu'aucun texte de loi n'oblige le revendiquant à agir conformément à l'article 608, et que même cet article n'a été formulé que pour le cas de la saisie faite au domicile qu'occupe seul le débiteur.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps à l'examen de cet argument. Rien ne nous permet de présumer que l'intention du législateur ait été de limiter le domaine de l'article 608 et de déterminer les cas où il doit être appliqué. Il suffit de lire ce texte pour s'en convaincre et pour se bien pénétrer de cette idée qu'il est conçu en termes généraux, qu'il ne laisse supposer aucunement qu'il y ait à faire une distinction suivant les différentes hypothèses où la revendication puisse se produire et que s'il y a une présomption qui ne résulte d'aucun texte de loi, c'est bien cette soi-disant intention du législateur de restreindre le champ d'application de l'article 608.

Le deuxième nous paraît plus sérieux : la preuve, disent les partisans de l'action en nullité, que le mode de procéder de l'article 608 n'est pas absolu, c'est que ce texte lui-même révèle son caractère relatif. Que dit-il

en effet ? Celui qui.... « pourra » s'opposer à la vente, etc. Or, ces mots, dit-on, indiquent d'une façon très nette que le revendiquant « aura le droit » de s'opposer à la vente et aura la possibilité de le faire. Si le texte mentionne l'opposition entre les mains du gardien, c'est un mode de procéder que le législateur met à la disposition du revendiquant pour lui faciliter la sauvegarde de ses droits, mais ce n'est nullement une obligation pour lui d'introduire son action dans les formes prescrites ci-dessus ; il n'en aura pas moins le droit d'agir en nullité de la saisie contre le saisissant.

L'arrêt de la Cour de cassation fait mention d'un troisième argument, qui se présente sous une forme juridique. En vertu de l'article 2279, tout possesseur d'un meuble en est présumé le propriétaire. Qu'une contestation s'élève entre lui et un tiers sur la propriété de ce meuble, il n'aura qu'à invoquer sa qualité de possesseur, pour qu'il soit déchargé du fardeau de la preuve, et ce sera alors à son adversaire d'établir que le possesseur n'a pas la propriété du meuble en question ou que sa possession ne remplit pas toutes les conditions qui lui permettent d'invoquer cette présomption.

Qu'exige l'article 608 ? Qu'il énonce ses preuves de propriété. En suivant cette procédure, le possesseur se verra donc dépouillé de l'avantage que la présomption établit en sa faveur ; sa situation devient pire, car il se verra forcé d'établir son droit de propriété. C'est donc que, dans l'hypothèse de l'article 2279 le revendiquant

ne sera pas tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 608.

Ces deux derniers arguments ne sont pourtant pas décisifs et nous allons les réfuter l'un et l'autre.

D'abord celui tiré du mot « pourra ». Au premier abord, on serait porté à croire qu'à lui seul, il donne raison aux auteurs qui approuvent les arrêts de la Cour de Bordeaux et de la Cour de cassation, car il est tiré du texte lui-même et semble d'une logique parfaite. Et pourtant, il n'en est rien. Il repose uniquement sur une question de mots. Pour nous, il faut interpréter le mot « pourra » de façon toute différente ; il doit être entendu dans le sens « aura la possibilité de s'opposer à la vente, s'il fait défense, etc.... », puis suit l'énumération des formes suivant lesquelles ce droit devra être exercé. S'il ne remplit pas les conditions imposées, la vente aura lieu et le revendeur qui n'aura pas agi conformément au mode établi par l'article 608, perdra tout droit sur les biens vendus. C'est une procédure spéciale que le législateur a créée en faveur du revendeur, que celui-ci devra employer s'il entend s'opposer à la vente. « Le mot pourra, a dit un auteur, n'est relatif qu'à la faculté de s'opposer à la vente, à l'exercice du droit ; mais il ne porte aucune atteinte aux conditions dans lesquelles doit se produire l'action. »

L'argument tiré de l'article 2279 ne nous retiendra guère plus longtemps.

Pour le réfuter, en effet, nous n'avons qu'à nous rap-

peler ce que prescrit la loi par ces mots : preuves de propriété. Nous avons admis que par là il fallait entendre « des faits de possession, des qualités ou des droits qui rendent vraisemblable ou justifient la propriété qu'on allègue, etc.

En donnant ce sens large aux mots « preuves de propriété », on s'aperçoit tout de suite que l'article 608 ne contraint pas le revendiquant, possesseur des objets saisis, à fournir la preuve de sa propriété : il lui sera nécessaire d'alléguer seulement son fait de possession, sans avoir d'autres preuves à fournir. Donc, tout en procédant conformément à l'article 608, il continue à jouir de tous les avantages que lui donne sa possession, et il est toujours protégé par la présomption de l'article 2279 : il n'aura donc besoin que de dire : « je suis possesseur des meubles qui ont été saisis : j'en suis donc présumé le légitime propriétaire ; ce n'est donc pas à moi à faire la preuve de ma propriété. »

De ce résumé des motifs invoqués par la Cour de Bordeaux et par la Cour de cassation nous sommes obligé de conclure que leur force n'est toute qu'apparente et que le système qui s'appuie sur eux n'a pas une base bien solide. Aussi n'hésitons-nous pas à maintenir l'opinion que nous avons formulée et en vertu de laquelle la seule procédure que puisse employer le revendiquant est celle de l'article 608.

Cet article 608 a un caractère tellement obligatoire et absolu que nous sommes persuadé que tous les efforts

faits par les partisans de l'action en nullité en notre matière échoueront contre eux. Nous devons d'ailleurs ajouter que l'arrêt de la Cour de cassation n'a pas reçu de la doctrine une approbation unanime, et qu'elle a été l'objet d'une controverse intéressante entre M. Poncet d'une part et M. Naquet de l'autre, dont les opinions opposées forment des commentaires intéressants de cet arrêt, dans le *Dalloz* (1900.I.281) et au *Sirey* (1902.1.33).

Une autre remarque s'impose : c'est que c'est seulement au cas de l'article 2279 que la jurisprudence a tendance à admettre la validité de l'action en nullité et que dans tous les autres cas, elle déclare que la procédure de l'action en nullité est formellement réservée à la partie saisie (Cf. notamment un arrêt de la même Cour de Bordeaux du 16 mai 1829 (D. 29.2.230).

Aussi ne faut-il pas s'étonner si la jurisprudence, longtemps, et certains auteurs ont essayé par une autre voie d'éviter les inconvénients de la procédure de l'article 608. Le moyen qui semblait permettre d'atteindre ce but le plus facilement était de réduire autant que possible le nombre des actions en revendication. Le procédé pour y parvenir était de reconnaître au revendiquant le droit de s'opposer à la saisie elle-même et de faire trancher par le président du tribunal la question de savoir s'il y a lieu oui ou non de continuer les poursuites.

C'est un moyen d'une simplicité extrême qui a pour effet de supprimer d'un seul coup le nombre considérable de revendications, à savoir toutes celles qui repo-

sent sur des bases peu sérieuses ou qui sont intentées par des tiers de mauvaise foi. Ne vaut-il pas mieux en outre prévenir le mal que le réparer, et empêcher une saisie irrégulière que de laisser faire des frais inutiles ?

D'ailleurs, l'article 607 paraît favorable à cette manière de voir : « Il sera passé outre, dit-il, nonobstant toutes réclamations de la partie saisie sur lesquelles il sera statué en référé. » De ce qu'il sera procédé à la saisie malgré la réclamation de la partie saisie, on doit conclure par un raisonnement *a contrario* que si cette réclamation est soulevée par un tiers, les poursuites devront être immédiatement suspendues.

Ce système a eu longtemps un grand succès aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, jusqu'à ce qu'un autre remède, que nous allons indiquer bientôt, ait été apporté aux inconvénients de notre procédure. Pour M. de Belleyrne, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, il n'y a aucun doute, à ce sujet : « Le président est compétent pour statuer provisoirement sur cette réclamation, parce qu'elle est un obstacle à l'exécution d'un titre exécutoire et il serait également fâcheux de saisir les biens d'un tiers ou de laisser échapper le gage du créancier à l'aide d'une réclamation de propriété sans fondement » (*Ord. sur requêtes et sur référés*, t. I, p. 314, note 1, 2^e édit.), et quelques lignes plus bas, il ajoute : « En cas de difficulté sérieuse, on ordonne la continuation des poursuites jusqu'à la vente exclusive-

ment » en indiquant même différents arrêts rendus en ce sens auxquels le lecteur pourra se reporter.

Au deuxième tome de son livre (p. 183) il déclare nécessaire le référé au cas de réclamation par un tiers au moment de la saisie, et indique de quelle manière le président prononce : « selon les distinctions suivantes consacrées par une jurisprudence constante ». En cas de fraude, ce sera la continuation des poursuites ; en cas de revendication fondée, la discontinuation ; s'il est nécessaire d'indiquer les titres invoqués, la continuation jusqu'à la vente exclusivement afin de conserver les droits du saisissant et de laisser au réclamant la faculté de faire statuer sur sa réclamation avant la vente. De la même opinion Thomine-Desmazures, *Commentaires*, t. 2, p. 122.

La jurisprudence s'est conformée pendant de longues années à cette opinion de M. de Belleyrne. La Cour de Douai, 29 juillet 1854 (D. 55.2.3) a formellement reconnu le droit au revendiquant de s'opposer à la saisie et proclamé la compétence du juge des référés pour statuer provisoirement sur l'opposition formée à une saisie-exécution par un tiers se prétendant propriétaire des objets mobiliers sur le point d'être saisis (Cf. Paris, 1^{er} août 1882, D. 83.2.127).

Les décisions rendues en ce sens ont été discutées par tous les auteurs qui ont eu à s'occuper de la question (Consulter Bioche, *Dictionnaire de procédure*, V^o *Référé*, nos 110-111, etc., etc.). Le plus grand nombre se sont prononcés dans le sens de la négative, et ne reconnais-

sant pas au tiers le droit de s'opposer à la saisie, celle-ci n'est, disent-ils, qu'une mesure conservatoire ne lui portant aucun préjudice. Les autres soutiennent, au contraire, que cette faculté de s'opposer à la saisie est pour le tiers uniquement la garantie de ses droits, et qu'en outre ce mode de procéder a le grand avantage d'éviter des frais, de telle sorte qu'ici encore la doctrine se trouve divisée en deux camps..... Nous n'insisterons pas sur ce point, car il n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif et purement doctrinal.

Qu'un créancier se présente aujourd'hui, en effet, devant le juge des référés et lui demande l'autorisation de faire pratiquer une saisie malgré l'opposition d'un tiers, sur-le-champ, le juge refusera de rendre une ordonnance : « Il n'y a lieu à référé, dit-il. C'est à vous, créancier, de savoir ce que vous devez faire, de connaître la situation de votre débiteur en qui vous avez eu foi ; l'ordonnance que je rendrais ne pourrait en rien vous mettre à l'abri d'une responsabilité quelconque ; agissez donc comme bon vous semblera. »

Est-ce à dire que l'huissier devra passer outre à la saisie dans tous les cas ? Pour nous, il y a lieu de distinguer, ainsi que l'ont fait certains auteurs récents (Boitard, Colmet Daage et Glasson, *Leçons de procéd.*, t. II, n° 865). Deux hypothèses se présentent : l'une où l'huissier, pour pratiquer sa saisie se présente à un domicile qu'il croit être celui du débiteur, et qui est en réalité celui

d'un tiers, l'autre où il se trouve au domicile du débiteur, mais où les meubles sont la propriété d'un tiers.

Dans le premier cas, l'huissier devra certainement s'arrêter devant une pareille opposition ; car il n'a pas le droit de pénétrer sciemment au domicile d'un tiers sans engager la responsabilité de son client, et la sienne propre : bien entendu, il lui sera inutile de s'adresser au juge des référés pour obtenir une ordonnance à fin de continuation de poursuites ; il n'y parviendrait pas, ainsi que nous venons de le voir. Mais s'il y a doute ? Ici, il sera en présence d'une question de fait que les circonstances seules lui permettront de trancher. Dans l'exercice de son ministère, il devra ainsi souvent faire preuve d'une très grande perspicacité, car sa responsabilité est engagée ; de deux choses l'une : ou il saisira, et, s'il s'est trompé, il s'expose à des dommages-intérêts que n'hésitera pas à lui demander le tiers injustement saisi, souvent même à une plainte au parquet ; ou il ne saisira pas et alors le créancier qui lui a confié le soin de ses intérêts, lui reprochera de n'avoir pas suivi ses instructions, et d'avoir laissé à son débiteur le temps de mettre ses meubles en lieu sûr. La pratique seule fournira à l'huissier les indications nécessaires pour surmonter les difficultés qu'il rencontre si souvent dans l'exercice de sa profession.

Dans le second cas, l'huissier devra évidemment saisir, laissant au tiers la faculté d'intenter une revendication conformément à l'article 608.

D'autres procédés ont été imaginés en présence de la réclamation du tiers ; l'huissier aurait le droit de constituer un gardien du mobilier dont la propriété serait l'objet de la revendication, et d'assigner en référé ; mais nous avons vu que le juge des référés refuse de rendre une ordonnance dans ces conditions.

SECTION III. — **De la compétence du juge des référés
en matière de revendication.**

Une solution beaucoup plus pratique et dont le succès a toujours été croissant a été imaginée par la jurisprudence. A son étude sera consacrée toute la fin de ce chapitre.

L'usage s'établit de très bonne heure dans le ressort du tribunal de la Seine de soumettre au juge des référés la question de savoir si malgré la demande en revendication, il n'y avait pas lieu pour le créancier saisissant de continuer les poursuites. Dans des circonstances très nombreuses, la revendication intentée par un tiers ne repose sur aucun fondement sérieux, et elle n'est pas autre chose que la conséquence d'un accord frauduleux entre le tiers et le débiteur saisi, comme nous l'avons déjà indiqué.

Les créanciers poursuivants, las de voir trop souvent leurs poursuites suspendues de cette façon, imaginèrent d'invoquer l'article 806 du Code de procédure civile qui est conçu dans les termes suivants :

« Dans tous les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agira de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement, il sera procédé, ainsi qu'il va être réglé ci-après. »

Les articles suivants déterminent la procédure qu'il faut suivre pour comparaître devant cette juridiction d'un caractère tout spécial que l'on appelle la juridiction des référés, et dont l'originalité la plus importante est qu'elle est représentée par un juge unique, en principe le président du tribunal, mais pratiquement, c'est un juge de ce tribunal.

Pour arriver à faire trancher par le juge des référés la question de la continuation des poursuites, et de cette manière permettre au créancier de couper court à l'instance en revendication introduite pour paralyser son titre de créance, il n'y avait qu'à considérer la revendication introduite par un tiers « comme une difficulté relative à l'exécution d'un titre exécutoire ». C'était un moyen très simple pour avoir recours à la juridiction prompt et économique du juge des référés. En usant de cette procédure, le créancier échappait à la lenteur inévitable des tribunaux, et obtenait satisfaction très rapidement et à très peu de frais.

Chaque fois qu'une question de ce genre leur était soumise, les différents juges tenant à tour de rôle l'audience des référés, statuèrent, jusqu'en 1829, un peu selon leur fantaisie, ignorants qu'ils étaient de l'étendue

de leurs pouvoirs par suite de l'imprécision du Code sur les limites de la compétence de ce magistrat.

Cette année là, fut nommé président du tribunal de la Seine, M. de Belleyne qui, ancien procureur du roi, avait exercé pendant deux ans, les hautes fonctions de préfet de police. De son séjour à la tête de cette administration, il avait rapporté une antipathie profonde pour les lenteurs et les formalités inutiles, et le goût des solutions rapides. Aussi son premier soin fut-il d'apporter de nombreuses réformes dans les différents services du tribunal à la tête duquel ses mérites l'avaient fait appeler. C'est ainsi qu'il fut le premier à comprendre les grands avantages que les juges et les plaideurs pourraient tirer de l'institution de la juridiction des référés, jusque là trop négligée ; aussi tenta-t-il de lui faire rendre tous les services qu'il pouvait en espérer et d'étendre le plus loin que les principes généraux le lui permettaient, les limites de sa compétence. A cet effet, il s'appuyait principalement sur le vœu formulé par Réal, conseiller d'Etat, dans l'exposé du titre des référés, qui souhaitait « pour le bonheur des justiciables » que « les jugements en référé soient l'extinction complète et définitive d'une immense quantité de contestations » (Locré, t. XXII, p. 605). M. de Belleyne eut aussi un système, du moins des idées générales, si bien que sous son impulsion la juridiction des référés, prit-elle une importance qu'elle n'avait pas connue jusque-là. C'est pourquoi il eut notamment à se prononcer maintes fois sur les demandes

de continuation de poursuites qu'intentaient les complices des débiteurs saisis et par là même fut amené à prendre parti dans la question de savoir si le juge des référés était compétent ou non en notre matière.

Il se rendit compte des besoins de la pratique et pendant tout le cours de sa présidence, en dépit des critiques que soulevait l'application de ses idées, chercha à leur donner satisfaction ; plus tard, il publia en deux volumes une sorte d'exposé de ses théories en matière de référés sous le titre d'« Ordonnances sur requête et sur référés ».

Il posait d'abord comme principe (t. II, p. 188, § CV) que la saisie une fois faite « en cas de revendication », il n'y avait lieu, en général, à référé parce que le tribunal saisi peut seul statuer sur la réclamation. « Mais aussitôt, quelques lignes plus bas, il admettait que le président pouvait ordonner la continuation des poursuites, lorsque le réclamanant (par ce mot, il entendait le revendiquant) n'avait pas formé une demande en revendication régulière, c'est-à-dire conforme aux prescriptions de l'article 608. » Si le réclamanant ne s'est pas conformé à l'article 608, le poursuivant doit passer outre à la vente sans la faire ordonner en référé (1) puisqu'une réclamation régulière selon l'article 608, peut seule suspendre les

(1) Nous avons refusé au chapitre précédent au poursuivant la faculté de continuer les poursuites sans tenir compte d'une demande en revendication formée même irrégulièrement ; personne n'a le droit de se faire juge de la validité d'une opposition ; telle est d'ailleurs l'opinion de la doctrine actuelle.

poursuites, et si le poursuivant introduit un référé, le président doit déclarer qu'il n'y a lieu à référé; enfin, si le référé est introduit par le réclamant pour faire ordonner la discontinuation des poursuites, le Président, attendu qu'on ne justifie pas d'une réclamation régulièrement formée, dit qu'il n'y a lieu à référé et ordonne la continuation des poursuites » (t. II, p. 188). Puis il cite trois arrêts à l'appui de son opinion, notamment un arrêt de la Cour de Paris du 21 juin 1839 confirmant une ordonnance qui avait autorisé des poursuites, l'assignation ne contenant pas l'énonciation des preuves de propriété.

Dans un autre cas, il était aussi d'avis que le président tenant l'audience des référés eut encore le droit d'ordonner la continuation des poursuites, quand, disait-il, la réclamation dénuée de toute justification, est le résultat d'une fraude patente au préjudice d'un créancier légitime (t. II, p. 183), et comme exemple, énumérait quelques cas de fraude qui avaient été portés devant les tribunaux : vente de meubles postérieure aux poursuites (Paris, 3^e ch., 13 août 1824) ; défaut de justification de propriété du revendiquant (Paris, 1^{re} ch., 30 août 1833) ; commerçant continuant à exploiter le café qu'il avait soi-disant vendu à un tiers (Paris, 3^e ch., 26 novembre 1836), etc., etc. En ce qui concerne ce deuxième cas de compétence du juge des référés, il est facile de se rendre compte que M. de Belleyne semble laisser entendre que cette compétence n'est pas certaine, et qu'elle est peu en harmonie

avec les principes, car il se hâte d'invoquer l'autorité de ses prédécesseurs : « C'était leur usage, dit-il, et lorsque j'ai été moins sévère qu'eux sur ce point, le nombre croissant des réclamations frauduleuses m'avait rappelé à leur principe », et, comme pour atténuer encore l'audace de son opinion, il rapporte les termes d'un arrêt de la Cour de Paris, 3^e chambre, du 3 janvier 1840 :

« Considérant qu'il y avait demande au principal fournie conformément à l'article 608 du Code de procédure civile ; qu'ainsi en ordonnant la continuation des poursuites et la vente des meubles revendiqués, le juge des référés a statué sur le principal, ce qui excédait ses pouvoirs ; émendant, annule l'ordonnance, etc. »

Et ceux presque identiques de deux autres arrêts de la même Cour (3^e ch., 8 janvier 1842, 1^{re} ch., 4 août 1835).

En résumé, pour M. de Belleyne, il était interdit au juge des référés d'ordonner la continuation des poursuites en vertu des principes ; mais les besoins de la pratique étaient tels qu'il était indispensable d'admettre deux atténuations à cette règle : la première en cas de demande en revendication irrégulière, la deuxième en cas de fraude.

Si cet auteur formulait si timidement ces deux exceptions, c'est que son système se heurtait à deux articles du Code avec lesquels elles sont en contradiction absolue.

L'un est l'article 608 lui-même qui a donné la mission de trancher la question de revendication au tribunal du lieu de la saisie, c'est-à-dire à un tribunal tout entier.

Substituer à celui-ci le juge des référés, ce n'est donc pas autre chose que violer l'article 608 ; le juge des référés excédera donc ses pouvoirs chaque fois qu'il interviendra en notre matière.

L'autre est l'article 809 du Code de procédure civile qui est ainsi conçu : « Les ordonnances de référé ne peuvent préjudicier au principal. » Or il est évident que ce texte interdit au juge des référés de connaître du fond même du débat et que si celui-ci ordonne la continuation des poursuites, et du même coup, d'une manière indirecte, laisse pratiquer la vente des objets saisis, il préjudicie incontestablement au principal ; en rendant une ordonnance en ce sens, il porte atteinte au principal qui doit rester intact et indépendant de la décision prise par lui. Il n'est pas en droit d'apprécier les titres qui sont produits par les parties à l'appui de leurs prétentions, pas plus que de préjudicier à leurs intérêts.

Tels étaient les deux arguments qui arrêtaient M. de Belleyme dans l'application de ses idées en notre matière ; ils étaient pour lui irréfutables. Aussi tandis que les présidents tenant l'audience des référés forts de l'exemple qui leur avait été donné par M. de Belleyme, s'empressaient d'ordonner dans les cas indiqués par lui la continuation des poursuites, les Cours d'appel hésitèrent-elles beaucoup à admettre la validité de pareilles ordonnances et systématiquement annulèrent-elles celles-ci comme excédant les pouvoirs du juge des référés. Parmi les nombreux arrêts rendus en ce sens, nous ne

citerons qu'un arrêt de la Cour d'Aix du 1^{er} février 1831 (S. 33.2.135) qui annule une ordonnance de référé dans laquelle le président du tribunal de Marseille avait tranché la question de la propriété des meubles revendiqués ; on peut consulter aussi un arrêt de la Cour de Paris, du 11 février 1847 S. (48.2.679).

Quant aux auteurs, ils furent unanimes à condamner les tentatives de M. de Belleyme refusant au président le droit de statuer au référé même à titre provisoire, le tribunal étant saisi et lui interdisant de porter préjudice au fond.

Il était donc à craindre que celles-ci échouent complètement devant l'obstination des Cours qui restaient sourdes aux réclamations des plaideurs qui croissaient de plus en plus.

Le 27 janvier 1872, la Cour de Paris annulait encore une ordonnance du président du tribunal civil de la Seine du 19 octobre 1871, en matière de revendication, comme incompétemment rendu (D. 72.2.111).

En 1875 parut le deuxième volume d'un ouvrage, intitulé : *Ordonnances sur requête et référé*, par M. Bertin, avocat à la Cour d'appel de Paris, où ce dernier reproduisait les articles qu'il avait publiés précédemment sur le rôle du président du tribunal, jugeant seul, et, bien loin de combattre les opinions de M. de Belleyme, se prononçait franchement pour l'extension de la compétence du juge des référés. Non moins que lui, il constatait les nombreuses difficultés que rencontrait l'application des

idées de M. de Belleyne, et surpris de l'incertitude de la jurisprudence en cette matière, et du conflit perpétuel des juges des référés et des Cours d'appel, principalement au point de vue de la revendication des meubles saisis, il se demanda si « cette jurisprudence des Cours n'était pas le résultat d'une inexacte application de la nature des pouvoirs que le législateur avait conféré au juge des référés » (*Ord. sur req. et réf.*, t. II, p. 82), et s'efforça de cette manière à concilier les dispositions de l'article 806 qui permet au juge de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire et celles de l'article 809 en vertu desquelles les ordonnances de référé ne feront aucun préjudice au principal.

De ces deux textes, le premier accorde pleins pouvoirs au juge des référés ; le second les restreint : tel a été le point de départ du raisonnement de M. Bertin. L'article 809 est le seul obstacle à surmonter pour faire reconnaître la compétence du juge des référés en notre matière. A lui seul en refusant au président du tribunal jugeant en référé le droit de porter aucun préjudice au principal, c'est-à-dire de statuer même provisoirement sur le fond du droit, il lui interdit de résoudre la question de savoir si la revendication est ou n'est pas fondée.

Il fut donc amené à lire de plus près l'article 809 et s'efforça de lever l'obstacle qui rendait le juge des référés incapable de statuer sur le fond même du droit dont la connaissance appartient exclusivement à la juridiction

ordinaire ; il ne pourra pas, par exemple, dire : que le tiers est propriétaire des objets qu'il revendique. « Mais si, étant investi par l'article 806 du droit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution des titres exécutoires et des jugements, il statue non sur la question de revendication, mais sur la difficulté que soulève le revendiquant, lorsqu'il s'oppose à la continuation des poursuites, il ne contrevient pas à l'article 809, puisqu'il n'apprécie et ne juge pas sur le fond du droit et se conforme à l'article 806 en remplissant la mission que la loi lui a donnée » (t. II, p. 106).

Pour lui, la question qui est soumise au juge des référés est non pas celle de savoir si la revendication est fondée, mais celle de savoir s'il y a lieu d'ordonner ou non la discontinuation des poursuites, ce qui est une question toute différente. Le tribunal a à juger le fond même du droit : le juge des référés n'a à résoudre qu'une question relative à l'exercice du droit d'exécution des titres exécutoires et des jugements. Ce sont deux domaines complètement distincts, de telle sorte qu'en rendant une ordonnance de continuation de poursuites, le juge des référés ne porte pas préjudice au principal, puisque le fond même du droit est réservé et qu'il ne tranche pas la question de savoir s'il y a lieu d'admettre ou de repousser la demande du revendiquant. La décision du juge des référés ne porte aucune atteinte au fond même du droit dont la juridiction ordinaire aura à connaître. « Il ne peut donc exister de contradiction entre les deux

sentences, le juge des référés statuant sur la question d'exécution sans apprécier le fond du droit. »

Par une étrange coïncidence, l'année suivante, M. Bazot, premier président de la Cour d'Alger, publiait son *Traité sur les ordonnances de référé et sur requête* et s'occupait de cette question de la compétence du juge des référés. Il s'appropriait une opinion de M. Adolphe Chauveau qui interprétait l'article 809 en ce sens qu'il prescrivait au juge des référés, non pas de s'abstenir de connaître du principal, mais d'y faire aucun préjudice, ce qui est bien différent, et en concluait que lorsqu'un tiers intervenait pour revendiquer comme lui appartenant les objets saisis, le juge ne pouvait statuer, ni directement ni indirectement, sur la question de savoir si le tiers était propriétaire des objets qu'il revendiquait, mais devait se borner, après avoir entendu les observations des parties, à décider s'il y avait lieu d'ordonner ou non, soit la continuation, soit la discontinuation des poursuites.

Les opinions de M. Bertin d'un côté, de M. Bazot de l'autre, arrivaient donc au même résultat : reconnaître au juge des référés le droit d'ordonner la continuation ou la discontinuation des poursuites. Mais, chose curieuse, M. Bazot, lorsqu'il eut à traiter d'une manière spéciale la question de compétence du juge des référés, en matière de revendication, faisait un pas en arrière et semblait nier cette compétence. Le juge des référés serait incompétent d'après lui (p. 328) « pour statuer sur toute question étrangère à l'exécution même du titre (c'est-à-

dire régularité extérieure du titre, son caractère exécutoire, son inapplicabilité au débiteur poursuivi, si le titre n'est pas attaqué dans son exercice par un moyen sérieux) entre les parties, notamment les revendications plus ou moins fondées qui pourraient être soulevées par des tiers » et plus loin (p. 329) il ajoutait : « C'est là la mesure dans laquelle doit se tenir le juge des référés ; dans certaines circonstances exceptionnelles, il peut être tenté de la dépasser ; qu'il s'en garde, car la limite une fois franchie il lui serait difficile de s'arrêter. »

Il n'en était pas de même de M. Bertin qui profitait d'une nouvelle occasion qui lui était fournie, pour exposer encore une fois sa manière de voir (t. II, p. 473). Il répétait que le juge des référés excéderait ses pouvoirs s'il appréciait en elle-même la demande en revendication. « Mais lorsqu'il statue en référé sur la question de continuation des poursuites entravées par une demande en revendication, il n'apprécie pas en elle-même cette demande, il ne la juge pas ; il examine et apprécie s'il y a lieu, en présence de la demande en revendication et des explications qui lui sont données, d'autoriser la continuation des poursuites... Son intervention n'a donc pas pour but d'interdire ou de faciliter l'exercice des droits des poursuivants. »

Le système de M. Bertin a un grand avantage, c'est de réduire à néant les objections que soulevait la compétence du juge des référés en matière de revendication ;

les objections que ne voulait pas, semble-t-il, formuler M. de Belleyrne, peuvent se résumer ainsi :

1^o Reconnaître au juge des référés de se prononcer sur une question de revendication, c'est violer l'article 608 qui attribue au tribunal seul la mission de trancher cette question : le juge des référés ne peut se substituer au tribunal tout entier.

2^o En se prononçant, le juge des référés préjudicie incontestablement au principal et viole l'article 809. Quelquefois cette deuxième objection s'est présentée sous cette forme : le juge des référés est incompétent pour statuer sur une question de propriété.

Or, ces deux arguments des adversaires de la compétence du juge des référés tombent d'eux-mêmes :

1^o Le juge des référés ne se substitue pas au tribunal à qui l'article 608 attribue la connaissance de la question de la revendication puisque la décision qu'il rend a un caractère tout autre que celle du tribunal ;

2^o Il ne préjudicie pas au principal, puisque, quelle que soit sa décision, la question de revendication reste pleine et entière puisque le principal reste intact et indépendant de la solution provisoire résultant de l'ordonnance. De même il ne se prononce pas sur la propriété des meubles saisis.

Toutefois, nous ne pouvons cacher qu'à la suite des ordonnances autorisant la continuation des poursuites, les choses ne restent pas en état. Il est procédé à la vente des meubles saisis et tout droit du revendiquant sur eux

est perdu : il lui reste, il est vrai, au cas où sa revendication serait admise postérieurement par le tribunal, le droit à des dommages-intérêts auxquels serait condamné envers lui le saisissant. Mais il suffit de considérer les conditions dans lesquelles les juges des référés rendent leurs ordonnances, la science juridique, le sens des affaires et la prudence de ces magistrats pour se rendre compte que ce petit inconvénient est purement théorique ; tellement rares sont les jugements du tribunal civil en opposition avec une ordonnance de référé en notre matière.

« Ce que nous pouvons affirmer, écrivait M. Bertin, dans son introduction, t. II, p. 16, c'est qu'une fréquentation à peu près quotidienne du Palais de justice, depuis plus de quarante-cinq ans, ne nous a pas révélé l'existence d'un seul cas dans lequel la décision des juges du fond aurait été en contradiction avec l'appréciation, faite en référé, de l'illégitimité de l'obstacle opposé à la continuation des poursuites. » En outre, est-il exact de soutenir que le juge des référés ne puisse ordonner que des mesures conservatoires ? Nullement. Il a le droit d'ordonner toutes les mesures nécessaires, même si elles engagent gravement les intérêts d'une partie, pourvu qu'il ne touche pas au fond même du droit : excède-t-il ses pouvoirs lorsqu'il réduit les effets d'une saisie-arrêt ? (Cass., 17 février 1874, D. 74.1.444).

L'énergie avec laquelle M. Bertin affirmait son opinion eut une influence décisive sur la jurisprudence jusque

là hésitante. Le 1^{er} août 1882, la Cour de Paris proclamait la compétence du juge des référés, confirmant purement et simplement une ordonnance rendue par le président du tribunal civil de la Seine, le 15 juillet 1882, autorisant la continuation des poursuites sans réserves malgré une demande en revendication formée par un tiers, l'assignation étant nulle pour défaut de formes (non énonciation des preuves de propriété) (D. 1883.2.127). Les motifs de cet arrêt sont tirés de l'article 806 du Code de procédure civile, aux termes duquel il est statué en référé sur les difficultés que rencontre l'exécution des jugements ; du caractère d'urgence de l'affaire (nécessité de ne pas laisser courir un nouveau terme de loyer à prendre sur le prix du mobilier) ; enfin de la nullité de la procédure, une procédure nulle en la forme ne pouvant avoir l'effet suspensif attaché par l'article 608 du Code de procédure civile seulement aux exploits formulés d'une manière conforme à ces prescriptions.

Néanmoins, un mouvement de réaction se fit sentir : dans ses arrêts des 21 juin 1884 (*La Loi*, 1884, p. 993) ; 22 juillet 1884 (*La Loi*, 1884, p. 854) ; 7 novembre 1884 (*Le Droit* du 11 novembre 1885) ; 18 novembre 1884 (*La Loi*, 1884, p. 1125) la même Cour n'admettait pas de nouveau la compétence du juge des référés en notre matière. De là une grande incertitude dans la jurisprudence qui se traduisit par de nombreuses contradictions.

Certains juges, inquiets de cette incertitude, cherchèrent le moyen de donner satisfaction à tous les intérêts en

cause et imaginèrent à cette fin diverses combinaisons. Il y en eut deux principales : la première avait l'avantage de laisser toute chose en état. Le président ordonnait la séquestration des meubles saisis dans un endroit déterminé ou chez un tiers (garde-meuble par exemple). C'était une sorte de pression exercée sur le débiteur saisi par suite des inconvénients qui en résultent. Celui-ci, sur le point de se voir privé de la jouissance de son mobilier, paie souvent son créancier. Il peut paraître bizarre que le juge puisse ordonner la séquestration d'un mobilier dont la surveillance est déjà confiée à une personne, en l'espèce au gardien. Mais il faut se rendre compte de la manière dont les choses se passent en pratique. De deux choses l'une : ou le gardien des meubles saisis est le débiteur lui-même ou c'est un tiers. Si c'est le débiteur lui-même, le concert frauduleux qu'il a organisé avec le revendiquant ne permet pas qu'il lui soit accordé plus longtemps confiance. Si c'est un tiers, ce dernier sera heureux d'être déchargé d'une mission dont la fin est très éloignée et dépend des jugements à intervenir. En outre, en agissant ainsi le juge des référés se conforme à l'article 1481 du Code civil qui autorise le séquestre du mobilier saisi (C. Paris, 10 novembre 1886, *Le Droit*, 1887, n° 15 et même Cour, 21 janvier 1887, même journal, 1887, n° 35).

Une autre combinaison consiste, pour le juge des référés, à exiger du revendiquant, s'il ne veut pas voir ordonner la continuation des poursuites, une caution des-

tinée à garantir les dommages-intérêts auxquels le revendiquant peut être condamné envers le saisissant. Ce procédé est un peu vexatoire, l'article 608 n'imposant aucune condition au revendiquant (C. Paris, 3 décembre 1886, *Le Droit*, 1887, n° 2, et même Cour, 17 février 1887, même journal, 1887, n° 79). Mais, comme le précédent, il produit souvent de bons résultats, le revendiquant étant peu disposé à avancer une somme quelconque pour le plus grand avantage du débiteur saisi.

D'ailleurs ces deux moyens sont employés encore quelquefois. Mais la solution préconisée par M. Bertin était de plus en plus admise. En 1891 trois arrêts de la Cour de Paris reconnurent la compétence du juge des référés (10 août, 1^{er} et 23 décembre, D. 1892.2.435). Néanmoins, un grand flottement régnait toujours dans la jurisprudence, entretenu par les critiques de la doctrine qui combattait avec acharnement les idées de M. Bertin ainsi que le prouvent les arrêts de la Cour de Paris des 17 novembre 1892 (*Pandectes fr. pér.*, 1894.2.169) ; 28 avril 1894 (*La Loi*, 1894, p. 743) ; 25 juin 1897 même journal, 1897, p. 1005).

Enfin, en 1900 la question fut soumise à la Cour de cassation et celle-ci se prononça formellement pour la compétence du juge des référés. Il nous suffira de reproduire ici les termes de l'arrêt du 20 novembre 1900 pour en faire comprendre l'importance (D. 1901.1.21).

« La Cour,

« Sur les deux moyens réunis pris, le premier d'excès

de pouvoir, violation de l'article 2102 du Code civil 3^e et 4^e alinéas, 608 et 809 du Code de procédure civile, le second de la violation de l'article 2268 du Code civil et violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 :

« Attendu que s'il est vrai que le juge des référés ne doit pas trancher une question de propriété mobilière, on ne saurait en induire qu'au cas où une décision du président du tribunal a ordonné, en vertu d'un titre exécutoire, au profit du bailleur, la saisie et la vente des meubles garnissant les lieux loués, le même juge soit incompétent pour répondre à la requête d'un tiers en distraction ou revendication de tout ou partie de ces meubles ;

« Que si les ordonnances rendues par le président du tribunal ne doivent faire aucun préjudice au principal et ne lient en aucune façon le tribunal pour l'appréciation du litige au fond, on ne saurait en induire que le président n'a dans aucun cas qualité pour prescrire à titre provisoire, une mesure de nature à causer peut-être à l'une des parties un dommage irréparable en fait ; qu'il suit de là que l'ordonnance litigieuse n'excédait pas le pouvoir du juge des référés ;

« Attendu dès lors qu'en rejetant la requête de Rohde'-Staub et Comp., formée pour la revendication d'un piano compris dans les meubles saisis par Chamberlin, en vertu d'un titre exécutoire, et garnissant l'appartement par lui loué à Dufrane, par le motif que le propriétaire n'avait pas été avisé, avant que fût né son privilège, du

droit de propriété des revendeurs, l'arrêt attaqué (C. Paris, 6 février 1899) confirmatif de l'ordonnance de référé ne contient aucun excès de pouvoir, qu'il a été complètement prononcé, et se trouve justifié par des motifs différents ;

« Par ces motifs,

« Rejette. »

Ainsi donc la Cour de cassation reconnaît que le juge des référés a plein pouvoir pour ordonner la continuation ou la discontinuation des poursuites.

Cet arrêt nous paraît trancher d'une manière définitive cette question de la compétence du juge des référés en notre matière. La Cour a eu soin en effet de peser dans les attendus de son arrêt avec la plus grande précision les objections qui pourraient être faites à l'extension de la compétence du juge des référés à la matière de la revendication ; et c'est pourquoi elle l'a rendu dans des termes tellement formels et sans réserve qu'il ne nous semble pas possible que cette question puisse être aujourd'hui discutée.

Nous devons maintenant rechercher de quelle manière en pratique le juge des référés est appelé à se prononcer et dans quelles conditions il rend son ordonnance.

Qu'il ait ou non connaissance par le gardien de l'opposition qui lui a été signifiée, l'huissier poursuivant n'en procède pas moins à l'apposition des affiches. Mais le moment venu de dresser son procès-verbal de récolement, il y mentionne la revendication qui a été tentée par

le tiers, la demande de la part de ce tiers en discontinuation de poursuites qui en est la conséquence et sa réquisition de soumettre la difficulté au juge des référés, si l'huissier poursuivant veut néanmoins les continuer, et, par le même acte, assigne le revendiquant à comparaître devant le juge des référés, pour voir ordonner la continuation des poursuites, et ce pour une des plus prochaines audiences. Aucun délai à cet effet n'étant imparti par la loi, après quelques hésitations, le juge des référés reconnaît comme valable toute assignation à comparaître devant lui-même dans un délai très court, à condition toutefois que le revendiquant ait tout le temps nécessaire pour se présenter devant lui.

D'ailleurs depuis longtemps un usage est établi à Paris.

Dès qu'un huissier est requis de signifier une défense à gardien, il se met immédiatement en rapport avec son confrère chargé des poursuites et le prévient officieusement qu'il va faire une revendication du mobilier saisi à la requête de telle personne dans telle affaire. L'huissier poursuivant prend bonne note de l'incident et continue la procédure : affiches, etc. Le jour fixé pour la vente, il envoie à son confrère l'original d'un procès-verbal de récolement-référé, sur lequel, soit le revendiquant, soit son huissier déclare qu'une demande en revendication du mobilier saisi ayant été intentée il demande en conséquence à ce qu'au cas où néanmoins les poursuites seraient continuées il en soit référé à M. le président : le

déclarant signe sur cet original après avoir fait précéder sa signature des mots « Bon pour référé » et ce procès-verbal est retourné à l'huissier du créancier qui fixe le jour où l'affaire viendra devant le juge des référés. Le jour de l'audience à l'appel de la cause, l'huissier du poursuivant et celui du revendiquant (presque toujours le saisi se désintéresse de la question) plaident rapidement la cause de leur client respectif, le premier s'efforçant de prouver au président que la revendication intentée ne repose sur aucun fondement et n'a pas d'autre but que de retarder la vente du mobilier saisi, et d'obtenir la continuation des poursuites ; le second que sa demande est justifiée et qu'il y a lieu incontestablement d'ordonner le renvoi au principal et la discontinuation des poursuites jusqu'à ce que le tribunal ait statué, tous deux produisant des pièces à l'appui de leur demande. Si la demande en revendication n'a pas été introduite régulièrement, le président remet l'affaire à huitaine pour permettre au revendiquant de régulariser sa procédure. Quelquefois suffisamment instruit par les renseignements qui lui sont fournis, il ordonne sur l'heure la continuation ou la discontinuation des poursuites ; mais dans le plus grand nombre de cas, il se trouve dans l'impossibilité de se prononcer, n'ayant pas le temps d'examiner les pièces produites, ni les moyens de se renseigner lui-même sur le siège, et il se contente de répondre « A quinzaine pour constat ».

Par ces mots, il remet l'affaire à quinzaine et commet l'huissier de service pour examiner les pièces, interroger

les parties, faire sur place les enquêtes nécessaires pour éclairer sa religion, et pour lui adresser du tout un rapport appelé communément « procès-verbal de constat ». Il faut remarquer d'ailleurs que lorsqu'il s'agit d'une revendication qui présente un caractère tant soit peu sérieux, l'huissier poursuivant se met d'accord avant l'audience avec l'huissier du revendiquant pour obtenir cette remise et ce constat qui ne sont jamais refusés par le président.

L'huissier de service qui a été commis par le président, reçoit alors de ses confrères des notes à l'appui des prétentions de leurs clients et les pièces sur lesquelles ils les fondent ; convoque en son cabinet le poursuivant et le revendiquant, s'il y a lieu, et même s'il le faut, se transporte sur les lieux, pour se rendre compte de l'identité du mobilier revendiqué avec le mobilier saisi, de la situation personnelle du revendiquant, etc., etc. Si le délai de quinze jours ne lui suffit pas pour dresser son rapport, à l'appel de la cause, il demande au président une nouvelle remise pour compléter son enquête. Dans son constat il résume les arguments qui plaident en faveur des prétentions des parties, et avant l'audience communique au président son constat en lui fournissant de vive voix tous les renseignements qui lui sont demandés ; à l'audience l'huissier du créancier et celui du revendiquant formulent les observations qu'ils jugent nécessaires et le président rend son ordonnance.

Cet usage de commettre un huissier pour dresser un

constat en matière de revendication de meubles saisis qui a été imaginé par M. Poupardin, aujourd'hui président de chambre à la Cour d'appel de Paris, alors qu'il était juge au tribunal civil, a été l'objet de certaines critiques. Des auteurs ont reproché à l'huissier commis de faire au lieu d'un simple constat un véritable rapport, et ont trouvé un inconvénient à la longueur de ce constat. Nous ne pouvons comprendre qu'une pareille critique ait été faite. Presque tous les constats de ce genre que nous avons eu l'occasion de voir étaient dressés sur une simple feuille de papier timbré à 0 fr. 60 ; et tous ne contenaient qu'un exposé très bref de l'affaire, avec l'énumération des pièces produites, sans que jamais l'huissier ait conclu dans un sens ou dans l'autre. Et quand même ce rapport serait long, il ne serait que plus complet pour éclairer la religion du juge des référés qui n'aurait aucunement lieu de s'en plaindre, nous semble-t-il.

Un autre reproche a été fait : « Une juridiction, dit-on, manque à sa mission quand elle s'en décharge sur une personne étrangère à la justice. » Il est vraiment étrange que cette critique ait également pu être formulée. Il est évident d'abord que nulle part dans la loi il n'est fait allusion à cet usage : c'est le cas de toutes les innovations imaginées par la pratique ; elles correspondent à un besoin et c'est là leur raison d'être : faut-il les condamner pour ce motif ?

Il est inexact ensuite que le juge des référés « se dé-

charge » de sa mission sur l'huissier qu'il a commis. Sans doute, il tient le plus grand compte du constat qui a été dressé et qui renferme tous les éléments qui lui permettront de se faire une opinion sur le bien ou mal fondé de la demande du revendiquant. Le juge des référés n'a commis l'huissier qu'à l'effet de rechercher les faits utiles pour lui permettre d'apprécier la demande qui lui est soumise. Mais rien ne l'oblige à rendre une ordonnance dans le sens qui découle du constat, pas plus qu'un tribunal civil n'est lié par le rapport d'un de ses membres ou un tribunal de commerce par le rapport d'un arbitre. Lui seul a qualité pour juger s'il y a lieu d'ordonner la continuation ou la discontinuation des poursuites ; la preuve en est dans ce fait que dans certaines circonstances le président demande à entendre lui-même les explications des parties.

Mais ce qui nous paraît plus étonnant encore, est de considérer un huissier audiencier comme une personne étrangère à la justice.

Entendre dire à un auteur que l'huissier est une personne étrangère à la justice est une véritable surprise. C'est en effet essentiellement un officier ministériel, chargé par la loi des significations judiciaires et extrajudiciaires, de l'exécution forcée des actes publics et du service intérieur des tribunaux.

Et justement l'huissier commis par le président tenant l'audience des référés est un huissier audiencier, c'est-à-dire attaché au tribunal de ce magistrat, qui a été jugé

digne de la confiance du tribunal pour le service intérieur de ses audiences. Il appartient au monde judiciaire en sa qualité d'auxiliaire de la justice, et par suite de ses fonctions il est placé mieux que n'importe qui pour fournir au président tous les renseignements dont il peut avoir besoin. Vivant de la vie des affaires, recevant chaque jour dans son cabinet les visites des créanciers qui lui ont confié le soin du recouvrement de leurs créances, et celles de leurs débiteurs, il a fréquemment l'occasion dans l'exercice de son ministère de se rendre compte de l'habileté de ces derniers et de leur ingéniosité à imaginer des moyens pour échapper aux poursuites dont ils sont l'objet : il est donc incontestablement qualifié pour soumettre à l'appréciation du juge des référés les divers éléments qui lui permettront de rendre son ordonnance avec toutes les garanties de capacité désirables. Ses connaissances professionnelles, l'habitude qu'il a des procédés frauduleux employés par les débiteurs aux abois, sont au contraire d'une aide utile au juge des référés que ses nombreuses attributions tiennent fréquemment un peu éloigné des difficultés innombrables qui caractérisent la vie quotidienne des affaires.

Il ne faudrait pas croire que le président se borne à ordonner toujours le renvoi au principal et cependant par provision, vu l'urgence, la continuation des poursuites, ou bien le renvoi au principal et la discontinuation des poursuites. Il peut rendre des ordonnances de différentes sortes suivant les circonstances.

Il peut par exemple ordonner la discontinuation des poursuites pour partie des objets saisis, c'est-à-dire pour ceux qui ont été revendiqués, et la continuation pour le surplus ; ou aussi, au cas où le revendiquant renonce à la revendication, à la condition qu'un nouveau délai sera accordé au débiteur saisi, lui donner acte de sa renonciation à la revendication et accorder un délai au débiteur saisi ; il a aussi la faculté, comme nous l'avons déjà vu, de n'autoriser la discontinuation des poursuites que si le revendiquant s'engage à placer son assignation en revendication dans la quinzaine ou à fournir une caution déterminée, et à en verser le montant entre les mains de l'huissier poursuivant, ou si le mobilier saisi et revendiqué est séquestré dans tel lieu fixé par lui, etc.

L'ordonnance qu'il rend ainsi est stipulée exécutoire nonobstant opposition ou appel. Toutefois, il arrive que le revendiquant interjette appel d'une ordonnance autorisant la continuation des poursuites. C'est là la dernière arme du débiteur saisi. Lorsque l'huissier poursuivant est convaincu du caractère frauduleux de la revendication, il n'hésite pas à continuer les poursuites, mais s'il a le moindre doute, il aimera mieux conseiller à son client d'attendre la décision de la Cour d'appel plutôt que de l'exposer à une condamnation à des dommages-intérêts dans l'hypothèse où la revendication serait admise par la Cour.

CHAPITRE IV

DES VOIES DE RECOURS AU PROFIT DU REVENDIQUANT APRÈS LA VENTE DES MEUBLES SAISIS.

Supposons maintenant que la saisie ait été faite, que les affiches aient été apposées et que la vente ait eu lieu sans qu'aucune opposition à la vente ait été signifiée. Cela n'est pas une pure hypothèse. Il est arrivé quelquefois que le tiers, propriétaire de tout ou partie des objets saisis n'ait connaissance de leur saisie qu'après qu'il ait été procédé à la vente. Le délai relativement court qui sépare la saisie de la vente, ou la négligence du débiteur saisi qui oublie de prévenir le tiers de la saisie effectuée, ou encore l'absence de ce tiers rendent possibles de pareilles surprises. Quelles seront les voies de recours qui seront à la disposition du tiers ainsi dépossédé ? Pourra-t-il après la vente rentrer en possession de ses meubles ? Ou aura-t-il le droit de se faire attribuer le montant du prix de leur vente ou tout au moins produire à la répartition dont ce prix de vente sera l'objet ? Aura-t-il le moyen de s'adresser au débiteur qui a laissé pratiquer la saisie sans protester et procéder à la vente sans le prévenir pour lui permettre de faire reconnaître ses droits sur les meubles saisis ?

Peut-être même une action en dommages-intérêts contre le saisissant coupable d'avoir fait faire une saisie à tort ou contre l'huissier qui a pratiqué la saisie imprudemment et malgré les indices qui prouvaient que les meubles étaient la propriété d'un tiers sera-t-elle possible pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé ?

Telles sont les questions auxquelles nous allons répondre en ce chapitre.

Le principe qui doit dominer ici, c'est que l'article 608 a été inséré dans le Code de procédure autant pour faciliter l'exercice des droits des tiers que pour le limiter. Les intérêts des créanciers et les intérêts des tiers étant aussi respectables les uns que les autres, il était de toute nécessité de déterminer la mesure dans laquelle il devait y être donné satisfaction. Aussi sommes nous fermement de l'opinion de ceux qui soutiennent que lorsque les meubles ont été saisis, vendus et que le prix en a été versé au créancier, celui qui se prétend tardivement propriétaire n'est plus recevable à former ultérieurement une demande quelconque soit pour rentrer en possession des objets mobiliers dont il se trouve dépouillé, soit pour se faire dédommager du préjudice qui lui a été causé ; il n'a pas introduit régulièrement sa demande en temps et lieu ; il n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il n'a pas tiré parti des facilités que le Code lui a données (Cf. Trib. Lyon, 20 janvier 1887, *Monit. Lyon*, 29 avril 1887 ; Trib. Toulouse, 11 mars 1891, *Gaz. Midi*, 22 mars 1891 ; Trib.

Seine, 6 novembre 1895, *Le Droit*, 9-10 décembre 1895).

Est-ce à dire que par le fait de la vente, le tiers ainsi privé des biens dont il avait la propriété le sera d'une manière définitive ? L'action en distraction de l'article 608 du Code de procédure civile doit-elle, à peine de déchéance du droit de celui qui se prétend propriétaire, être exercée avant la vente ? N'aura-t-il aucun recours, sous quelque forme que ce soit, à l'égard de qui que ce soit, en réparation du préjudice qui lui a été causé ? Nullement. Il serait profondément injuste que par suite de la saisie, de la vente, il se trouve dépouillé irrévocablement. Les circonstances pourront être telles, en effet, que, malgré le grand soin qu'il apporte à l'administration de ses biens, son attention soit momentanément moins vive. Un voyage d'affaires, des occupations nombreuses, des soucis peut-être, ont un instant détourné son attention de la gestion de son patrimoine, et voilà qu'un moment de négligence lui vaut la perte d'un riche mobilier, d'un meuble précieux, d'une œuvre d'art d'un grand prix. D'ailleurs il n'est pas impossible que d'autres en faisant procéder ou en participant à la vente, ont de leur côté commis une faute plus grande en n'examinant pas avec soin les conditions dans lesquelles la saisie et la vente avaient été faites. Aussi admettons-nous que dans certains cas un recours soit ouvert au tiers ainsi dépouillé. Mais de quel recours s'agira-t-il ?

La première idée qui vient à l'esprit est de reconnaître au tiers le droit de se faire restituer les meubles et en

conséquence celui d'agir contre leur acquéreur. La restitution serait la réparation la plus naturelle ; une personne a été dépouillée indûment, par le fait d'un tiers, et a subi et subira encore de ce chef un préjudice ; le seul moyen de réparer ce préjudice d'une manière complète est de le supprimer en faisant rentrer cette personne en possession des meubles dont elle est propriétaire. Mais cette restitution, qui donne pleine satisfaction au revendiquant, nous sommes obligés, sans entrer dans le domaine du droit, de reconnaître qu'elle est peu équitable à l'égard de l'acquéreur des meubles. La situation de celui-ci est en effet beaucoup plus intéressante encore que celle du revendiquant. L'acquéreur, lui, n'a absolument rien à se reprocher, s'étant fait adjuger aux enchères les objets mis en vente. Il n'en est pas de même du revendiquant qui, en admettant qu'il n'ait commis aucune négligence en ne se tenant pas au courant des agissements du tiers en la possession de qui se trouvent ses meubles, a tout au moins agi à la légère en confiant à un tiers quelconque, aux mains d'un insolvable, les meubles qui lui appartiennent et s'est ainsi exposé à perdre son bien. Mais, si nous nous plaçons au point de vue juridique, nous nous heurtons alors à la disposition de l'article 2279 qui est conçu en ces termes : « En fait de meubles possession vaut titre » et en vertu duquel l'acquéreur est protégé contre les réclamations du revendiquant, le propriétaire des meubles saisis et vendus étant irrévocablement dépouillé par l'adjudication régulièrement faite

(Garsonnet, *op. cit.*, t. III, p. 658 ; Chauveau sur Carré, Quest. 2068-4) l'action du revendiquant contre l'adjudicataire ne serait donc admissible qu'au cas où celui-ci serait de mauvaise foi, par exemple au cas où il aurait acquis les meubles mis en vente publique, alors qu'il savait pertinemment qu'ils n'appartenaient pas au débiteur sur qui la saisie avait été pratiquée. Ces cas sont évidemment très rares par suite des formalités qui entourent les ventes judiciaires ; dans les grandes villes l'adjudicataire ignore presque toujours comment la saisie a été pratiquée, à la requête de qui, et sur qui. De plus, il faut considérer que le revendiquant, pour réussir dans son action contre l'acquéreur de mauvaise foi, sera obligé de prouver cette mauvaise foi, ce qui sera presque toujours impossible. Aussi est-il difficile de trouver dans les périodiques une décision judiciaire quelconque relative à une action en revendication intentée dans ces conditions. Nous avons toutefois relevé un cas curieux de mauvaise foi dans une adjudication publique prononcée à la suite d'une saisie-exécution, et même ce cas a été porté jusque devant la Cour de cassation. Il s'agit d'une affaire très compliquée, dont nous ne présenterons qu'un aspect, le seul qui nous intéresse, débarrassé de tous les incidents qui s'étaient produits.

À la suite d'une saisie-exécution, avait eu lieu la vente de diverses marchandises et d'un matériel industriel. Or, l'adjudication des objets mis en vente avait été prononcée au profit du créancier à la requête de qui les

poursuites avaient été exercées. Un jugement du tribunal de Sainte-Menehould du 23 mai 1883 avait déclaré nulle cette vente, comme faite à la requête d'une personne n'ayant pas qualité pour agir ; sur confirmation en appel l'adjudicataire s'était pourvu en cassation. M. le conseiller Talandier, chargé du rapport, commençant par invoquer le principe de l'article 2279 du Code civil, reproduisait les termes mêmes employés par Dalloz (*Jur. Gén.*, V° *Saisie-exécution*, n° 297). « D'après l'article 2279, celui qui a acquis de bonne foi, une chose mobilière, en devient propriétaire, sans pouvoir être évincé par aucune action en revendication, à moins que la chose n'ait été perdue ou volée. Or l'adjudication d'objets vendus par justice est un titre légal de possession. Le propriétaire de ces objets en sera donc dépouillé par l'adjudication qui en aura été régulièrement faite. » Or, continuait le rapporteur, Fauveau (c'est le nom de l'adjudicataire) n'est pas seulement adjudicataire, il est aussi poursuivant. Sans qualité, il a fait pratiquer une saisie-exécution qui a abouti à l'adjudication à son profit des marchandises revendiquées. Il ne peut exciper de sa bonne foi puisqu'il ne peut ignorer le vice d'une procédure qu'il a dirigée. Par suite, à défaut de possession de bonne foi, il ne peut invoquer le bénéfice de l'article 2279 du Code civil. Et conformément aux conclusions du rapporteur, la Cour de cassation rejetait le pourvoi de Fauveau, et reconnaissait que ce dernier ne pouvait être à l'abri d'une revendication (Cass., 22 juin 1885, D. 86. 1.59).

Le recours contre l'adjudicataire étant pour ainsi dire impossible, le revendiquant aura, sans doute aucun, le droit de se retourner contre le débiteur à qui il avait confié ses meubles et par la faute duquel la vente a eu lieu. Il aura la faculté d'agir contre le saisi d'abord en vertu du contrat qui le liait envers lui : dépôt, location, etc., et par suite de l'impossibilité où se trouve le débiteur vendu de restituer les meubles vendus, de l'assigner en paiement de leur valeur et de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé. Si les meubles du tiers ont été compris dans la saisie et mis en vente, ce n'est que par la négligence du débiteur. Bien plus, le débiteur saisi a profité de la vente des meubles, propriété de ce tiers, puisque le prix qui en a été le produit, a servi à payer ses dettes, tout au moins en partie, et que le saisi s'est ainsi enrichi aux dépens de ce tiers (Trib. Seine, 6 novembre 1895, *Le Droit*, 10 décembre 1895). « Le débiteur saisi aurait, le cas échéant, réalisé un bénéfice et se serait enrichi injustement en payant indirectement, il est vrai, son créancier avec le prix des objets qui ne lui appartenaient pas. »

Le recours du revendiquant contre le débiteur qui s'est laissé vendre est indéniable. Malheureusement, presque toujours ce recours sera illusoire, car, comme l'a justement remarqué M. Garsonnet, « la qualité même de saisi est un indice à peu près certain d'insolvabilité (*op. cit.*, t. III, p. 658).

Puisqu'en s'adressant à l'adjudicataire et au saisi, le

revendiquant se trouvera rarement dédommagé du préjudice qui lui a été causé par la vente des meubles dont lui, revendiquant, était propriétaire, nous devons examiner s'il n'a pas le droit de se retourner contre le saisissant sous forme de demande de dommages-intérêts ou sous une autre.

Il se peut d'abord que les sommes provenant de la vente des meubles saisis, n'aient pas encore été remises au créancier ou distribuées entre les créanciers au cas où à leur requête des oppositions auraient été faites sur le prix de vente. Le revendiquant aura-t-il dans cette hypothèse le droit de former une opposition entre les mains de l'officier public qui a procédé à la vente (huissier, commissaire-priseur, ou autre, suivant les usages des lieux) en lui faisant défense de se dessaisir du prix de vente des meubles dont il avait la propriété et en lui demandant de lui en remettre le montant ? Pour qu'il ait la faculté d'agir ainsi, il est évident qu'il est nécessaire qu'il justifie de son droit de propriété ; il faut en outre qu'il n'ait pas eu connaissance de la saisie en temps utile et qu'il se soit trouvé dans l'impossibilité de suivre la procédure de la revendication ; sans cela sa demande serait tardive et en conséquence non recevable (Trib. Seine, 6 novembre 1893, *Le Droit*, 9-10 décembre 1895 ; Trib. Lyon, 20 janvier 1887, *Monit. Lyon*, 29 avril 1887 ; Trib. Toulouse, 11 mars 1891, *Gaz. Midi*, 22 mars 1891).

Ces conditions remplies par le revendiquant, la doctrine n'est pas unanime à lui reconnaître le droit de faire

cette opposition. Dalloz (*Répert.*, V^e *Saisie-exécution*, n^o 197. *Suppl.*, *eod.* v^o, n^o 142) le lui refuse catégoriquement, quelles que soient les circonstances, car pour lui, l'action en distraction doit être intentée sous peine de déchéance avant la vente. M. Garsonnet (*op. cit.*, t. III, p. 658) est d'une opinion diamétralement opposée, et, avec juste raison, nous semble-t-il. Il s'agit en effet ici, uniquement d'une mesure conservatoire qui ne peut préjudicier à personne, les choses restent en état par le fait même de cette opposition. Pourquoi refuser, comme le veut Dalloz, au revendiquant le droit d'arrêter les sommes qui proviennent de la vente d'un de ses biens, d'autant plus que cette somme, une fois remise au créancier si ce dernier n'a aucune solvabilité, le revendiquant se trouvera dans l'impossibilité de se faire désintéresser. Tandis que, au contraire, l'opposition une fois faite, tous les droits des parties sont réservés. L'huissier ou le commissaire-priseur, dès qu'une contestation s'élève sur la distribution du prix de vente, n'a pas en effet le droit de se dessaisir des fonds entre les mains de qui que ce soit : il doit déposer le produit de la vente à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de l'article 657 du Code de procédure civile, jusqu'à ce qu'un accord amiable ou une décision judiciaire soit intervenu ; sinon il engage sa responsabilité à l'égard de l'opposant et s'expose à une condamnation à des dommages-intérêts envers lui, parce qu'il n'a aucune qualité pour se faire juge de la validité d'une pareille opposition (Cass. civ., 2 mars 1898, D. 98.

1.192 ; Cass. req., 7 juillet 1902, *Le Droit*, 9 juillet 1902). Qu'un accord intervienne entre les parties ou que le tribunal reconnaisse le bien-fondé de la demande du revendiquant et ordonne que les fonds provenant de la vente des biens meubles dont il a la propriété lui soient versés, il ne faudrait pas en conclure que les fonds en question doivent lui être remis en leur totalité ; s'il a été procédé à leur vente, en effet, cela tient à ce qu'aucune protestation du saisi ou aucune réclamation du tiers revendiquant en temps utile n'ait eu lieu ; il serait par suite illogique de faire supporter les frais de vente de ces objets par le saisissant. Ces frais donc incomberont au revendiquant proportionnellement à la valeur des meubles vendus. Mais il faut remarquer qu'une pareille remise de fonds ne sera pas ordonnée dans n'importe quelle circonstance, et qu'elle ne le sera que dans le cas où le saisissant pourrait être inquiété par le revendiquant ainsi que nous allons le voir au sujet d'une autre hypothèse.

Les fonds remis au créancier poursuivant, le revendiquant aura aussi le droit de s'adresser à celui-ci pour lui demander de le désintéresser du préjudice qui lui a été causé, mais à de certaines conditions. On serait tenté de croire que toujours le saisissant sera exposé à un recours de ce genre de la part du tiers dont la revendication sera justifiée. Le créancier a pour gage les biens de son débiteur et rien qu'eux. Repousser toute réclamation d'un tiers envers lui aurait donc pour résultat de lui créer un supplément de gage auquel il n'a pas droit. Ce raisonnement

est très simple, mais la conclusion que l'on en tire n'est pas en harmonie avec les besoins de la pratique. Reconnaître, en effet, ce recours au profit du revendeur contre le saisissant après la vente, ce serait exposer ce dernier à des réclamations incessantes, et par conséquent à des procès nombreux ; jamais il ne se saurait à l'abri de demandes qui lui seraient intentées, même sans fondement, par pur esprit de chicane et de vengeance, par un tiers agissant à l'instigation du débiteur vendu. Sans considérer même les conséquences désastreuses qui résulteraient de l'opinion de certains auteurs qui permet d'agir en toutes circonstances contre le créancier saisissant, il y a une raison, juridique celle-là, de soustraire le poursuivant à de telles réclamations : c'est un argument tiré de l'article 2279 du Code civil. En faisant pratiquer la saisie au domicile de son débiteur, le créancier avait le droit incontestablement de supposer que tous les meubles qui se trouvaient à son domicile, en sa possession, étaient la propriété de son débiteur. Les poursuites ont eu lieu sans que se soit produite aucune protestation relative à la propriété des meubles saisis, et, en procédant à leur vente, le créancier n'a fait qu'exercer son droit. Sans doute, le revendeur subit un dommage, par ce fait seul, mais du chef de qui ? Bien plus du chef du saisi qui ne l'a pas averti à temps du danger auquel étaient exposés ses meubles, que du saisissant qui était en droit de supposer que les meubles, qui se trouvaient au domicile du débiteur saisi, étaient la propriété de ce

dernier. La présomption de l'article 2279 couvre donc le saisissant.

Une conséquence de ce que nous venons de dire, c'est qu'un tiers n'aura le droit de mettre en cause la responsabilité du saisissant que chaque fois qu'une faute aura été commise par ce dernier, faute résultant de son imprudence à exercer des poursuites sur des biens dont rien ne lui permettait d'attribuer la propriété à son débiteur, ou sur lesquels les droits des tiers étaient attestés par certains indices. La légèreté avec laquelle il aura agi, l'exposera indubitablement au remboursement de la valeur des meubles vendus de la part du tiers qui en est propriétaire, et même à une action en dommages-intérêts pour le préjudice qui aura été causé à ce tiers. En un mot, nous n'admettons le recours du revendeur contre le saisissant qu'à deux conditions : 1^o que le revendeur n'ait pas pu employer en temps utile la procédure prescrite par l'article 608 ; 2^o qu'en faisant pratiquer la saisie et la vente, le créancier ait commis une faute ou tout au moins une imprudence.

Dans quelques cas même, le tiers aura également le droit de se retourner contre l'huissier qui aura été chargé des poursuites. Théoriquement cet officier ministériel n'est pas exposé à un pareil recours, car il n'est qu'un simple mandataire. Un créancier est venu le trouver et lui a remis un titre exécutoire en le requérant de poursuivre son débiteur habitant par exemple à Paris, telle rue et tel numéro. La saisie étant essentiellement un

acte de son ministère, en la pratiquant, il n'a fait que se conformer à l'article 42 du décret du 14 juin 1813 qui l'oblige « à exercer son ministère toutes les fois qu'il en est requis ». Peut-être la saisie qu'il a faite a nui à un tiers, mais en agissant de la sorte, il n'a fait que son devoir, en suivant les instructions qu'il a reçues du créancier. Ce dernier en sa qualité de mandant, peut donc être seul responsable. C'est ce qui se produira dans la plupart des cas ; si bien que presque toujours la responsabilité de la vente des meubles d'un tiers sera encourue par le créancier qui aura donné des instructions abusives à son huissier ou aura commis quelque erreur en le chargeant des poursuites.

Mais si dans la plupart des cas, la responsabilité entière de la procédure incombe au créancier saisissant, il n'en est pas toujours ainsi, et quelquefois la responsabilité de l'huissier sera mise en jeu. C'est ce qui arrivera lorsqu'il aura pratiqué la saisie de certains objets mobiliers sans mandat, ou lorsque, tout en se conformant aux instructions de son client, il aura commis quelque irrégularité ou quelque faute grave ou même quelque négligence dans l'exercice de son ministère. Bien souvent l'huissier sera de bonne foi, pratiquant la saisie sur les indications du créancier dont il n'aura pas eu le temps de contrôler les allégations, et n'ayant son attention éveillée par aucune circonstance qui aurait été propre à lui faire croire que les meubles qu'il allait saisir et vendre étaient la propriété d'un autre que le débiteur

poursuivi. Néanmoins, on trouve dans les périodiques judiciaires un certain nombre d'arrêts ou de jugements qui témoignent d'une certaine sévérité de la part des tribunaux et des Cours à l'égard des huissiers au cas où ils auraient agi sans une très grande circonspection. Parmi ces décisions, une des plus rigoureuses nous a paru être un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 12 juillet 1869 (*Journ. Huiss.*, t. LV, p. 80) confirmé par la Cour de Paris le 30 mai 1872.

A la requête d'un créancier d'un sieur Jullienne avait été faite une saisie de diverses machines qui se trouvaient sur un terrain sis à Paris, boulevard de l'Empereur et qui portaient le nom de Jullienne. Or, ce terrain était loué en réalité à une société Rémi, Dignes et Cie, qui y exploitait une briqueterie et dont l'employé était précisément le débiteur ; le nom de Jullienne qui était indiqué sur les machines était celui, non du débiteur, mais de son père qui avait fabriqué ces machines et les avait vendues à la société Rémi, Dignes et Cie, si bien qu'en un mot, celle-ci était locataire des lieux et propriétaire des objets saisis ; d'où une demande de dommages-intérêts formée par cette société contre le créancier saisissant et son huissier. Celui-ci pour sa défense invoquait sa bonne foi et prétendait que les circonstances ne lui avaient pas permis de penser un instant que les machines dont s'agit ne puissent pas appartenir au débiteur Jullienne. D'abord, il avait agi à la requête du créancier qui lui avait dit que Jullienne, son débiteur,

était seul propriétaire des objets mobiliers qui étaient sur le terrain du boulevard de l'Empereur, il avait même eu en main un acte de location de ce terrain portant seulement après la signature de Jullienne ces mots : Briqueterie du boulevard de l'Empereur. Enfin les renseignements fournis par le concierge n'avaient que confirmé l'huissier dans son opinion que Jullienne était locataire des lieux et propriétaire des machines en question. Malgré cet ensemble de circonstances, qui avaient trompé l'huissier, le tribunal de la Seine le condamna à garantir le créancier saisissant des dommages-intérêts auxquels il condamnait celui-ci envers la société, attendu qu'au moyen de renseignements plus multipliés et d'une diligence plus exacte, la faute commise eût pu être évitée (Cf. Trib. Seine, 5 septembre 1837, Loiseau, *Jurispr. Huiss.*, année 1837, 2^e partie, p. 28). — Aussi Rouen, 9 janvier 1857, *Journ. Huiss.*, t. XXXVIII, p. 308 ; C. Nîmes, 22 juin 1883, *Gaz. Pal.*, 83 2.346, 2^e partie.

Nous devons ajouter qu'il est excessivement rare qu'il soit procédé à la vente d'un objet appartenant à un tiers : le débiteur a toujours soin d'attirer l'attention de l'huissier lorsque celui-ci pratique sa saisie, et généralement des poursuites ne sont intentées et suivies sur des objets mobiliers que quand le créancier et son huissier ont la certitude que les objets sont bien la propriété du débiteur. C'est pourquoi la jurisprudence est si peu riche en décisions relatives au recours du revendiquant après la vente.

CHAPITRE V

DE LA REVENDICATION DES MEUBLES FRAPPÉS D'UNE SAISIE AUTRE QUE LA SAISIE-EXÉCUTION.

Il nous reste à parler de la revendication par un tiers des objets mobiliers qui ont été frappés d'une des saisies autre que la saisie exécution, et auxquelles ils se trouvent également exposés ; ces saisies sont au nombre de six : la saisie-brandon, qui est aussi une voie d'exécution, la saisie-gagerie, la saisie-revendication, la saisie foraine, la saisie de l'article 417 du Code de procédure civile, qui ne sont que des saisies conservatoires, enfin la saisie-arrêt qui a un caractère mixte.

Nous consacrerons une section de ce chapitre à la saisie-brandon ; une autre à la saisie-gagerie, et enfin une troisième aux autres saisies au sujet desquelles nous ne dirons que quelques mots.

SECTION I. — De la revendication des meubles saisis brandonnés.

Au moyen de la saisie-brandon, le créancier met sous main de justice, pour les faire vendre et se payer sur le prix, les fruits pendants par branches ou par racines appar-

tenant à son débiteur. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître en cette saisie une simple variété de la saisie-exécution. Les diverses formalités dont elle se compose sont prescrites par le Code de procédure civile de l'article 626 à 635 au titre neuvième du livre V, première partie, qui suit immédiatement le titre consacré aux saisies-exécutions. Quant à la revendication des meubles saisis brandonnés par un tiers, le Code est muet sur ce point.

Nous avons donc à nous demander : 1° qui pourra revendre des meubles saisis brandonnés ? 2° Quel est le mode de procédure que devra observer le revendeur en notre matière ?

A la première de ces questions, il est facile de répondre immédiatement, puisque la saisie-brandon n'est pas autre chose qu'un dérivé de la saisie-exécution ; les tiers qui auront le droit de revendre des meubles saisis exécutés, auront le même droit à l'égard des meubles saisis brandonnés.

Il en est de même pour la seconde. Il y a en effet un texte très large, l'article 634 du Code de procédure civile qui ne nous laisse aucun doute sur ce point. Il est ainsi conçu : « Seront au surplus observées les formalités prescrites au titre des saisies-exécutions. » Il a pour but de compléter les indications contenues dans les articles précédents et relatives à la saisie et à la vente des meubles saisis brandonnés. Il suffit donc à lui seul pour rendre applicable à la saisie-brandon l'article 608 du Code

de procédure civile. En outre, la saisie-brandon et la saisie-exécution étant toutes deux des voies d'exécution, il y a les mêmes motifs pour astreindre le revendiquant à agir conformément aux prescriptions de l'article 608 du Code de procédure civile. Enfin, il n'y a aucune incompatibilité entre les prescriptions de cet article et la procédure de la saisie-brandon, par suite de l'identité presque parfaite des procédures de ces deux voies d'exécution : nécessité pour le créancier d'avoir un titre exécutoire, commandement un jour après procès-verbal de saisie et constitution d'un gardien qui est obligatoirement ici le garde champêtre de la commune aux termes de l'article 628 du Code de procédure civile, apposition d'affiches, vente, etc., etc.

Aussi n'hésitons-nous pas à admettre l'extension du mode de procédure de l'article 608 du Code de procédure civile à la procédure de la saisie-brandon. Telle est d'ailleurs l'opinion de la doctrine (Léglize aîné, *Répertoire de législation, jurisprudence et style des huissiers*, t. V, p. 212 ; Pigeau, *La procédure des tribunaux de France*, t. II, p. 130 ; Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, t. V, p. 53 ; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, V^o Saisie-brandon, n^o 42 ; Dutruc, *Formulaire des huissiers*, t. II, *eod. v^o*, p. 570, note 9 ; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. III, p. 666, § 587, etc.).

La jurisprudence de son côté s'est prononcée dans le même sens et en a admis toutes les conséquences.

C'est ainsi qu'il a été jugé :

1° Que l'inobservation des formalités impératives de l'article 608 du Code de procédure civile entraîne la nullité absolue de la procédure suivie par le revendiquant lorsque notamment il s'est borné à agir contre le saisissant par voie d'assignation en nullité de la saisie (C. Paris, 20 juillet 1897, *Journ. Avoués*, t. CXXXIII, p. 249).

2° Qu'il est nécessaire de dénoncer l'opposition au saisi et au saisissant (C. Rouen, 9 août 1839, *Journ. Huiss.*, t. XXI, p. 111).

3° Qu'il est indispensable de mettre en cause le saisi et le saisissant (C. Agen, 22 mars 1828, D. 29.2.145) et, s'il y a lieu, devant la Cour d'appel (Bastia, 10 novembre 1890, *Gaz. Pal.*, 90.2.651 ; C. Alger, 30 décembre 1891 *Revue d'Alger*, 1892, p. 66).

4° Que celui qui se prétend propriétaire de fruits, saisis brandonnés énonce suffisamment la preuve de sa propriété en déclarant dans son exploit que les objets saisis lui appartiennent en vertu d'un titre authentique dont il donne la date (C. Limoges, 16 février 1822, *Jur. Gén.*, V^o *Saisie-brandon*, n° 46).

5° Que le jugement rendu par le tribunal de première instance est en premier ressort, et par conséquent susceptible d'appel, quand la valeur des récoltes et fruits revendiqués est indéterminée, quel que soit le chiffre de la créance du saisissant (C. Montpellier, 4 mai 1842, D. 43.2.1 ; C. Bordeaux, 9 mars 1850, *Journ. Avoués*, t. LXXVI, p. 422 ; même Cour, 14 juillet 1870, D. 71.2.129).

En ce qui concerne les autres points (référés, responsabilités, etc...) nous ne pouvons que renvoyer à ce que nous avons dit précédemment à propos de la saisie-exécution.

SECTION II. — De la revendication des meubles saisis-gagés.

La saisie-gagerie est une saisie par laquelle un propriétaire (ou un principal locataire) pour sûreté de ses loyers ou fermages échus, met sous main de justice les meubles qui garnissent les lieux qu'il a loués ou affermés.

La procédure de cette saisie est déterminée par les articles 819 et suivants du Code de procédure civile. Pour la pratiquer, il n'est pas besoin pour le propriétaire d'avoir un bail écrit : il lui suffit de signifier, en sa seule qualité de propriétaire, c'est-à-dire, sans titre et sans permission du juge, un commandement au locataire d'avoir à payer son terme de loyer, et faute par le locataire d'y satisfaire, vingt-quatre heures après la saisie peut être faite. Il y est procédé dans la même forme que pour la saisie-exécution. Mais cette saisie n'étant qu'une mesure conservatoire, la vente des meubles saisis-gagés ne pourra avoir lieu qu'une fois que la saisie aura été déclarée valable par justice (art. 824, C. proc. civ.). A cet effet, le propriétaire doit assigner le locataire à comparaître devant le tribunal civil du lieu de la saisie (telle est l'opinion de la majorité des auteurs et de la jurisprudence (Cf. notamment C. Caen, 22 novembre 1882, *Gaz. Pal.*, 83.1.169) ou

devant le tribunal de paix du même lieu quand ce dernier sera compétent conformément aux prescriptions de la loi du 12 juillet 1905, pour s'entendre condamner à lui payer le montant des loyers qu'il lui doit, voir déclarer bonne et valable, et convertie en saisie-exécution la saisie-gagerie pratiquée sur lui et voir et dire ordonner qu'à ses requête, poursuites et diligences il sera procédé à la vente des effets et meubles saisis.

Le jugement rendu et signifié, les poursuites reprennent par la signification de la vente des objets saisis et menées à fin par leur vente.

Connaissant la procédure de la saisie-gagerie, il nous est facile d'indiquer de quelle manière le tiers, propriétaire des meubles saisis-gagés sur le locataire lorsqu'il remplira les conditions que nous indiquons plus loin, pourra obtenir leur distraction. Tant que la saisie-gagerie n'aura pas été validée, il agira en formant une demande en main-levée de saisie, mais dès qu'elle aura été convertie en saisie-exécution, il devra intenter son action conformément à l'article 608 du Code de procédure civile (C. Metz, 13 juin 1825, S. Chr.), car la situation est absolument la même qu'au cas de saisie-exécution pure et simple et l'urgence est tout aussi grande, la vente des meubles saisis étant devenue possible. Mais nous devons faire remarquer que bien souvent ce jugement de validité de saisie n'est pas rendu, du moins à Paris. En effet, lorsque le procès-verbal de saisie-gagerie est dressé, le locataire demande la plupart du temps des délais pour payer,

et, en conséquence, à ce qu'il en soit référé au président du tribunal pour qu'un peu de temps lui soit accordé. Sur le procès-verbal lui-même l'huissier l'assigne pour l'une des plus prochaines audiences des référés. Devant le président, le locataire déclare qu'il consent à la vente de ses meubles saisis s'il lui est accordé tel délai. Il lui est donné acte de ce consentement à la vente et le président rend une ordonnance en vertu de laquelle le propriétaire est autorisé à faire procéder à la vente des meubles saisis si le locataire ne paie pas le montant du loyer en retard dans un délai déterminé, ou chaque fraction à son échéance quand il a demandé à payer par acompte. Bien entendu dans cette hypothèse, le revendiquant devra faire opposition à la vente et assigner le propriétaire (le saisissant) et le locataire (le saisi) comme nous l'avons vu à propos de la saisie-exécution.

Cette question de procédure une fois tranchée, il y a un point de procédure beaucoup plus intéressant à étudier : c'est celui qui est relatif au droit en lui-même de revendication en matière de saisie-gagerie. Il est hors de doute que le revendiquant en cette matière doit remplir toutes les conditions qui sont imposées au revendiquant en matière de saisie-exécution : mais il nous faut tenir compte ici du privilège du bailleur établi par l'article 2102-1° du Code civil et contre lequel viendra échouer le plus souvent le droit des tiers.

En effet, aux termes de cet article : « En fait de meubles, provision vaut titre... » le privilège du proprié-

taire porte « sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme ». La doctrine et la jurisprudence en ont conclu avec raison que le privilège du propriétaire frappe tous les meubles qui se trouvent dans les lieux loués, non seulement ceux qui appartiennent au locataire ou au fermier, mais encore ceux qui sont la propriété des tiers et qui ont été introduits dans les lieux loués ou affermés. Ce n'est qu'une conséquence de la présomption de propriété établie par l'article 2279, conséquence d'ailleurs de toute nécessité, car si la solution contraire avait été admise, le gage du propriétaire eût disparu et l'article 2102-1^o serait resté lettre morte ; les locataires, pour se conformer au vœu de la loi et inspirer confiance au propriétaire, garniraient les lieux loués d'un riche mobilier, ne paieraient pas leurs loyers, se laisseraient poursuivre par le bailleur et au moment de la vente, feraient intenter une action en revendication par un tiers qui produirait un acte de vente de ce riche mobilier à son profit ou un acte de location de ce mobilier au nom du locataire, le tout parfaitement régulier, enregistré, etc., etc. De cette manière les locataires arrêteraient chaque jour les poursuites des propriétaires. Tel était d'ailleurs l'avis de Pothier : « L'opposition du revendiquant n'est pas recue dans notre coutume, contre un seigneur d'hôtel, métairie,..... etc.. » (Pothier, *Œuvres*, t. X, p. 219).

Comment se fait-il alors que nous puissions parler de revendication en matière de saisie-gagerie ? Il faut donc

admettre que cette présomption de propriété de l'article 2279 puisse tomber ? C'est ce qui se produit dans certains cas.

Pour le bien comprendre, il suffit de se rendre compte que le propriétaire ne peut invoquer cette présomption et par conséquent exercer son privilège, que s'il est de bonne foi. Or cette bonne foi consiste ici en la croyance que les biens introduits dans les lieux étaient la propriété de son locataire et étaient par suite affectés à son gage spécial. Remarquons d'ailleurs que cette bonne foi n'est exigée qu'au moment de l'introduction des meubles dans les lieux loués (Paris, 26 mai 1814, P. et S. Chr. D. A. G., 38 ; Garsonnet et César-Bru, *op. cit.*, t. VII, § 26, 218, p. 141, texte et note 12). Si le tiers n'avertit donc le bailleur de son droit sur les meubles apportés dans son immeuble que postérieurement à leur introduction, le bailleur aura néanmoins le droit de les comprendre dans son gage, par conséquent de les saisir-gager et lorsque la saisie-gagerie aura été convertie en saisie-exécution, de les faire vendre comme s'ils appartenaient à son locataire.

La conclusion qui s'impose est que la revendication est possible au cas de saisie-gagerie et qu'un tiers aura le droit d'agir en revendication, lorsque le propriétaire se sera pas de bonne foi. Comme cette bonne foi du propriétaire est présumée, le revendiquant ne pourra avoir gain de cause que s'il prouve la mauvaise foi du bailleur, c'est-à-dire que ce dernier a su au moment de l'introduc-

tion des meubles dans les lieux loués qu'ils étaient la propriété d'une autre personne que son locataire.

Le revendiquant aura différents moyens à sa disposition pour prouver la mauvaise foi du propriétaire. Il la démontrera par exemple en établissant qu'avant que les meubles qui lui appartiennent soient introduits dans les lieux loués, le bailleur savait les conditions dans lesquelles ces meubles étaient apportés chez lui (Trib. Seine, 3 décembre 1856, *Journ. Avoués*, t. LXXXII, p. 147). Il en fournira la preuve au juge qui sera appelé à se prononcer sur la revendication :

1° Par écrit, en produisant : a) le talon de la lettre recommandée par laquelle il portait à la connaissance du propriétaire que les meubles en question qui allaient être introduits chez lui étaient sa propriété à lui, tiers, et qu'en conséquence le bailleur ne pourrait pas les comprendre dans son gage (cette pièce n'est pas décisive, car elle n'établit pas d'une manière formelle ce que contenait la lettre recommandée) ;

b) Un acte d'huissier en informant le bailleur (Trib. Seine, 11 novembre 1897, *Gaz. Trib.*, 9 janvier 1898), ou son mandataire (gérant, concierge) ;

c) Un acte de reconnaissance de ce fait par le propriétaire ou son gérant. C'est ainsi que depuis longtemps les loueurs de pianos ont l'habitude de faire signer par le propriétaire ou son représentant, un acte par lequel ce dernier déclare ne pas comprendre dans son gage l'instrument de musique qui va être introduit chez son loca-

taire, de manière à éviter toute discussion plus tard (Trib. Seine, 1^{er} mars 1870, D 70.3.56).

2^o Par témoins lorsque la valeur du meuble revendiqué sera inférieure à 1.500 francs (Alger, 13 juin 1888, *Rec. d'Alger*, 1889, p. 57).

3^o Par serment.

Ainsi donc en matière de saisie-gagerie pour que la demande en revendication d'un meuble soit admise par le tribunal, il faut que le revendiquant établisse non seulement qu'il a un droit sur l'objet mobilier en question, mais encore que le bailleur de l'immeuble dans lequel cet objet a été introduit a eu connaissance de ce droit.

La jurisprudence a été beaucoup plus loin ; dans certains cas, elle admet que la présomption de bonne foi du propriétaire doit être écartée et en conséquence donne gain de cause au revendiquant sans qu'il ait à prouver la mauvaise foi du bailleur. Elle a été amenée à atténuer les rigueurs de la loi en considération des besoins de la vie quotidienne. Exiger du revendiquant la preuve de la mauvaise foi du propriétaire eût été demander une chose impossible, car dans quelques hypothèses, toute notification du propriétaire eût été une formalité vexatoire, coûteuse et contraire à la rapidité qui est indispensable à la marche des affaires. Ne serait-il pas exagéré, par exemple, de nous obliger, quand nous avons besoin de faire revrenir notre voiture, à signifier au propriétaire de l'immeuble où elle sera amenée, les conditions dans lesquelles cette introduction a lieu dans les ateliers du

carrossier ? N'est-il pas au contraire beaucoup plus simple d'admettre que le propriétaire en louant à telle personne exerçant telle profession, sait parfaitement que des objets mobiliers seront introduits chez lui momentanément à fin de réparations, etc., etc., et que par suite, ils ne font pas partie de son gage ? Dans des circonstances de ce genre, la jurisprudence a eu raison de reconnaître que la présomption de bonne foi du propriétaire tombe d'elle-même et qu'il n'est pas besoin pour le tiers pour triompher dans sa revendication de faire la preuve de la mauvaise foi de celui-ci ; cette mauvaise foi est présumée.

C'est principalement à l'occasion de dépôts, en quelque sorte obligatoires, chez certains commerçants, qu'il y a lieu de tenir compte des circonstances de fait permettant de présumer cette mauvaise foi du bailleur. Parmi ces professions, qu'il nous suffise de citer celles de blanchisseurs, d'horlogers, de directeurs de garages d'automobiles, etc., qui, en introduisant dans leurs ateliers, magasins et garages, du linge, des montres, des automobiles appartenant à des tiers, ne font qu'exercer leur industrie ou leur commerce qui consiste à blanchir, réparer, garer, le linge, les montres et les automobiles du public, ce que ne peut ignorer le propriétaire. Il en est de même pour les chevaux de courses, en pension chez un entraîneur. Les périodiques judiciaires fournissent d'ailleurs quelques exemples de ce genre.

Il a été jugé notamment : qu'un bailleur ne peut saisir

chez son locataire, maître de pension, les meubles que les pensionnaires y ont apportés pour leur usage personnel lorsqu'il est de notoriété que ces meubles sont fournis par les parents des enfants admis dans l'établissement (C. Poitiers, 30 juin 1825, D. 26.2.56) ; qu'un propriétaire ne peut saisir les meubles déposés chez son preneur qui exerce la profession de tapissier, meubles qui sont destinés à être vendus ou réparés ; il connaît en effet les habitudes de la profession de ce dernier, et il n'a jamais pu compter sur eux comme devant former son gage (Paris, 10 mars 1868, *Journ. Avoués*, t. XCIII, p. 202) ; que le privilège du propriétaire ne peut s'étendre aux marchandises que le locataire a reçues dans les lieux loués, en dépôt ou en consignation, à titre de commissionnaire (Cass. req., 9 août 1872, D. 72.1.466. — Cf. Trib. Seine, 2 avril 1852, *Journ. Avoués*, t. LXXVII, p. 289 ; Cass., 17 mars 1873, D. 74.1.442, etc., etc.).

Il y a un cas spécial, dont il nous reste à dire quelques mots : une personne exposée plus que tout autre à voir ses meubles saisis à la requête du bailleur de l'immeuble, c'est le sous-locataire. Que le locataire principal ne paie pas son loyer au propriétaire, et aussitôt celui-ci fera pratiquer la saisie des meubles qui garnissent les lieux loués. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que le sous-locataire dans cette hypothèse peut éviter les poursuites du propriétaire sur son mobilier, et obtenir leur discontinuation, au cas où elles auraient été commencées, en établissant qu'il a payé le

montant de sa sous-location, à l'aide de ses quittances de loyer, etc., etc... Ce droit du sous-locataire est indéniable. Mais il faut bien entendre que ce dernier ait loué à une personne ayant bien le droit de sous-louer ; sans quoi le propriétaire aurait incontestablement le droit de prétendre qu'il ne connaît pas le sous-locataire et que par conséquent il est fondé à comprendre dans son gage l'ensemble des objets mobiliers garnissant les lieux loués par lui. Donc ayant traité avec le locataire qui aura sous-loué tout ou partie des lieux qu'il a loués et ce sans avoir ce droit de sous-location, il se verra débouté de sa demande en revendication contre le propriétaire.

C'est ce qu'a décidé le tribunal civil de la Seine dans un jugement du 17 avril 1885 (*Journ. Huiss.*, t. LXVI, p. 214), dont les attendus sont formels :

« Attendu qu'Escafadol (le locataire principal) n'ayant pas le droit de sous-louer, Campistron n'a pu devenir son sous-locataire et que dès lors il ne peut invoquer les dispositions de la loi qui protègent le sous-locataire contre les poursuites du propriétaire ;

« Qu'il se trouve donc par rapport à la voiture saisie, dans la situation d'un tiers ayant transporté un objet lui appartenant dans le logement d'un sous-locataire, sans que le propriétaire en soit prévenu ; qu'en ce cas, à moins de circonstances spéciales, l'objet devient le gage du propriétaire, etc., etc. »

Ce que nous venons de dire nous permet de nous rendre compte des conditions particulières dans lesquelles une

demande en revendication de meubles saisis-gagés, peut être admise par le tribunal : il faut, en règle générale, que le revendiquant prouve la mauvaise foi du propriétaire en établissant qu'il a eu connaissance, au moment où les meubles lui appartenant étaient introduits dans les lieux loués, que ceux-ci n'étaient pas la propriété du locataire, mais celle d'un tiers ; sans doute, dans certains cas, le tiers n'aura pas besoin de faire cette preuve, car alors le propriétaire sera de plein droit présumé de mauvaise foi. Mais ces cas sont excessivement rares. De telle sorte que la revendication en matière de saisie-gagerie a un caractère exceptionnel, ce qui explique la rareté des procès de ce genre, devant les tribunaux.

SECTION III. — De la revendication des meubles
frappés d'autres saisies.

Quant aux meubles frappés d'une des saisies autre que la saisie-brandon et la saisie-gagerie et dont nous avons donné l'énumération au commencement de ce chapitre, nous n'avons pas besoin de fournir de longues explications à leur sujet, car les meubles peuvent être revendiqués dans ces diverses hypothèses aux mêmes conditions qu'au cas de saisie-exécution.

La seule difficulté que nous rencontrons ici, a rapport à la procédure suivant laquelle l'action en revendication pourra être intentée et c'est la seule question que nous avons à résoudre, après avoir rappelé brièvement le rôle de ces saisies et leur nature.

1^o La *saisie-revendication* est une saisie par laquelle certaines personnes prétendant avoir, soit un droit de propriété, soit un droit de possession légale, soit un droit de gage privilégié, mettent sous main de justice, les meubles détenus par un tiers, sur lesquels elles prétendent avoir un de ces droits.

2^o Par la *saisie foraine*, un créancier fait mettre sous main de justice les meubles trouvés dans la commune qu'il habite, appartenant à son débiteur forain.

3^o Au moyen de la *saisie de l'article 417* du Code de procédure civile connue en pratique sous le nom de « saisie conservatoire », celui qui possède une créance commerciale met sous main de justice les marchandises et les meubles appartenant à son débiteur, qu'ils soient en sa possession ou en celle d'un tiers.

4^o La *saisie-arrêt ou opposition* est une saisie par laquelle un créancier met sous main de justice les sommes et effets mobiliers appartenant à son débiteur et se trouvant entre les mains d'un tiers, et obtient jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû la délivrance de ces sommes ou du prix qui provient de la vente de ces objets.

Ce sont toutes des saisies conservatoires, à l'exception toutefois, en partie, de la saisie-arrêt dont la procédure comprend deux phases distinctes : la première a essentiellement le caractère conservatoire ; la seconde celui de mesure d'exécution. De ce qu'elles ne sont pas des voies d'exécution, il résulte que le revendiquant aura pour intenter son action un délai beaucoup plus long

qu'en matière de saisie-exécution : il faut qu'elles soient validées pour produire leur entier effet (art. 824 et 831, C. proc. civ.) ; or, pour que leur validité soit prononcée, il sera nécessaire d'avoir recours à une juridiction quelconque qui mettra un certain temps à rendre sa décision. Le revendiquant ne sera donc pas obligé, pour sauvegarder ses intérêts, d'agir avec la même rapidité qu'au cas de saisie-exécution.

De plus, la juridiction qui a qualité pour prononcer cette validité étant un tribunal, il est logique d'admettre que le revendiquant aura le droit d'intervenir dans l'instance en validité pour faire reconnaître ses droits sur les meubles saisis et en demander la distraction.

En outre, comme nul texte ne lui prescrit en ces diverses matières de procéder ou de ne pas procéder suivant telle ou telle voie, il aura la faculté de demander directement au tribunal de prononcer la main-levée de la saisie qui a été pratiquée sur les meubles dont il est propriétaire sous forme d'action principale.

Dans ces conditions, il est facile à comprendre que la procédure de l'art. 608 du Code de procédure civile n'ait pas grand rôle à jouer ici ; ce texte, en effet, régit spécialement la revendication en cas de saisie-exécution, et il n'y a aucune raison de l'appliquer à propos d'autres saisies dont le caractère et la procédure sont absolument différents.

Sur tous ces points la doctrine est pour ainsi dire muette. Et pourtant devant les tribunaux ont été portées

à l'occasion de ces saisies diverses questions dont nous allons passer rapidement en revue les solutions.

En ce qui concerne la saisie-revendication, la seule question qu'ait à résoudre un tribunal, est celle de savoir si le tiers qui prétend avoir des droits sur les meubles saisis revendiqués a le droit d'intervenir dans l'instance engagée entre le propriétaire et le tiers saisi.

Le tribunal civil de la Seine, par un jugement du 10 août 1889 (*Gaz. Pal.*, 1890, *Suppl.*, I, p. 44) a répondu affirmativement à cette question pour les motifs suivants : « Attendu que la Société de la plaine Monceau prétend que leurs demandes d'intervention ne sont pas recevables, parce qu'ils n'ont pas procédé dans les formes spécialement imposées par l'article 608 du Code de procédure civile pour la revendication d'objets saisis ;

« Mais attendu que l'article 608 du Code de procédure civile s'est placé dans l'hypothèse où la personne qui prétend qu'on a saisi à tort sur un tiers des meubles lui appartenant, intente directement et au principal une action contre le saisissant pour faire reconnaître son droit, et faire annuler la saisie ; que c'est pour ce cas que le dit article trace rigoureusement la marche à suivre, et édicte les règles sévères dont la Compagnie immobilière de la plaine Monceau prétend maintenant se prévaloir ; mais que cet article 608, quelque rigoureux qu'il soit, ne saurait faire obstacle à ce qu'il soit procédé par la voie de l'intervention, lorsque dans une instance déjà engagée entre d'autres personnes il y a lieu pour un tiers de se

faire reconnaître propriétaire d'objets saisis, qu'il convient donc d'admettre que Lamy et la dame Rossignol sont recevables en leur demande d'intervention, etc., etc. » ;

Ainsi donc, le revendiquant aura le droit d'agir par intervention devant le tribunal. Mais dans un certain cas et à partir d'un certain moment il devra se conformer aux-prescriptions de l'article 608. C'est au cas où la saisie-revendication n'est qu'une forme modifiée de la saisie-gagerie. Tant que la validité de la saisie-revendication n'aura pas été prononcée par le tribunal, le revendiquant ne sera pas tenu de suivre la procédure qui détermine cet article, mais dès que la saisie-revendication aura été validée, le saisissant ayant alors le droit de faire vendre, le tiers propriétaire des meubles saisis sera incontestablement forcé de procéder suivant le mode établi par cet article 608.

Il n'y a rien de particulier à dire au sujet de la saisie foraine, si ce n'est que dès que cette saisie aura été validée, l'article 608 devra être appliqué, les formalités de vente étant les mêmes qu'au cas de saisie-exécution (art. 825, C. proc. civ.).

La saisie conservatoire soulève une difficulté d'un genre spécial. Cette saisie ne peut être pratiquée qu'en matière commerciale et avec l'autorisation du président du tribunal de commerce ainsi que le prescrit l'article 417 du Code de procédure civile qui est placé au titre de la procédure devant les tribunaux de commerce. Aussi y a-

t-il lieu de se demander quelle juridiction est compétente pour se prononcer sur la revendication intentée par un tiers ? La jurisprudence s'est depuis longtemps prononcée pour la compétence du tribunal civil, et avec juste raison. En effet, le tribunal de commerce est un tribunal d'exception et, en cette qualité, il ne peut connaître de l'exécution de ses jugements ; le tribunal civil sera seul compétent pour examiner les difficultés relatives à la saisie conservatoire (C. Nîmes, 12 juillet 1854, D. 55.2.208 ; C. Trib. Bastia, 3 juillet 1862, D. 62.2.144, notes 1 et 2). D'un arrêt de la Cour de cassation du 11 novembre 1885 (D. 86.1.68), il résulte clairement que « lorsqu'une saisie conservatoire a été pratiquée, le tiers propriétaire des meubles saisis conservés ne peut s'adresser à la juridiction consulaire pour obtenir main-levée de cette saisie ; les tribunaux civils sont seuls compétents, car aucune disposition de loi n'a pour ce cas dérogé à la compétence » (*Sic*, Trib. Toulouse, 27 février 1905, *Monit. Huiss.*, 1905, D. P. 151).

Au sujet de la saisie conservatoire, on pourra aussi consulter utilement un arrêt de la Cour de Lyon du 27 avril 1871 (D. 71.2.87), et un jugement du tribunal de Valence du 30 octobre 1888 (*Rec. Arr. Grenoble et Chambéry*, 1889, p. 102).

Enfin, le mode de procéder établi par l'article 608 est absolument écarté en matière de saisie-arrêt, car cette saisie n'a pas lieu dans les mêmes formes que les autres saisies et ne comporte pas de nomination de gardien.

Cependant les tribunaux ont eu plusieurs fois à se prononcer sur la question de savoir si le revendiquant de meubles saisis-arrêtés ne devait pas se conformer aux prescriptions de cet article, notamment en ce qui concerne la nécessité de la mise en cause du saisi, la compétence du tribunal et la validité de l'assignation délivrée au domicile élu par le saisissant.

La jurisprudence relative à cette dernière question est déjà ancienne : aussi ne faut-il pas s'étonner si elle déclare non valable l'assignation ainsi délivrée, sous le prétexte que c'est un point constant en matière de saisie-exécution et qui doit être suivi en matière de saisie-arrêt (C. Paris, 26 juin 1811, S. 15.2.14 ; Cass. rej., 3 juin 1812, S. 12.1.362 ; C. Toulouse, 26 février 1828, S. 28.2.267). Mais nous avons vu que la jurisprudence en matière de saisie-exécution avait de plus en plus tendance à reconnaître la validité de l'assignation signifiée au domicile élu.

La mise en cause du saisi n'est pas nécessaire. La Cour de Paris, par un arrêt du 25 juin 1884 (*Gaz. Pal.*, 1885, *Suppl.*, I, p. 107), a décidé que la demande en main-levée de la part du revendiquant n'était point nulle parce que ce dernier n'avait point mis en cause le saisi, car l'article 608 du Code de procédure civile est exclusivement applicable à la saisie-exécution, et le défaut de mise en cause du saisi a uniquement pour résultat la décision à intervenir non opposable à son égard.

Enfin, en ce qui concerne la compétence du tribunal,

une indication est donnée par l'article 567 du Code de procédure civile qui vise le tribunal du domicile de la partie saisie.

Mais, il nous faut remarquer que ce texte ne nous est d'aucune utilité puisqu'il ne prévoit que le cas de la demande en main-levée formée par la partie saisie. Le tiers revendiquant ne doit-il pas au contraire respecter la disposition de l'article 608 qui ne permet de connaître de la demande en revendication de meubles saisis formée par un tiers qu'au tribunal du lieu de la saisie ? Il n'en est rien, ce dernier texte étant exceptionnel et spécial ainsi que l'ont reconnu la Cour de Paris dans un arrêt du 20 octobre 1847 (*Journ. Avoués*, t. LXXIII, p. 405) et le tribunal de Libourne dans un jugement du 31 décembre 1856 (même journal, t. LXXXII, p. 199).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE PREMIER. — De la revendication et des conditions dans lesquelles elle se produit.	
SECTION I. — De l'action en revendication dans l'ancien droit	11
SECTION II. — Des conditions requises pour intenter l'action en revendication.	13
SECTION III. — Des circonstances dans lesquelles se produit l'action en revendication.	17
SECTION IV. — Des revendications intentées par des tiers de mauvaise foi.	40
SECTION V. — De la nature de l'action de l'article 608 du Code de procédure civile.	52
 CHAPITRE II. — Procédure de l'article 608 du Code de procédure civile.	
SECTION I. — De la défense à gardien	56
SECTION II. — De la dénonciation de la défense à gardien et de l'assignation au saisi et au saisissant.	64
SECTION III. — De la procédure devant le tribunal.	83
SECTION IV. — De l'appel en matière de revendication	92
 CHAPITRE III. — Des inconvénients de cette procédure et de la compétence du juge des référés.	
SECTION I. — Avantages et inconvénients de la procédure de l'article 608 du Code de procédure civile.	101
SECTION II. — Tentatives faites pour atténuer ces inconvénients	104
SECTION III. — De la compétence du juge des référés en matière de revendication.	122

CHAPITRE IV. — Des voies de recours au profit du re- vendiquant après la vente des meu- bles saisis.	148
CHAPITRE V. — De la revendication des meubles frappés d'une saisie autre que la saisie-exé- cution	163
SECTION I. — De la revendication des meubles saisis-bran- donnés.	163
SECTION II. — De la revendication des meubles saisis-gagés.	167
SECTION III. — De la revendication des meubles frappés d'autres saisies	177

Vu :

Le Président de la Thèse,
AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ERRATUM

Page 7, sixième ligne, au lieu de : énumérées, lire : annoncées.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
